

L'ENTENTE INTERSYNDICALE DES PRODUCTEURS DE SUCRE

PAR
Jean MICHEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le Samedi 6 Juin 1936

MEMBRES DU JURY

Président de thèse : **M. William OUALID.**

Assesseurs : **MM. MAUNIER et BAUDIN.**

PARIS - 8^e
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
17, Rue de Constantinople

1936



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ENTENTE INTERSYNDICALE DES PRODUCTEURS DE SUCRE

PAR
Jean MICHEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le Samedi 6 Juin 1936

MEMBRES DU JURY
Président de thèse : **M. William OUALID.**
Assesseurs : **MM. MAUNIER et BAUDIN.**

PARIS - 8.
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
17, Rue de Constantinople

1936

INTRODUCTION

L'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers, a été créée pour assainir le marché du sucre en France. Elle exerce une véritable fonction corporative qui, pour maintenir la rentabilité de l'industrie sucrière et de la culture betteravière, tend à remédier aux graves inconvénients d'une production anarchique ; inconvénients qui ne sont certes pas spéciaux à la culture de la betterave et à l'industrie sucrière, qui se constatent dans toutes les branches de la production. Si chacun s'accorde à reconnaître la nécessité d'une action destinée à combattre la disparition progressive du profit, le désaccord apparaît quand il faut procéder au choix de la thérapeutique à employer.

On peut penser que, dans son ensemble, le problème de l'équilibre économique est bien le problème crucial de l'heure.

Il est, certes, un problème constant, mais qui se pose à notre époque, comme à toutes les époques troublées, avec une acuité et une urgence singulières, alors que le monde recherche une discipline. Sans prétendre rechercher les causes profondes du trouble actuel, ni faire ressortir aucune préoccupation sociale,

nous avons voulu, ici, nous cantonner dans le problème strict de l'accord de la production et de la consommation.

Il est certes très important de savoir si « l'économie tient le social en état » ou s'il faut renverser cette proposition, et si l'on doit souhaiter que ceux à qui il incombe d'ordonner, d'organiser l'économie, aient un parti-pris social. Mais nous ne cherchons pas à faire œuvre, prétentieuse pour nous, de théoricien, ni de critique, mais seulement d'observateur.

Il nous a semblé que le nombre et la diversité mêmes des constructions de Cités idéales proposées par les différentes écoles, témoignaient suffisamment qu'aucune n'avait résolu le problème. Qu'au surplus, il importait d'abord de savoir ce qui est possible ; et qu'ainsi une série d'études monographiques sur les tentatives d'organisation de marchés particuliers pourraient proposer des exemples, peut-être des principes. Sans doute, les interprétations de mêmes faits peuvent être divergentes.

C'est ainsi qu'au début de 1935, le gouvernement de M. Flandin présentait un projet de loi sur les ententes industrielles (auquel on reconnaissait généralement alors un caractère d'urgence, et qui ne paraît pas aujourd'hui devoir aboutir de si tôt). Le chef de ce gouvernement proclamait son intention d'organiser et de défendre la « liberté économique ».

M. Montagnon, de son côté, par exemple, voyait dans ce même projet la naissance d'un « régime intermédiaire », prélude à l'ordre socialiste.

Malgré ce, nous pensons que les faits importent plus que l'exégèse, que, le marché organisé, il sera alors loisible de voir dans cette organisation le reflet ou la conséquence de telle ou telle doctrine.

Une jurisprudence prétorienne, souvent bienfaisante, s'inspire d'abord des nécessités économiques pour trancher un litige et donne ensuite, à ses décisions, une coloration juridique.

Ce serait, certes, un grave danger que de tomber dans un excès d'empirisme à courte vue ; mais, nous le répétons, préférant une adaptation progressive à une révolution brutale, il importe de connaître le possible. Et, pour connaître ce possible, dans une branche donnée de la production, connaître ce qui a été fait dans telle autre branche, donne des indications qui peuvent être précieuses. C'est pourquoi nous avons essayé de donner une idée générale de l'origine, du fonctionnement, du but et des résultats de l'organisation sucrière, organisation qui intéresse à la fois industrie et agriculture, métropole et colonies.

Par leur organisation professionnelle spontanée, les sucriers ont pu jusqu'à présent sauvegarder de la ruine leur industrie et cet important élément de notre agriculture nationale qu'est la culture betteravière.

C'est un exemple d'*organisation professionnelle* que l'on trouve exposé ici. Sans doute, on ne saurait prétendre que l'organisation sucrière puisse être servilement limitée par les autres branches de production. Chacune a ses particularités qui rendent un accord plus ou moins réalisable et nécessitent des modalités spéciales.

Une entente comme celle des sucriers nécessite l'uniformité du produit. L'industrie automobile ne pourrait, par exemple, adopter les mêmes règles que l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers, pour l'assainissement de son marché. Le consommateur achète un kilo de sucre, il n'achète pas un automobile quelconque. il choisit la marque. D'autre part, le sucre est un

produit alimentaire et, à ce titre, il est difficile de s'en passer, et les variations dans la consommation sont graduelles. Produit alimentaire, le sucre est aussi un produit inaltérable, qu'il n'est pas urgent de jeter sur le marché dès sa production, si l'on ne veut pas le perdre. Des stocks énormes pourront être constitués, rester longtemps en réserve, pour parer, après l'excès, aux insuffisances de la production.

Il est ainsi évident qu'il est plus facile d'aboutir à un accord de contingentement, plus facile de prévoir la consommation, plus facile de stocker, s'il s'agit de sucre, produit quasi-standard, alimentaire et qui ne s'altère pas, que s'il s'agit d'automobile.

Il est, d'autre part, possible de dire que les sucriers sont en nombre restreint et qu'il est d'autant plus facile d'aboutir à un accord, que le nombre des intéressés est plus réduit. Mais l'on doit cependant remarquer que les conventions sucrières intéressent directement les betteraviers et que ces derniers, très nombreux, ont toujours été en plein accord avec les industriels. On peut dire au contraire que les constructeurs d'automobiles sont en nombre restreint et il n'existe pas entre eux d'entente avouée.

Même si l'action de l'Association Syndicale ne peut être retenue comme exemple (et nous pensons que, dans une certaine mesure, elle put l'être), elle est assez en elle-même pour retenir l'attention.

ORGANISATION DE L'INDUSTRIE ET DU MARCHÉ DU SUCRE EN FRANCE

Avant toutefois d'exposer la création, le fonctionnement, l'œuvre de l'Association Syndicale, il nous paraît indispensable de donner des indications sur l'organisation en France de l'industrie, d'une part, du marché lui-même, d'autre part.

Ces indications, succinctes sans doute, éclaireront toutefois le sens des textes que l'on trouvera plus loin, et notamment les chiffres relatifs aux rapports de l'industrie et de la culture.

CHAPITRE I

L'organisation de l'industrie sucrière en France

On remarquera, tout d'abord, que nous donnons des chiffres actuels et non pas exclusivement les chiffres de 1930.

Il faut remarquer que du point de vue qui nous occupe, il est plus intéressant de connaître la capacité de production des usines plutôt que le détail de leur production effective (1).

Or, cette capacité de production n'a pas été sensiblement modifiée depuis 1930, et il nous a paru qu'il pouvait être intéressant d'avoir, en ce qui concerne la production effective, les derniers chiffres donnés officiellement.

On verra qu'un grand nombre d'usines possèdent des plantations, d'étendue très variable d'ailleurs ; indiquons qu'il existe 6 sucreries à forme coopérative, exploitées par les planteurs.

Ces usines ont produit, en 1934-1935, 338.625 sacs et, en 1935-1936, 290.000 sacs ; leur capacité moyenne de production est ensemble de 3.740 tonnes de betteraves par 24 heures.

Certains, dans le monde des planteurs, n'envisagent pas l'avenir de l'industrie sucrière comme nous l'envisageons ici (voir plus loin l'Association Syndicale et la Puissance publique) ; ils pensent que les planteurs pourraient progressi-

(1) Indiquons cependant les chiffres de production globale en France :			
Campagne 1928-1929	815.861	tonnes (en raffiné)	
Campagne 1929-1930	825.332	»	»
Campagne 1930-1931	1.084.129	»	»

vement acquérir la propriété ou du moins le contrôle (financier) de toutes les sucreries. Plutôt qu'en socialisme d'Etat, ils pensent que l'industrie sucrière tend à se constituer sous forme de socialisme coopératif. Il ne nous paraît pas qu'en fait l'industrie soit engagée dans cette voie.

Quoiqu'il en soit, nous donnons ci-dessous le détail par arrondissement et le total par département du nombre des sucreries travaillant en France métropolitaine, le total de leur capacité productive (sensiblement égale en 1930 à celle de l'heure actuelle), leur production effective en 1934/1935 et leur production prévue pour 1935/1936 (1). Les statistiques indiquant leur production effective pour cette campagne, à l'heure où nous écrivons, ne sont pas encore publiées, ni même totalement recueillies.

(1) Certaines usines dépendant pour la plupart de Sociétés et au nombre de 30 n'ont pas communiqué ces derniers chiffres connus seulement des dirigeants de l'Association Syndicale (et de la Régie). En nous basant sur leur capacité de production moyenne, la durée moyenne de la campagne, le rendement moyen de la betterave en sucre, nous avons pu obtenir, ce qui nous a été confirmé par une Société importante, des estimations suffisamment approchées pour donner un ordre de grandeur convenable. Il faut reconnaître que pour les 29 usines dont nous avons ainsi estimé la production nos chiffres n'ont pas une valeur absolue. Nous donnerons plus loin les chiffres de production globaux et qui, officiels, peuvent être tenus pour exacts.

L'ENTENTE INTER-SYNDICALE

Arrondissements et Départements	Nombre de planteurs	Hectares de culture dépendant des fabriques	Capacité de production par 24 heures (en tonnes de betteraves)	Production effective en 1934-1935 en sacs de sucre	Production probable en 1933-1936 en sacs de sucre
Château-Thierry	2	300	1 250	124.636	104.569
Laon	6	1.380	6.350	747.796	453.300
Saint-Quentin	1		800	80.832	70.728
Soissons	3		2.900	285.380	229.000
Vervins	1		280	5.800	3.000
AISNE	13	2.280	11.580	1.244.444	860.537
Rethel	2		1.900	173.248	156.092
Vouziers	1	800	500	70.000	45.000
ARDENNES	3	800	2.400	243.248	201.092
BAS-RHIN	1		1 250	103.000	64.000
Caen. CALVADOS	1		400	42.000	24.000
Dijon	1	300	400	36.000	21.000
Beaune	1		400	40.416	35.373
COTE-D'OR	2	300	800	76.416	56.373
Les Andelys	1	150	1.200	150.000	60.000
Bernay	1	1 200	1.000	140.000	110.000
EURE	2	1.350	2.200	290.000	170.000
Chartres. EURE-et-LOIR	1	200	2.000	198.000	185.000
Pithiviers. LOIRET	1		3 000	300.000	300.000
Reims	1		800	70.721	45.000
Vitry-le-François	1	75	700	60.624	53.000
MARNE	2	75	1.300	131.345	98.046
Cambrai	6	835	7.200	778.921	633.000
Douai	2	Quelques hect.	600	59.416	48.373
Lille	3	220	3 800	382.536	310.500
Valenciennes	2		1.600	153.677	131.728
NORD	13	1 055	13 400	1 374 550	1.123.601
Beauvais	1		700	92.000	61.887
Clermont	5	440	3 350	351.000	289.000
Compiègne	9	8.200	5.100	474.849	377.833
Senlis	3	3 fermes	3.360	297.631	238.000
OISE	18	8.640	12 510	1.215.480	966.720

DES PRODUCTEURS DE SUCRE

9

Arrondissements et Départements	Nombre de fabriques	Hectares de culture dépendant des fabriques	Capacité de production par 24 heures (en tonnes de betteraves)	Production effective en 1934-1935 en sacs de sucre	Production probable en 1935-1936
Arras	3	675	4.550	483 320	404.700
Béthune	3	100	3 250	257.681	223.000
Montreuil-sur-Mer	2	77	1.350	137 200	110 000
Saint-Omer	3	60	4.600	466.368	390.000
Saint-Pol	1	55	600	57.910	46 000
PAS-DE-CALAIS	12	967	14 350	1.402 479	1.173.700
PUY-DE-DOME	1	aucun renseignement			
Chalons-sur-Saône					
SAONE-ET-LOIRE ..	1	100	750	78.000	42.000
Dieppe	1		550	51.315	42.400
Le Havre	1		600	40 000	40 000
Yvetot	2	40	1 950	175.000	146 000
SEINE-INFERIEURE	4	40	3.100	266.315	228 400
Coulommiers	1		1.400	111.144	97.251
Fontainebleau	2		1.850	235 778	216.312
Meaux	3	250	5.100	417.575	324.000
Melun	3	850	1.300	151.577	98.000
Provins	3	750	1 630	165 000	142.000
SEINE-ET-MARNE ..	12	1.850	10.980	1 081.074	877 563
Corbeil	1		300	40 000	40.000
Etampes	2	120	840	91.000	65.000
Pontoise	4	850	2 350	231.738	186 000
Rambouillet	1		450	47 000	31.000
Versailles	1		300	en chômage	en chômage
SEINE-ET-OISE	9	970	4.240	409 738	322.000
Abbeville	3		5.250	528.576	434.000
Montdidier	1	800	1.800	181 865	151.000
Péronne	6	5.000	9.200	903 620	(1) 777.000
SOMME	10	5 800	16.250	1 614 061	1.362 000
Orange. VAUCLUSE	1	300	750	110.000	65.000
Joigny. YONNE	1	450	1.000	91 000	90.000
TOTAL	408	24 877	402 260	10 251.150	8 210.032

(1) Y compris une sucrerie indépendante de l'organisation corporative sucrière et ayant produit 30.000 sacs en 1934-1935 et 100.000 sacs en 1935-1936.

On a vu, d'après cette liste, la répartition géographique des usines, et que la région du Nord et la région parisienne, à elles seules, en comprennent la presque totalité.

La culture betteravière et l'industrie sucrière sont, pour ces régions, des éléments très importants de richesse économique.

Cette répartition explique aussi la crise sucrière.

Il est évident que la guerre avait entraîné la destruction de la presque totalité des plantations et des usines.

L'importation devait suppléer à l'insuffisance de la production nationale.

Lors de la reconstruction des régions dévastées, l'industrie et la culture se sont reconstituées avec des moyens de production plus modernes et à plus grand rendement.

Comme les pays qui jusqu'alors exportaient en France continuaient à l'inonder de leur produit, la nécessité d'une organisation destinée à éviter la ruine de ces richesses nouvellement reconstituées apparaît clairement.

Il conviendra d'ailleurs d'ajouter à cette liste les sucreries d'Etaves (Aisne) et de Roisel (Somme) (cette dernière à forme coopérative). Toutes deux ont été annexées à des distilleries déjà existantes et ont obtenu l'autorisation de se créer. Disons d'ailleurs que leur construction est à peu près achevée.

Nous verrons plus loin que depuis le 8 août 1935, la construction des usines utilisatrices de la betterave est subordonnée à un arrêté interministériel émanant des départements de l'Agriculture, du Commerce, des Finances et de la Guerre, après avis *favorable* de la Commission instituée par l'article 3 du Code des Contributions Indirectes.

Ces deux usines ont obtenu cette autorisation. Mais leur contingent de production devra être fixé par la Commission créée par le décret du 30 octobre 1935 relatif au contingen-

tement de la production sucrière, dont nous reparlerons au cours de cet exposé.

Cette Commission, présidée par M. le Conseiller d'Etat Poulle, est de ce fait couramment désignée sous le nom de Commission Poulle (1).

A l'heure où nous écrivons, cette Commission n'a pas statué sur le coefficient qui leur sera alloué.

On peut voir d'après cette liste détaillée que l'ensemble des usines métropolitaines a une capacité totale de production d'environ 100.000 tonnes par 24 heures, ce qui donne en moyenne 12.000 tonnes de sucre par jour, soit pour une campagne de 100 jours environ 1.200.000 tonnes de sucre. Cette production pourrait être augmentée assez sensiblement en prolongeant même de peu de jours la campagne.

On a vu que les usines possédaient toutes des terrains de plantations, très insuffisants pour les alimenter d'ailleurs. Les hectares de plantation appartenant aux usines n'atteignent guère que le 1/10 de la surface emblavée. La matière première nécessaire leur est fournie non seulement par leurs plantations, mais par les plantations qui leur sont rattachées par l'usage.

Les planteurs sont liés avec les usiniers par des contrats dont nous donnons plus loin un spécimen.

Les contrats ont pour but de fixer le prix d'achat de la betterave qui est fonction du cours du sucre, fonction variable suivant le cours du sucre et la teneur des betteraves en sucre (v. contrat).

(1) Les décisions de cette commission non acceptées par les parties en cause doivent, pour être exécutoires, être homologuées par arrêté du Ministère de l'Agriculture. Disons que toutes les décisions qui n'ont pas été librement acceptées et comme telles été homologuées comme il vient d'être dit, sont déferées devant le Conseil d'Etat. A l'heure où nous écrivons, cette haute juridiction ne s'est prononcée sur aucun des cas qui lui ont été soumis.

Ils ont pour but également de fixer les conditions accessoires :

— prix d'achat des graines fournies par les industriels aux agriculteurs ; et ce, notamment pour assurer une certaine qualité et un certain rendement de la marchandise ;

— prix de livraison des mélasses.

La betterave donne d'abord, après premier traitement, la pulpe, qui n'a guère d'autre usage que l'alimentation animale. Ces pulpes sont rétrocédées aux agriculteurs moyennant un prix déterminé et variable suivant la quantité de pulpe extraite des betteraves (au moins 50 % généralement).

Après divers autres traitements, la betterave donne d'autres déchets : les mélasses. Ces déchets contiennent du sucre insusceptible d'être extrait et ils ont trois usages principaux :

— le mélange avec les fourrages pour donner les fourrages mélassés, excellent élément animal ;

— La fabrique des levures ; aujourd'hui les levures de mélasse sont les seules employées pour la panification ;

— l'extraction des alcools de mélasse.

Les industriels rétrocèdent une partie de leurs mélasses aux agriculteurs, à bas prix.

Enfin, ces contrats fixent les conditions de paiement, assez variables suivant les contrats.

Mais il y a un dispositif commun à tous : le prix définitif d'achat de la betterave n'est connu qu'en fin d'une période déterminée ; il est en effet calculé d'après la moyenne des cours du sucre d'après cette période. Pour les contrats du Nord, dont nous donnerons le texte, la période va d'octobre à juin. Cependant, les agriculteurs ne peuvent attendre aussi longtemps le paiement ; c'est pourquoi une partie est payée à des dates variables selon les contrats et les demandes des planteurs.

Une partie, la plus importante, les 2/3 approximatifs, calculée d'après les prévisions de ce que seront les cours, est généralement payée après la date d'arrêt des usines. Le solde est payé quand la moyenne du prix du sucre, et le prix de la betterave par conséquent, sont connus exactement.

Les livraisons de betteraves sont très rigoureusement contrôlées.

Pendant longtemps, la matière a été réglée par la loi du 7 avril 1897 et le décret du 23 juillet 1897.

A partir du 1^{er} octobre 1937, ce contrôle du pesage et de la réception des betteraves sera régi par de nouveaux textes. Loi du 28 février 1934, décret du 9 septembre 1934, arrêté du 8 mai 1935. Nous ne parlerons pas ici de ces opérations ni de ces textes, qui ne sont pas essentiels à l'intelligence de l'organisation corporative qui nous intéresse.

Nous signalerons ici que la question des sucres a toujours intéressé le législateur. Nous avons par exemple relevé pour une période trentenaire de 1871 à 1902, 22 textes de lois et 41 décrets s'occupant directement de la question sucrière.

Cette forme spéciale de sollicitude paraît se maintenir.

CHAPITRE II

L'organisation du marché des sucres à Paris

Précisons tout d'abord de quelle façon sont établis les cours officiels.

Il est pris simplement le cours le plus haut et le cours le plus bas pratiqués à la séance de la Bourse dont il s'agit et il en est fait la moyenne.

Il existe aussi une cote des commissionnaires, dite semi-officielle, et qui serre d'ailleurs la réalité de plus près.

Il existe enfin des cotes non officielles établies par des particuliers qui n'en font état que pour leur gouverne ou des journaux qui les publient à l'usage de leur clientèle. Toutes les statistiques que nous donnerons seront établies sur la base des cours officiels.

Pour déterminer leur moyenne, les commissionnaires tiennent compte de tous les cours successivement enregistrés au cours de la séance.

Nous donnons ici, à titre documentaire, quelques indications sur la physionomie extérieure d'une séance de la Bourse, nous exposerons brièvement ensuite les usages du marché :

Après la clôture de chaque séance de Bourse, il y a aussi « en marché libre » quelques transactions dont il n'est pas tenu compte pour la détermination des cours, mais qui sont notées officieusement.

A l'ouverture de la Bourse, à 13 heures 55, dans un local des commissionnaires où eux seuls ont accès, un garçon de

bureau de cette administration annonce un cours d'ouverture, déterminé par la Compagnie des Commissionnaires, ou plus exactement ses organes directeurs, d'après le cours de clôture de la veille et les cotations hors séances qui ont été notées officiellement comme il vient d'être dit.

Deux hypothèses se présentent : des affaires sont conclues entre commissionnaires à ce prix, il y a « prix fait » ; le même garçon réannonce le cours, qui devient officiellement cours d'ouverture et les commissionnaires et autres intéressés se retrouvent à 14 heures à la Corbeille des sucres dans le grand hall de la Bourse où la séance officielle se poursuit jusqu'à quinze heures ; le dernier cours enregistré est dit cours de clôture, les cours intermédiaires sont dits cours « d'entre cote ».

Ou bien aucune affaire ne se traite au premier cours annoncé, les commissionnaires eux-mêmes font des propositions d'achat ou de vente ; dans ce cas encore où des affaires se réalisent, le garçon de bureau annonce alors le cours d'ouverture officiel ; il peut arriver aussi qu'acheteurs et vendeurs restent sur leurs positions respectives et qu'aucune affaire à cette première séance privée n'est conclue : le garçon annonce : aucun prix fait ; proposition d'achat à... tel prix, proposition de vente à... tel prix.

C'est ce qui explique que certaines cotations non officielles donnent parfois deux cours, elles donnent à l'ouverture les propositions d'achat et les propositions de vente.

Qu'un cours ait ou non été fixé, les intéressés ici encore se retrouvent à 14 heures à la corbeille, et les transactions publiques durent une heure.

Voici quels sont les usages en vigueur sur les marchés des sucres et reconnus comme tels par l'arrêté du Ministre du Commerce du 28 février 1936 (*J. O.* du 1^{er} mars 1936).

Cet arrêté homologue le règlement établi par les délibérations du syndicat du commerce des sucres du 24 janvier 1936 et de la Chambre de Commerce de Paris du 29 janvier 1936.

Il y a quelques différences dont certaines fort importantes, telles que la création d'un comité technique chargé de diriger le marché, avec l'état des choses antérieur.

Rappelons qu'il existe deux marchés, le marché libre et le marché réglementé. Le marché libre est constitué par les relations directes d'acheteur à vendeur, qui peuvent avoir lieu n'importe où et être pratiquées par n'importe qui, à n'importe quel prix.

Le marché réglementé, de beaucoup le plus important, est constitué par les offres de vente ou d'achat effectuées à la Bourse de Paris, dans les conditions du règlement dont nous allons donner une analyse succincte.

Le marché des sucres, d'après ce règlement (1), est dirigé par un Comité Technique du marché des sucres. Il comprend 5 représentants des commissionnaires (le Président étant nécessairement désigné parmi eux), 3 représentants du commerce et de l'industrie (deux fabricants, un raffineur), deux représentants des producteurs agricoles.

Conformément au règlement général nouveau de la Bourse de Paris, toutes les affaires devraient être enregistrées à une caisse de liquidation ; mais en ce qui concerne le marché des sucres, cet enregistrement est facultatif pour les professionnels (fabricants de sucres, raffineurs, agriculteurs, chocolatiers, confiseurs, commissionnaires, distillateurs, notamment).

La livraison s'effectue dans les entrepôts réels de Paris,

(1) Ce règlement n'est pas, au jour où nous écrivons, encore en vigueur, mais il doit l'être incessamment.

de douane de la Chambre de Commerce de Paris, des ports ou de l'intérieur admis par le Comité Technique (1).

La cote s'établit d'après toutes les affaires enregistrées ou non à la Caisse de liquidation ; mais les cours doivent être maintenus dans les limites des prix offerts ou demandés par caisse.

En ce qui concerne le terme, le cours résulte des affaires traitées publiquement et dont le Comité Technique a reconnu la sincérité et autorisé l'enregistrement. Le dernier jour du mois, ce Comité peut suspendre les cotations si les cours varient de 5 % vis-à-vis de la clôture précédente, et doit les suspendre si les variations sont de 10 %.

Les affaires ne peuvent être enregistrées que si le délai de livraison ne dépasse pas 12 mois, délai qui peut être réduit par le Comité Technique.

Le sucres destinés à être livrés sur le marché sont soumis à une expertise, effectuée à la Bourse par des experts qualifiés, ignorant les noms du preneur et du livreur de la marchandise. Un membre du Comité Technique préside les expertises et peut seul récuser les experts. Le résultat de l'expertise est consigné sur un registre spécial, les noms des experts restant secrets.

Il est délivré un bulletin d'expertise au propriétaire de la marchandise, bulletin qui accompagne la marchandise dans ses transmissions. Le coût de l'expertise est acquitté par le propriétaire.

Il peut y avoir analyse chimique du produit : l'analyse est obligatoire pour les sucres de cannes. Il est, en ce cas, délivré un certificat d'analyse.

Les échantillons sont prélevés par sondages sur des sacs différents ; il est prélevé un kilog par lot de 100 quintaux.

(1) Voir, page 204, la liste actuelle des entrepôts.

Les sucres indigènes acceptés en expertise sont livrables sur le marché pour la durée de la campagne en cours et pour la campagne suivante, sous réserve d'être agréés à nouveau au début de cette campagne, en octobre, à une expertise de conservation, renouvelée, le cas échéant, six mois après en avril.

Les sucres de betteraves étrangers sont livrables après expertise pendant les six mois qui suivent l'importation.

Les sucres de cannes sont livrables pendant les six mois qui suivent l'analyse. Une expertise de conservation peut avoir lieu après ces six mois. Six mois après cette expertise de conservation, les sucres sont déclassés.

Ces analyses ou expertises sont obligatoires avant toute mise en filière ou livraison sur le marché.

Le vendeur peut livrer du premier au dernier jour de bourse du mois à sa volonté, et se trouve en demeure de livrer par le seul fait de l'échéance du terme, à la fin de la dernière bourse du mois.

La livraison s'effectue par lots indivisibles de cent quintaux métriques au moyen d'ordres de livraison appelés filières, délivrés par la Compagnie des Commissionnaires, et dont le coût est fixé par le Comité Technique.

La filière représente la marchandise, sert d'offre réelle de livraison et se transmet par voie d'endossement. Les filières ne peuvent être émises, endossées ou arrêtées que par un membre de la Compagnie des Commissionnaires ou des personnes, domiciliées et patentées à Paris et admises à liquider par le Comité Technique.

Les filières portent un numéro d'ordre indiquant :

— s'il y a lieu, le numéro d'enregistrement par la caisse de liquidation de l'affaire alimentée par la filière,

— l'entrepôt où le sucre est emmagasiné,

- le numéro d'entrée en entrepôt,
- le numéro du lot et de la pince de régie pour les sucres indigènes,
- la provenance et les marques d'identification pour les sucres importés,
- la date et les résultats de l'analyse valable,
- le numéro du bulletin d'expertise et son résultat,
- pour les sucres indigènes, l'indication de la campagne de fabrication, la date de création, le prix d'émission.

Elle doit être, d'autre part, revêtue des timbres de la Compagnie des Commissionnaires, du créateur de l'organisme de liquidation,

— et visée par l'entrepôtaire qui certifie la présence de la marchandise dans ses magasins et s'engage à ne la livrer que contre présentation du duplicata de la filière arrêtée et la remise du transfert en régie.

Ce duplicata doit porter les mêmes indications que la filière.

En cas d'endossement, le prix de vente est indiqué à l'endos. L'acheteur endossé qui refuse de donner son endos après la bourse qui suit la présentation de la filière est considéré comme preneur. La filière est arrêtée sur lui, sous la responsabilité du dernier endosseur, garant vis-à-vis du créateur de la prise de livraison.

Le créateur et l'arrêteur volontaire règlent entre eux, sans recours contre les endosseurs successifs.

Quand la filière est arrêtée, mention est faite sur la filière de la date et de l'heure de l'arrêt ; il en est délivré immédiatement duplicata à l'arrêteur et copie au créateur ; l'arrêt vaut sommation à l'arrêteur de prendre livraison avant onze heures, le troisième jour de bourse qui suit l'arrêt, si la marchandise est emmagasinée à Paris, le cinquième jour, si elle est ailleurs qu'à Paris.

La livraison s'effectue au moyen d'un ordre de transfert remis par le créateur à l'arrêteur contre paiement du prix de la marchandise, ou contre versement de ce prix entre les mains de l'entrepoteur. L'ordre de transfert est visé par ce dernier qui indique si la marchandise est libre ou warrantée, et dans ce cas, le montant de l'avance consentie sur la marchandise ; s'il y a warrant, le créateur dépose le récépissé à l'entrepôt et déduit le montant de l'avance de sa facture.

Si l'arrêteur n'a pas pris livraison et payé dans les délais, le détenteur de la filière peut revendre d'office sur le marché, aux frais, risques et périls de l'arrêteur.

Si le créancier n'a pas livré en temps voulu, l'arrêteur peut acheter à la première bourse qui suit la demande de livraison restée infructueuse, la même quantité de marchandise, de même qualité, située dans le même entrepôt aux frais, risques et périls du créateur de la filière.

Les commissionnaires doivent déclarer chaque jour les quantités achetées et vendues par eux tant au comptant qu'à terme.

La nécessité du marché à terme

La production du sucre s'étend sur trois mois au plus, la consommation sur douze. Les fabricants décaissent des sommes considérables à cette époque et sont amenés aussi à vendre une grande partie de la marchandise. Ce sucre, momentanément excédentaire par rapport aux besoins immédiats de la consommation, est acheté par les commerçants. Ce report entraîne des frais (magasinage, assurance, intérêt d'argent notamment). En période de fabrication, les cours sont donc, toutes choses égales d'ailleurs, plus hauts que pendant les périodes de fin de campagne.

L'admission temporaire modère ces variations saisonnières. Les raffineurs livrent en fin de campagne (juin, juillet, août, septembre) du sucre étranger raffiné par eux, exempt de droits, qui augmente les disponibilités intérieures réduites du moment et réexportent en période de fabrication où les disponibilités sont très abondantes, des quantités égales de sucre indigène de même qualité.

Le fabricant de sucre paie ses betteraves d'après la moyenne des cours du sucre au marché de Paris pendant une période déterminée ; d'octobre à juin pour les contrats du Nord et du Pas-de-Calais dont on trouvera plus loin le texte. Or, il ne vend pas toute sa marchandise pendant cette période, ni à une cadence uniforme.

S'il devait vendre au comptant seulement, le prix de revient de la marchandise ne serait pas connu de lui au moment de la vente, et il se trouverait ainsi nécessairement, malgré lui, en position spéculative.

Grâce au marché à terme, le fabricant peut, tous les jours de bourse, vendre une quantité égale de sucre et obtenir ainsi automatiquement le cours moyen, sauf la différence existant entre les cours du comptant et les cours du terme ; mais cette différence est en grande partie corrigée dans les contrats de betteraves ; on verra au contrat du Nord que les moyennes de chaque mois sont diminuées de sommes progressives, au fur et à mesure que s'avance la campagne.

Supposons que le fabricant de sucre fabrique 50.000 sacs et qu'il y ait 200 jours de bourse pendant la période ; il vendra 250 sacs par jour à terme sur les époques auxquelles il doit livrer et réalisera ainsi la moyenne, sauf les différences de cours du terme et du comptant, en grande partie corrigée comme il vient d'être dit.

D'autre part, certains contrats de betteraves (celui de la

fabrique d'Aulnois-sous-Laon, par exemple) autorisent les planteurs à arrêter dans certaines conditions le prix du sucre qui sera le prix de base.

Le fabricant, pour n'être pas en position spéculative, doit vendre une quantité de sucre égale à celle qui sera extraite de la quantité de betteraves dont le prix d'achat par la sucrerie est déterminé par l'arrêt de prix effectué par le planteur (en moyenne une tonne de betteraves donne 120 kgs de sucre).

Le marché à terme n'est pas moins nécessaire pour le raffineur, dont les ventes et achats ne suivent pas, en cours de l'année, le même rythme.

Il est permis de dire que le marché à terme profite également au consommateur. Les fabricants, raffineurs, négociants, s'ils n'étaient pas couverts contre les risques de spéculation involontaire par le terme, devraient se couvrir par une assurance qui aboutirait nécessairement à un relèvement du prix de vente.

Ajoutons qu'il ne peut y avoir de risque de spéculation inconsiderée comme il est possible sur les valeurs mobilières, dont ne sait trop ce que certaines représentent.

Les filières émises représentent toujours une marchandise réelle. Le règlement nouveau dont nous venons de donner l'analyse n'a rien innové sur ce point et n'a fait que consacrer l'usage existant.

La caisse de liquidation, antérieure aussi à ce règlement, protège ceux qui opèrent contre les insolvables. Seuls les professionnels présentant une surface suffisante sont en effet dispensés d'y faire enregistrer leurs achats.

CHAPITRE III

Les causes de l'Association

La cause profonde est la nécessité.

Nous verrons plus loin comment l'état du marché réclamait une action.

Les industriels ne pouvaient « laisser faire » sans se condamner eux-mêmes à la ruine.

Quelques hommes ont su organiser un mouvement corporatif.

Les exemples étrangers, dans une certaine mesure, ont facilité cet éveil.

Section I. — ETAT DU MARCHÉ AVANT 1931

Il est nécessaire de connaître d'abord la situation du marché antérieurement aux accords.

Jusqu'au début du XIX^e siècle, il n'existait pas d'autre sucre au monde que le sucre de cannes. Son origine exotique le rendait coûteux en Europe, et ce n'était guère qu'un produit de luxe. Cependant, le besoin de sucre se développait progressivement. Lorsque le blocus continental eut supprimé le ravitaillement colonial, on chercha un produit susceptible de remplacer la canne.

En 1787, à la suite des travaux d'Achard, une sucrerie de betteraves avait été fondée en Allemagne. Déjà Margraf, cinquante ans auparavant environ, avait découvert le sucre de betteraves, mais l'exploitation industrielle ne put être réalisée qu'après les recherches d'Achard. Chaudement encouragé par Napoléon, Mathieu de Dombasle introduisit cette industrie en France.

Après une période difficile, à la suite de la fin des guerres napoléoniennes et du blocus, le sucre de betteraves put lutter contre le sucre de cannes (1).

En 1850, la production mondiale totale était de 2.500.000 tonnes, dont 500.000 de sucre de betteraves.

En 1913, la production totale atteint 18.923.000 tonnes, dont 10.015.000 tonnes de sucre de cannes et 8.908.000 de sucre de betteraves. Le développement de la production était donc considérable, mais la consommation s'était développée parallèlement.

La guerre amena une diminution sensible de la production du sucre de betterave. En effet, les pays producteurs étaient presque tous belligérants et beaucoup de sucreries avaient été détruites. En même temps, la production du sucre de cannes s'était accrue pour satisfaire les besoins de la consommation.

En 1920, la production du sucre de betteraves était tombée à 3.300.000 tonnes, pendant que la production du sucre de cannes s'élevait à 12.000.000 de tonnes. Il faut retenir ces chiffres qui sont à l'origine de la crise sucrière mondiale.

En effet, pendant la même période, le prix du sucre avait haussé de façon extraordinaire : avant la guerre, le sucre cubain valait à New-York 3,5 cents la livre ; en 1920 il valait 23 cents. Ceci provoqua la surproduction.

Les pays de cannes continuèrent à intensifier leur production, tandis que, comme il était naturel, les pays producteurs de sucre de betteraves réorganisaient leur industrie et cherchaient à revenir à leur niveau d'avant-guerre.

En 1924-25, la production de sucre de betteraves atteignit presque ce niveau avec 8.133.000 tonnes, tandis que le sucre

(1) Notons ici une étrange proposition faite en 1843 d'interdire en France la production du sucre de betteraves.

de cannes atteignait 14.239.000 tonnes, au total : 22.372.000 tonnes.

En 1927, le chiffre global dépassait 25.000.000 de tonnes, le sucre de betteraves ayant retrouvé son niveau d'avant-guerre. Et l'ascension continuait.

En 1929-30, la production est de 27.314.000 tonnes. En même temps, comme il aurait fallu s'y attendre, les cours s'effondrent. A New-York, le sucre cubain ne cote plus que 1,99 cent. Divers pays commencent déjà à limiter leur production, mais l'année 1930-31, sous l'influence des conditions atmosphériques, est exceptionnelle pour les producteurs de sucre de betteraves. Leur production atteint 11.600.000 tonnes ; la production totale (betteraves et cannes) est de 28.500.000 tonnes.

Le sucre cubain à New-York cote 1,47 cent. C'est la ruine de l'industrie et de la culture.

Bien que, ainsi qu'il sera expliqué plus loin, il n'y ait plus de marché mondial pour les sucres, il faut retenir ces chiffres. Ils expliqueront pourquoi la solution proposée d'exporter les sucres excédentaires n'a pu être retenue comme remède exclusif ; ils démontreront la nécessité du contingentement et comment cette mesure, loin d'être pénalement répréhensible, a été économiquement sage.

Mais, envisageons la situation en France. Nous constatons aussi une baisse continue malgré des droits de douane de 140 francs les 100 kilos.

Octobre 1926 (stabilisation de fait).....	353 frs (1)
Moyenne 1926-1927	289 »
» 1927-1928	252 »
» 1928-1929	241 »
» 1929-1930	236 »

(1) Nous indiquons ici les cours du sucre n° 3 au comptant à la Bourse de Paris.

Nous arrivons ainsi en 1930-1931, où le déséquilibre dû à la récolte exceptionnelle de l'année entraîne les cours suivants : 215 francs en septembre 1930, 200 en octobre, 196 en novembre, 188 en décembre, 185 en janvier 1931, où les cours atteignent parfois 178 ou même 176 francs.

A ce prix, à cette époque, les producteurs ne couvraient plus leurs frais de production et l'on pouvait légitimement craindre une chute littéralement catastrophique des cours ; l'excédent considérable de la production nationale sur la consommation nationale, ôtait leur efficacité aux droits de douane pour enrayer cette baisse.

Comment remédier à cette situation qui ruinait une branche importante de l'industrie et de l'agriculture nationales ?

Section II. — INITIATIVE ET CLAIRVOYANCE

Il convient de souligner l'action déterminante de quelques hommes. Il serait difficile de dire la part qui revient à chacun et nous devons nous contenter de citer notamment : M. Gilbert, aujourd'hui président de l'Association Syndicale ; M. Barbare, président du Comité Central des Fabricants de sucre, aujourd'hui décédé, et M. Eugène Herscher, son successeur ; M. Dubreuil, vice-président de l'Association Syndicale ; M. Sohier, administrateur du Comité Central des Fabricants de sucre.

Ces hommes considérèrent que, d'une part, la production nationale tendait à devenir trop considérable par rapport aux possibilités d'absorption du marché national, que, d'autre part, le prix de revient du sucre en France était très élevé par rapport au prix de vente du marché mondial.

Or, il fallait sauvegarder cette industrie, moyen d'existence

de nombreux ouvriers industriels et agricoles et de nombreux fermiers et propriétaires terriens.

Ils conclurent qu'il fallait accorder la production aux possibilités de la consommation intérieure et relever les droits de douane de façon à permettre à la production nationale d'écouler ses produits à un juste prix sans être concurrencée par un véritable « dumping » étranger.

Ils ont alors pensé que pour atteindre le premier objectif, et faciliter l'atteinte du second, il fallait de toute nécessité que les producteurs s'unissent pour associer leurs efforts et consentir collectivement les sacrifices qui s'imposeraient.

Leur action personnelle est à la base de l'établissement de la discipline librement consentie par les intéressés.

Section III. — LES PRINCIPALES ORGANISATIONS SUCRIÈRES ÉTRANGÈRES

Du reste, les autres producteurs européens avaient montré la voie. Il existait en effet, en Europe, sur douze pays grands producteurs de sucre de betteraves, dix cartels nationaux. Seules la France et la Hollande n'avaient pas d'organisation imposant à ses membres une discipline commune.

§ I. — Le Cartel tchécoslovaque

Ce cartel fut fondé en 1926 et ne s'appliquait qu'à la distribution du sucre à l'intérieur du pays ; l'exportation des sucres raffinés et bruts et le mouvement des sucres bruts manufacturés pour l'exportation demeurant entièrement libres. L'administration du cartel était confiée à un comité de fabricants et de raffineurs tchécoslovaques. Toutes les fabriques et toutes les raffineries, sauf une, y ont adhéré.

Le cartel fixe à chaque raffinerie le pourcentage mensuel de sa production qui doit être vendu sur le marché intérieur et fixe en même temps le prix d'un sucre étalon (cristallisé).

De leur côté, les fabricants de sucre brut doivent fournir aux raffineurs les quantités de sucre qui leur sont nécessaires, le prix du sucre brut est fixé en fonction du prix du cristallisé.

§ II. — *Le cartel allemand*

Il a été également constitué en 1926. Toutes les fabriques de sucre allemandes y ont adhéré.

Un certain pourcentage, fixé par la direction de l'Association d'après la situation du marché, doit être exporté.

Les ventes à l'exportation sont faites directement par les fabriques. En outre, l'importation peut être contrôlée, le tout dans le but de maintenir les cours intérieurs (1).

§ III. — *Le Cartel belge d'exportation*

En 1928, les sucreries belges avaient conclu une convention imposant à chaque sucrerie l'obligation d'exporter 5 % de sa production, pour la campagne 1928-1929. Cette quantité fut par la suite, et pour la même campagne, augmentée de 30 %. Au cas où la sucrerie ne remplissait pas ses obligations, elle devait payer au Syndicat une indemnité de 30 francs (belges) par sac. Ainsi, la quantité mise sur le marché intérieur se trouvant réduite, les cours pouvaient rester normaux.

(1) Notons ici que la nouvelle organisation politique de l'Allemagne a modifié profondément l'organisation sucrière et agricole (notamment décret du 18 mai 1934), mais seul le cartel primitif de 1926 peut nous intéresser pour l'exemple qu'il a pu donner.

§ IV. — *Le Cartel polonais*

Ce dernier présentait une particularité : certaines fonctions qui ailleurs avaient été confiées aux associations privées, étaient remplies par l'Etat. C'est, en effet, celui-ci qui fixait le contingent que chaque sucrerie pouvait livrer sur le marché intérieur et qui imposait l'obligation d'exporter le surplus. C'était aussi l'Etat qui déterminait les quantités à stocker. Ces obligations étant obligations d'Etat, s'imposaient non seulement aux fabriques qui avaient adhéré au cartel, mais aussi aux autres. Il faut noter, en effet, que quinze fabriques polonaises étaient restées en dehors de l'organisation qui ne groupait que 86 % de la production.

L'intervention étatique se manifestait également sur un point curieux : l'Etat accordait aux fabriques qui travaillaient dans des conditions moins favorables que d'autres un privilège, consistant en l'octroi d'un contingent supplémentaire de vente indigène, et ce afin de maintenir, d'une part, un prix uniforme du produit et, d'autre part, toutes les fabriques.

Le cartel polonais présentait aussi une autre particularité : les fabriques n'y adhéraient pas directement. Elles étaient réunies en deux groupements régionaux englobant chacun les fabriques adhérentes de leur ressort respectif, et le cartel proprement dit était constitué par la réunion de ces deux groupements.

Le cartel avait créé un bureau de vente unique qui se présentait sous la forme d'une banque, la « Bank Cukrownickwa ».

Il y avait donc un organisme unique pour la vente de la récolte à l'intérieur et à l'extérieur et pour le crédit nécessaire aux adhérents.

§ V. — *Les Cartels dans les autres Pays d'Europe*

Il existait également des cartels très développés en Hongrie, en Italie, en Roumanie, en Yougoslavie et en Bulgarie. Ils comprenaient des offices de vente et dirigeaient le marché des sucres de betteraves dans une proportion plus ou moins grande.

En Autriche, il n'existait pas à proprement parler de cartel, mais un consortium de vendeurs vendait la plus grande partie de la production.

CHAPITRE IV

Fondation de l'Association Syndicale

Sous l'influence donc de ces trois causes : chute des cours atteignant environ 50 % depuis la stabilisation de la monnaie, action de quelques hommes clairvoyants et énergiques, exemples étrangers, la nécessité d'un effort commun s'impose à tous les esprits.

Section I. — LES POURPARLERS PRÉLIMINAIRES

Nous donnons ici un aperçu sur la façon dont les pourparlers se sont déroulés ; on verra les dates de quelques lettres-circulaires du Comité Central des Fabricants de Sucre aux sucreries. Nombre des réponses des sucreries nous ont été communiquées oralement pour nous aider dans notre étude, mais ces réponses ne peuvent faire ici l'objet d'une publication.

On trouvera plus loin les engagements de 1931 et de 1934 que nous sommes heureux de pouvoir publier intégralement.

On trouvera également le texte des accords officiels entre l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques Agricoles et Sucriers et la Confédération Générale des Planteurs de Betteraves ; bien que ces derniers accords aient été publiés par ailleurs, il nous a paru utile de les reproduire ici.

Les pourparlers ont commencé officiellement par une lettre-circulaire du 15 novembre 1930, du Comité Central des Fabri-

cants de sucre aux sucreries métropolitaines, leur demandant les quantités qui seraient susceptibles d'être stockées par chacune des usines productrices.

Il est probable qu'alors on envisageait seulement la surproduction exceptionnelle de l'année 1930-1931 ; par la suite, la nécessité d'une action plus complète apparut nettement ; il faut louer ici ceux qui par leur souplesse et leur ténacité surent vaincre les résistances ou les hésitations les plus légitimes d'ailleurs.

Le 25 novembre, après réception des réponses, une nouvelle circulaire du Comité Central des Fabricants de Sucre aux mêmes sucreries, posait le problème de la répartition du stockage, étant admis déjà que les usines s'obligeaient librement au principe.

Ce problème faisait ressortir la nécessité d'un organisme qui répartirait cette obligation ; dans cet organisme tous les intérêts devaient être représentés. C'était le début d'une entente professionnelle ; ceci admis, il était plus aisé d'étendre par la suite les pouvoirs qui lui étaient d'abord consentis, que de le créer dès l'origine avec des pouvoirs étendus.

Le 1^{er} décembre 1930, une nouvelle circulaire envisage une autre solution à l'élimination du sucre excédentaire : l'exportation.

On peut observer ici (et ces observations furent faites) que le stockage est provisoire en ce sens que le sucre existe toujours ; l'exportation fait radicalement disparaître du marché le sucre *actuellement* excédentaire, mais elle est ruineuse : le sucre ne pouvant guère se vendre à l'exportation qu'au tiers de son prix de revient (1).

(1) Cette estimation, donnée par diverses entreprises, paraît assez exacte. En 1929-1930 la moyenne des cours du sucre en France était de 236 fr. les 100 kilos. A la même époque, la moyenne à New-York des sucres cubains était, convertie

Pour permettre aux sucreries de pratiquer cette politique, il aurait fallu à la longue hausser le prix sur le marché intérieur, ce qui aurait eu ce résultat anormal de faire payer le sucre plus cher par les consommateurs nationaux, au bénéfice des étrangers importateurs.

La France a connu cette situation au début du siècle ; il ne pouvait être question de la revivre.

D'autre part, certaines sociétés, prévoyant la surproduction, avaient limité leur propre production et ne pouvaient admettre de supporter elles-mêmes la perte qui leur aurait infligé une pénalité malgré leur prévoyance, au bénéfice de leurs concurrents.

Si, en effet, l'exportation fait disparaître définitivement l'excédent actuel, elle n'empêche pas une surproduction permanente, et elle aurait pu ainsi être imposée tous les ans.

C'est alors que l'idée de contingenter la production apparaissait.

Idee que certaines sociétés soutiennent, indiquant leur intention formelle de rompre tous pourparlers si l'on maintenait le seul principe de l'exportation.

Le 10 décembre 1930, une nouvelle lettre-circulaire admet le principe du contingentement et demande quelle en sera la base.

Le Comité Central proposait d'attribuer à chaque société un coefficient fondé sur la moyenne de production des six dernières années.

Cette solution fut repoussée par ceux qui, s'étant déjà

en francs français et en mesures françaises, de 100 à 110 fr. les 100 kilos, avec un droit de douane de 0 dollar 50 par 100 livres (de 0 kg. 454).

D'autre part, les sucres autres que les sucres cubains devaient payer un droit de 2 dollars 206 les 100 livres.

On peut donc affirmer qu'en tout état de cause, d'après l'exemple de ce seul marché, l'exportation était véritablement un moyen ruineux d'éliminer le sucre excédentaire.

limités, ne voulaient admettre que leur prévoyance même fût pour eux une pénalité.

D'autre part, suivant les régions, les années de production sont plus ou moins bonnes et c'est ainsi que l'on adopta, le 23 décembre 1930, le principe de laisser chaque sucrerie libre de désigner 3 années parmi les 6 dernières et de prendre la moyenne pour chaque sucrerie des trois années choisies par elle ; de faire l'addition des chiffres, ce qui donnait un total théorique ; d'après ce total et d'après la moyenne donnée à chaque sucrerie comme il vient d'être dit, il était possible d'attribuer à chacune un coefficient permanent.

Le chiffre de production fixé chaque année après examen des divers éléments en cause (notamment la consommation prévue et les stocks existants), chaque usine devait se voir attribuer son contingent autorisé.

Il fallait aussi établir une pénalité pour les contrevenants excédentaires et une pénalité telle que l'excédent ne nuise pas à ceux qui avaient respecté leurs engagements.

C'est ainsi que fut décidé d'insérer dans les accords à conclure une « clause d'exportation » du sucre excédentaire.

Le producteur, pour permettre à l'Association Syndicale chargée d'effectuer l'opération, devant payer à cette dernière une véritable amende égale au montant des droits de douane en vigueur à l'époque de la campagne augmentés de 25 francs par sac de sucre (1).

Le prix de la vente étant naturellement touché par le producteur, seul vendeur, seul commerçant.

Ainsi adoptées, l'obligation essentielle (contingentement) et sa base, ainsi que les sanctions (exportation), il restait à étudier les conséquences de cet accord à l'égard de la culture.

(1) Nous rappelons ici qu'un sac de sucre représente 100 kilos net.

Nous avons dit déjà que nous n'avions pu connaître la marche des pourparlers engagés avec les représentants des planteurs de betteraves.

Qu'il nous suffise donc de dire ici qu'il y a eu vraiment accord avec la culture, et non pas un « diktat » des industriels. C'est librement que les représentants de la Confédération Générale des Planteurs de Betteraves ont signé l'accord que l'on trouvera relaté plus loin. D'autre part, des concessions furent certainement consenties. Les représentants de l'industrie avaient envisagé d'abord le stockage de 200.000 tonnes ; on verra que ce chiffre a été réduit de 30.000 tonnes ; cette réduction fut adoptée sur la demande des planteurs.

Une fois d'accord sur les méthodes, restaient à fixer les modalités d'application, les formes de l'organisme chargé de les mettre en œuvre.

Section II. — FORME JURIDIQUE ET BUT DE L'ASSOCIATION

L'article 1^{er} des statuts précise ainsi la formation et la durée de l'Association :

Paragraphe I. — « Il est constitué, sous le régime de la loi du 21 mars 1884 telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 12 mars 1920, entre les firmes productrices de sucre, qu'elles travaillent en France, aux colonies ou dans les pays de protectorat ou de mandat, fabriques de sucre, sucreries-raffineries, sucrateries qui adhéreront aux présents statuts, une Association Syndicale d'intérêts professionnels qui prend le nom d'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques Agricoles et Sucriers. »

Paragraphe III. — « La durée de l'Association est illimitée,

sous la réserve stipulée à l'article 7 de la loi du 21 mars 1884. »

Et l'article II précise l'objet :

« L'objet de l'Association est d'apporter une solution pratique aux questions d'ordre professionnel et économique concernant la production du sucre dans la métropole comme dans les colonies, de fixer les conditions *d'exportation* ou de *stockage* des sucres produits *en excédent* sur les besoins de la consommation, et d'assurer ainsi, et par *tous autres moyens* dont l'utilisation se révélerait nécessaire, une *existence normale* à la production sucrière de la métropole et des colonies. »

On le voit donc clairement : le but essentiel de l'Association est d'accorder la production nationale aux besoins de la consommation nationale. Et pour ce faire, il faut donc stocker les excédents.

Mais que faire de ces stocks ?

Ils peuvent être soit exportés, soit livrés sur le marché national ; on devra, en ce cas, par une propagande appropriée, développer la consommation française et tendre à la baisse du coût du produit dans la mesure où ce sera possible sans désorganiser la production. Or, d'une part, l'accroissement de consommation est forcément limité et ne peut être que progressif. D'autre part, l'exportation des excédents est une pénalité rigoureuse pour les fabricants excédentaires. En effet, en 1930, l'expression de marché mondial en ce qui concerne le sucre est impropre. Il y a une série de marchés nationaux en vases clos, fonctionnant à l'abri de droits de douane ou de contingentements, et ce, afin de permettre à chaque industrie sucrière de subsister.

La production des pays producteurs étant par trop excédentaire, ces pays cherchent chacun à exporter leurs excé-

dents, pour éviter, qu'en dépit des droits de douane se produise l'effondrement intérieur des cours.

Mais, pour franchir le barrage douanier des autres pays, il faut réduire à rien le prix de vente de la marchandise.

Il résulte de cet état de choses une anomalie, à savoir que les rares pays qui ne sont pas producteurs de sucre peuvent consommer cette denrée à bien meilleur compte que les pays producteurs (1).

Il était donc impossible pour les producteurs français de résorber les excédents très importants de la production nationale, simplement par l'accroissement de la consommation et par l'exportation forcément limitée.

Il fallait donc à l'avenir *éviter la constitution de stocks trop considérables*, et dès lors, le *contingentement de la production* s'imposait.

L'article 11 des statuts de l'Association Syndicale permet d'imposer aux adhérents de telles obligations : contingentement, exportation, stockage.

Deux questions se posent : qui prend les décisions, comment leur exécution en est-elle assurée ?

Section III. — COMPOSITION ET ADMINISTRATION DE L'ASSOCIATION

L'Association admet les sucreries, les raffineries, les sucra-teries travaillant en France, dans les Colonies Françaises, dans les pays placés sous le Protectorat ou sous mandat français (1).

(1) C'est une situation analogue à celle qui existait après la loi française du 7 avril 1897 et avant la Conférence de Bruxelles de 1902. La loi de 1897 établissait des primes à l'exportation du sucre, primes dont le montant était couvert par un relèvement de la taxe de consommation intérieure (Système imité en partie par les producteurs allemands et autrichiens), de sorte que le kilo de sucre valait 1 fr. 03 en France et 0 fr. 34 à Londres. On sait comment l'accord international de 1902 mit fin à cette anomalie.

(1) Lors de sa création, elle comprenait seulement 85 % de la production métropolitaine; au renouvellement des accords en 1934, le 96 % de la production métropolitaine et la totalité de la production exotique y avaient adhéré.

Elle est administrée par un bureau de dix membres au moins, élus par l'assemblée générale parmi les adhérents (V. texte des statuts, art. 5).

Les membres du Bureau désignent à leur tour un Comité de cinq membres, comprenant le Président de l'assemblée, deux Vice-Présidents, un Secrétaire, et un Trésorier (V. art. 6).

Il doit être souligné une convention particulièrement intéressante :

Lorsque les intérêts de l'agriculture sont mis en jeu par les questions portées à l'ordre du jour du Bureau, ce dernier doit prendre l'avis d'une Conférence Consultative comprenant les représentants des parties intéressées.

Alors qu'en définitive, les fabricants de sucre auraient pu tenter d'imposer leurs décisions aux Corporations qui dépendent d'eux, ils ont préféré adopter la solution plus humaine d'associer ces corporations à leurs études et à leurs décisions.

Cette conférence comprend neuf représentants de la Confédération Générale des Planteurs de Betteraves, trois représentants des Associations de distillation, deux représentants des Raffineurs (1) et peut comprendre deux membres désignés par le Bureau lui-même en raison de leur compétence particulière.

Il est à noter que les intérêts agricoles ont une large représentation dans cette Conférence.

Si la Conférence Consultative rejette les décisions à elle proposées, ces décisions doivent alors être soumises à une Commission comprenant seize membres désignés dans les

(1) On peut remarquer que si les intérêts de la distillerie tendent à coïncider avec ceux de la culture, les intérêts de la raffinerie coïncident absolument avec ceux des fabricants de sucre. Du reste, tous les raffineurs sont fabricants de sucre. La représentation qui leur est accordée n'a pas d'autre effet que d'accroître la représentation des intérêts de l'industrie.

mêmes conditions que ceux qui composent la Conférence Consultative, plus neuf représentants des fabricants de sucre.

Ces dispositions paraissent tout à fait remarquables car, à notre connaissance du moins, c'est le seul exemple existant en France d'une entente aussi directe et aussi intime entre agriculteurs et industriels.

On peut penser que cette entente se serait réalisée malgré les agriculteurs s'il s'y étaient refusés, et qu'ils n'ont cédé que devant la certitude de la vanité de leur résistance. Mais nous ne croyons pas que ce soit exact. La Confédération Générale des Planteurs de Betteraves, fortement constituée, électoralement puissante, ayant à sa tête des hommes de premier plan (1) aurait pu faire échouer le projet si, en soi, il lui avait déplu.

Qu'il y ait eu à transiger, que chaque partie ait eu à abdiquer de ses prétentions est certain et fort naturel d'ailleurs. On verra plus loin ce qu'à l'occasion du renouvellement des accords entre l'Association Syndicale et les Planteurs de Betteraves ces derniers pensaient de cette organisation après une expérience de trois années.

(1) Une des difficultés rencontrées généralement par l'agriculture dans la voie de l'Association est, outre le nombre des intéressés, l'absence de prééminence de quelques hommes. Mais les planteurs de betteraves ont pu réaliser entre eux une cohésion particulièrement forte, et ont su reconnaître parmi eux et mettre à leur tête des hommes remarquables comme quelques autres fédérations spéciales (lait, viande, blé); l'organisation professionnelle betteravière, non seulement sur le plan national, mais sur le plan européen même, peut être citée en exemple à beaucoup d'autres organisations.

La Confédération Internationale des betteraviers européens tient chaque année des congrès suivis et fort intéressants.

Les travaux de ces congrès sont réunis en une brochure que l'on peut se procurer au siège de la Confédération Générale des Planteurs de Betteraves, 8, rue Tronchet, à Paris.

*Section IV. — OBLIGATIONS DES ADHÉRENTS A L'ASSOCIATION
SYNDICALE ENVERS CET ORGANISME*

Il avait été tout d'abord suggéré d'exprimer les engagements sous forme de règlement intérieur. Cette suggestion ne fut pas retenue et il fut décidé que chaque adhérent signerait un contrat le liant à l'Association Syndicale.

Ce contrat oblige chaque adhérent à se soumettre aux décisions prises par les organismes compétents de l'Association Syndicale (le Bureau Syndical agissant seul ou assisté de la Conférence Consultative).

Nous donnons en annexe le texte intégral de ces accords (identiques pour tous les adhérents).

Si le contenu de ces engagements est en effet connu, leur teneur littérale n'est pas répandue, c'est pourquoi nous donnerons le texte même des contrats signés en 1931.

Il nous a paru qu'il était non seulement intéressant, mais utile de le faire, en raison des difficultés que l'on peut rencontrer, si l'on cherche à obtenir communication de ces engagements.

Section V. — UTILISATION DES EXCÉDENTS

Les excédents sont d'abord compensés par les déficits de l'adhérent lors des campagnes antérieures et non compensés. Au cas d'insuffisance ou d'inexistence des déficits antérieur, le solde des excédents actuels est compensé par les déficits d'autres adhérents, et par accords particuliers à intervenir entre adhérents excédentaires et adhérents déficitaires, ou en fin de campagne suivant décisions prises par l'Association Syndicale. S'il reste enfin des excédents, ils sont soit stockés, soit exportés, soit utilisés à d'autres fins que la

consommation. Des quantités assez importantes ont été ainsi exportées. L'exportation totale en tonnes métriques s'est élevée (1) :

en 1927 à 16.412 t.;

en 1928 à 14.529 t.;

en 1931 à 66.761 t.;

en 1933 à 67.621 t.

En ce qui concerne l'utilisation pour d'autres fins que la consommation, elle ne pourrait être faite, le cas échéant, que sous le contrôle de l'Association Syndicale. En fait, pareille utilisation paraît n'avoir pas eu lieu, en France du moins ; indiquons ici à titre documentaire que des recherches ont été faites, mais qui ne paraissent pas devoir, à l'heure actuelle, procurer de nouveaux débouchés appréciables.

Au surplus, si cette éventualité se produisait, elle ne paraîtrait guère utile que pour les pays de production dont le prix de revient est très bas (Java notamment, qui a une capacité de production égale à six fois sa production actuelle).

C'est ainsi que l'on a pensé à fabriquer à base de sucre des résines artificielles permettant d'obtenir une cellulose non inflammable qui permettrait de fabriquer des bottes, souliers et talons en cuir de sucre.

On n'a pas de renseignements sur le prix de revient et la qualité de ces produits d'origine américaine.

On a cherché à utiliser le sucre comme carburant, mais les tentatives faites en ce sens n'ont eu aucun succès, et ce, notamment, à raison du faible pouvoir calorifique du sucre : 5.940 calories contre 10.400 pour la benzine, et la difficulté d'utiliser des combustibles solides dans les moteurs. Le sucre est en effet peu soluble dans l'alcool.

(1) Annuaire statistique de la Présidence du Conseil

Le glucose et le levulose sont des acides acétoniques permettant d'obtenir des éthers qui sont excellents dissolvants des résines et gommes artificielles ou naturelles. Il n'y a eu à ce sujet que des recherches de laboratoire.

Il a été essayé de combiner le sucre et les mortiers de chaux; dans certaines conditions, on obtiendrait pour le produit ainsi obtenu une résistance à la traction de 60 % supérieure à celle des mortiers de chaux ordinaires.

Des objections ont été faites contre cet emploi en raison spécialement des modifications lentes subies par ce mortier sous les influences atmosphériques. Cependant des constructions faites il y a plus de trente ans en Angleterre apporteraient une réfutation pratique à ces objections. La fabrique de briques silico-calcaires au sucre serait assez courante dans certaines localités du Middlewest des Etats-Unis.

Des essais tendant à utiliser le sucre comme lubrifiant n'ont enfin pas donné de bons résultats.

Il ressort de ceci qu'aucun de ces emplois possibles ne paraît devoir permettre immédiatement d'absorber une partie importante de la production. Il y aurait d'ailleurs à se préoccuper des répercussions d'une découverte industriellement utilisable sur d'autres marchés.

Et nous répétons que, pour le marché français du moins, aucune utilisation secondaire du sucre ne paraît actuellement possible.

Ces dérivés du sucre ne pouvant être utilisés industriellement que si le prix de revient du sucre lui-même le permet. Or, en France, il serait prohibitif. Seuls, les pays producteurs de sucre de canne, en raison des salaires misérables payés aux travailleurs, pourraient, le cas échéant, trouver de nouveaux débouchés.

Section VI. — CONTROLE DES DÉCISIONS PRISES

Nous abordons ici une des conditions qui ont facilité la création et le fonctionnement de l'Association : l'assujettissement de la fabrication du sucre au contrôle de l'Administration des Contributions Indirectes. (Code des Contributions Indirectes, articles 358 et 359).

Cette Administration connaît à chaque instant les quantités de sucre fabriquées dans l'usine et les quantités qui en sortent.

L'adhérent doit déclarer à l'Assemblée le total de sa production et stocker ses excédents.

Les délégués de l'Association ont le droit d'examiner les pièces de Régie afin de contrôler si les déclarations de l'adhérent, quant à sa production et aux sorties qu'il a effectuées, sont exactes.

Quant aux stocks, il peut les déposer dans des Magasins Généraux ou les laisser en magasin d'usine, contrôlés par l'Administration des Contributions Indirectes.

Le récépissé warrant ou le transfert en régie doivent être remis à l'Association Syndicale et les quantités ainsi stockées ne peuvent plus dès lors être libérées sans le concours de cet organisme.

Les déclarations de l'adhérent étant par ailleurs contrôlées comme il est dit plus haut, on peut dire que l'exécution des décisions de l'Association Syndicale est assurée sans fraude possible.

*Section VII. — LA PROPAGANDE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT
DE LA CONSOMMATION DU SUCRE (1)*

Les fabricants de sucre tiennent au terme de « propagande » et déclarent inexact celui de « publicité collective ». On doit reconnaître que les termes de « réclame » ou de « publicité » n'impliquent pas nécessairement que les affirmations lancées correspondent exactement à la réalité des faits ; qu'au contraire un bon commerçant surestime légitimement le produit qu'il offre.

Les fabricants de sucre estiment que le terme de « propagande » affirme leur volonté de ne pas « flatter » leur marchandise.

Nous verrons comment sont perçus les fonds réservés à cette propagande : par des cotisations directement proportionnelles au contingent de production fixé à chacun en fonction du coefficient attribué et de la consommation prévue.

Ces fonds sont employés notamment à subventionner des recherches médicales ayant pour but de démontrer la valeur nutritive ou thérapeutique du sucre.

Ils sont employés surtout en propagande ayant effet directement auprès du public.

Elle s'effectue par la presse, le cinéma, la T.S.F.

Nous mentionnons ici, pour ordre, les communiqués paraissant dans les journaux, indiquant qu'en période de temps humide et froid une suralimentation sucrée permet d'éviter la grippe ; ou encore que de sucrer le café atténue les effets nocifs de la caféine.

Mais un moyen très habile consiste à agir par « sugges-

(1) Cette propagande est habilement dirigée par M. Rémond, directeur de l'Office d'utilisation des produits agricoles.

tion » faisant ressortir la valeur du sucre relativement à l'alimentation musculaire.

Et l'organisme de propagande use ici, avec bonheur, du développement de la pratique des sports.

C'est ainsi que lorsque des journaux sportifs publient par exemple une photographie de M. Borotra avec la légende : « Borotra, entre deux sets, croque du sucre », les tennismen en herbe sont conduits à prendre le sucre pour le talisman qui les « mettra en forme ».

Ou encore un portrait du coureur cycliste Leducq, avec la légende : « Leducq emporte un bidon de thé léger fortement sucré », les aspirants à la gloire de champion cycliste ne partent pas sans emporter un bidon semblable.

Nous avons mentionné ces détails afin de donner une idée des procédés employés.

Notons ici que les vedettes du sport sont utilisées pour les besoins de la propagande des fabricants de sucre, à leur insu.

Ces derniers se contentent de publier en ce cas l'expression de l'exacte vérité; c'est d'ailleurs pourquoi ils n'admettent pas qu'à leur égard on se serve des termes de publicité ou réclame.

Cette façon d'agir par suggestion indirecte paraît d'ailleurs susceptible de donner davantage de résultats qu'une publicité directe.

Section VIII. — PREMIERS ACCORDS

L'Association Syndicale a été constituée dès le mois de mars 1931.

Le bureau de l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques Agricoles et Sucriers et la Conférence Spéciale représentant les corporations intéressées, se réunirent en assemblée plénière, le jeudi 2 avril 1931, pour fixer

les chiffres de stockage de l'excédent de la production sucrière métropolitaine et coloniale sur les besoins de la consommation à la suite de la campagne 1930-1931.

Le chiffre de stockage fut fixé à 170.000 tonnes pour les producteurs métropolitains.

En effet, la production de 1930 avait atteint 1.084.000 tonnes; d'autre part, il rentrait en franchise 100.000 tonnes de sucre colonial; or, la consommation en France, Algérie et Tunisie ne dépassait guère 900.000 tonnes. C'était donc très raisonnable comme estimation et ce retrait ne pouvait, en aucune façon, être considéré comme une manœuvre de spéculation illicite au sens des articles 419 et suivants du Code Pénal, mais seulement comme une mesure sage et légitime ayant pour seul but d'empêcher l'avisement des prix.

Ces excédents devaient d'ailleurs être remis progressivement sur le marché et résorbés dans le délai de deux ans au maximum.

L'Assemblée ensuite fixa à 800.000 tonnes le chiffre de la production métropolitaine pour la campagne 1931-1932. Ce chiffre correspondait à une réduction de 13,4 % par rapport à la production moyenne qui avait servi de base à la fixation du contingent de chaque usine.

Les excédents éventuels devaient être à leur tour stockés et en cas de besoin, exportés. Cette mesure devait normalement permettre et permit, en effet, d'éviter l'écueil où échouèrent successivement le Farm Board aux Etats-Unis et l'Office de revalorisation du café au Brésil (1).

(1) Nous donnons ici quelques indications sur les opérations du Farm Board. De 1913 à 1930 la production des cinq grands pays exportateurs de blé était passée de 1.883 millions de boisseaux à 2.884 millions. D'autre part, les pays importateurs augmentaient leur production de 150 millions, tout en réduisant parallèlement leur consommation de 175 millions. (Nous n'avons pas de chiffres de détail, mais il est certain, par exemple, que dans un pays comme la France, la consommation totale a considérablement baissé entre les années 1913 et 1930;

Les obligations de stockage et de contingentement s'exprimaient suivant les formules ci-dessous :

(Durée du stockage : 2 ans; durée du contingentement : 3 ans).

Pour 1931-1932 et 1932-1933 :

Contingentement = consommation (métropole + Algérie + colonies assimilées) — $\frac{(\text{stock})}{2}$ + production coloniale contingentée).

Pour 1933-1934 :

Contingent = consommation (métropole + Algérie + colonies assimilées) — production coloniale contingentée.

Les frais de stockage devaient être supportés par les sucreries.

en même temps que la consommation de viande et autres produits augmentait.

Le résultat fut qu'à la fin de l'année 1930, aux Etats-Unis seulement, les stocks invendus s'élevèrent de 125 millions à 360 millions de boisseaux, en même temps que le prix du blé passait de 3 dollars 50 en 1920 à moins de 1 dollar en 1930. A ce prix là, le fermier américain couvrait juste ses frais et l'entretien de sa famille.

Or, il est bien connu qu'aux Etats-Unis il est normal que les fermes soient achetées à crédit. En même temps que le produit des fermes baissait, leur prix baissait également, au point qu'il arrivait fréquemment que la valeur d'une terre atteigne juste le montant des crédits non encore remboursés par le fermier, qui avait ainsi le sentiment d'être dépossédé et qui, en fait, se trouvait encore assez souvent exproprié.

On se souvient que dans les états agricoles il y eut des troubles sérieux à ce sujet. C'est pour remédier à cette situation que le Gouvernement de M. Hoover institua le Farm Board.

Cet organisme, doté de 500 millions de dollars, devait à la fois favoriser les coopératives agricoles et ce, dans l'espoir que la production se trouverait contingentée, et prêter à ces coopératives sur les récoltes, pour leur permettre de les conserver, jusqu'à concurrence de 90 % de leur valeur.

Le Farm Board prêta environ 80 cents par boisseaux.

Mais la diminution de la production escomptée ne se produisit pas, et les prix continuèrent à descendre au-dessous même du taux auquel les prêts avaient été consentis; ces stocks devinrent alors la propriété du Farm Board qui fut à un moment propriétaire de 257 millions de boisseaux.

En mars 1933, le Trésor avait perdu plus de 200 millions de dollars, sur un capital engagé de 500 millions, et le blé était descendu cependant à 40 cents environ. Et ceci parce que la production n'avait pas été réduite comme il l'aurait fallu, les chiffres cités plus haut démontrant surabondamment que l'augmentation de production avait été inconsidérée relativement aux possibilités d'absorption du marché et qu'il aurait fallu agir avec plus de prudence. Cet exemple confirme que l'Association Syndicale des Fabricants de sucre en France a agi non seulement de façon légitime mais encore de façon sage.

Il était enfin constitué un organisme spécial de propagande qui, alimenté par d'importantes cotisations, devait tendre à développer la consommation du sucre, ce qui, suivant l'expression de M. Dubreuil, vice-président aujourd'hui de l'Association Syndicale, « lavait cet organisme de tout soupçon de « malthusianisme » économique ».

Nous verrons plus loin les clauses qui concernent spécialement la culture et firent l'objet d'un accord qui rappelait les décisions ci-dessus exprimées et fixait, en outre, les obligations réciproques des planteurs et des industriels.

Les résultats obtenus furent tels qu'à l'expiration de ces engagements de nouveaux furent signés par les 96,5 % de la production métropolitaine et la totalité des producteurs coloniaux.

Sans que le consommateur en souffre (voir infra), les cours du sucre s'étaient redressés des environs de 175 à 180 francs à 220 francs environ, pour redescendre, il est vrai, au moment du renouvellement des accords. Nous verrons que cette baisse ne présentait plus alors les mêmes inconvénients que si elle s'était aggravée en 1931.

Il était évident, pour les intéressés, que l'initiative des premiers adhérents avait sauvé l'industrie (et par voie de conséquence, la culture) de la ruine.

Il est à noter que les engagements furent signés par les sociétés, le cas échéant, et non par les usines prises isolément.

Lors de la discussion du texte des engagements, une société fit observer qu'il convenait de fixer un contingent global par exploitant plutôt qu'un contingent par usine ; qu'en effet l'exploitant pouvait avoir des raisons d'ordre économique de modifier entre les usines la répartition faite lors de la fixation du contingent ; peut-être même, il serait économiquement sage de supprimer une usine qui comporterait un coût

de production plus élevé au profit d'une autre mieux outillée ou mieux située.

Cette argumentation parut assez probante pour être prise en considération.

Mais en fait, il a été impossible aux sociétés de répartir le contingent à elles alloué entre leurs usines et à leur guise.

Nous verrons en effet, plus loin, que les accords conclus avec la culture, après avoir approuvé ceux dont on vient de lire le texte, portaient une garantie d'achat envers les planteurs habituels de chaque usine.

Dans ces conditions, l'avantage que l'on aurait eu à fermer une usine aurait été compensé largement par des frais de transports plus élevés, pour amener la matière première à une distance plus éloignée ; chaque planteur s'adressant en effet à l'usine dont il était le plus rapproché.

Cependant, l'éventualité qui avait fait souscrire ces engagements par société et non par usine, comportant aussi la fixation d'un contingent global pour chaque société et non pour chaque usine, pouvant tout de même se réaliser, il fut décidé que des engagements nouveaux, dont on va lire le texte, seraient encore signés par société et non par usine.

Remarquons, d'autre part, que la procédure d'arbitrage prévue pour régler les conflits nés entre l'Association Syndicale et ses adhérents n'a jamais été mise en œuvre. S'il y eut des différends, ils furent réglés à l'amiable, et ce, tant pour la période 1931-1934 que pour la période en cours.

La signature des accords nouveaux par une participation plus importante que les anciens, nécessita une révision du coefficient accordé aux premiers adhérents.

Ceux-ci consentirent spontanément de lourds sacrifices pour attirer et retenir les nouveaux adhérents ; il n'y eut pas de litige à trancher ; il faut reconnaître que ce point notam-

ment était susceptible d'entraîner des différends difficiles à résoudre autrement que par une décision venant d'une autorité extérieure aux intérêts en présence, ceux-ci, diamétralement opposés, pouvant trouver des difficultés considérables à se concilier.

Le texte des nouveaux accords, que nous donnons en annexe intégralement, ne diffère pas sensiblement des premiers.

Le contenu en est le même ; on verra, si l'on se rapporte au texte, la suppression de l'obligation de stocker l'excédent antérieur aux accords, ce qui est logique, et l'institution d'une commission d'arbitrage spéciale pour déterminer les nouveaux contingents.

CHAPITRE V

Légalité de l'Association

L'Association a été fondée sous le régime de la loi du 21 mars 1884, modifiée et complétée par la loi du 12 mars 1920 (statuts, article I, paragraphe I).

Est-elle constituée en conformité des lois qui régissent la matière ?

Il est d'abord hors de doute qu'elle est en elle-même légale; depuis la loi du 12 mars 1920, les syndicats professionnels jouissent en effet d'une capacité juridique complète, il leur est seulement interdit de se livrer à des actes de commerce, c'est-à-dire acheter pour leur compte en vue de revendre avec bénéfice.

Or, nous ne voyons rien de tel dans l'Association Syndicale : *lorsqu'elle impose une obligation de stocker, d'exporter ou de limiter la production, c'est toujours le producteur qui supporte personnellement le risque.*

Au surplus, il suffit d'indiquer ici qu'une consultation officielle a été demandée par l'Association à la Présidence du Conseil et que la réponse de cette autorité, seulement administrative, il est vrai, mais avec l'appui d'une étude effectuée par les services du Ministère de la Justice, ne vise qu'un point plus délicat et que nous allons aborder, mais n'effleure même pas la question, ainsi tenue pour acquise, qui nous occupe.

Il est ainsi assuré qu'à sa création, l'Association s'était valablement placée sous le régime des lois de 1884-1920, et

actuellement les décrets-lois des 8 août et 30 septembre 1935 équivalent à une reconnaissance officielle de l'Association Syndicale. Ils sont d'ailleurs très précieux pour cette Association relativement au point plus délicat que nous allons examiner; ils modifient sans doute sa situation à l'égard des textes du Code Pénal. Nous allons étudier ici rapidement la situation de l'Association Syndicale à l'égard de ces textes lors de sa fondation.

L'Association impose à ses signataires des mesures qui vont jusqu'au contingentement de la production en vue d'empêcher l'avisement des cours.

Ne peut-on considérer de telles pratique comme un cas d'al-tération des prix ?

Rappelons ici les textes qui régissent la matière ; ce sont les célèbres articles 419, 420, 421 du Code Pénal, modifiés par la loi du 31 décembre 1926, et dont voici la teneur :

Loi du 31 décembre 1926

ARTICLE 1^{er}. — Les articles 419 et 420 du Code Pénal sont modifiés ainsi qu'il suit :

« ART. 419. — Tous ceux :

« 1° qui, par des faits faux ou calomnieux semés sciemment dans le public par des offres jetées sur le marché à dessein de troubler les cours, par des suroffres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes par des voies ou moyens frauduleux quelconques ;

« 2° ou qui, en exerçant ou tentant d'exercer, soit individuellement, soit par réunion ou coalition, une action sur le marché dans le but de se procurer un gain qui ne serait pas le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande, auront, directement ou par personnes interposées, opéré ou tenté

d'opérer la hausse ou la baisse artificielle du prix des denrées ou marchandises ou des effets publics ou privés,

« seront punis d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 2.000 à 100.000 francs ;

« le Tribunal pourra, de plus, prononcer contre les coupables la peine de l'interdiction de séjour pour deux ans au moins et cinq ans au plus. »

« ART. 420. — La peine sera d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 5.000 à 150.000 francs si la hausse ou la baisse ont été opérées ou tentées sur des grains, farines, substances farineuses, denrées alimentaires, boissons, combustibles ou engrais commerciaux.

« L'emprisonnement pourra être porté à cinq ans et l'amende à 200.000 francs s'il s'agit de denrées ou marchandises qui ne rentrent pas dans l'exercice habituel de la profession du délinquant.

« Dans les cas prévus par l'article 420, l'interdiction de séjour qui pourra être prononcée sera de cinq ans au moins et de dix ans au plus.

« II. — L'article 421 (nouveau) du Code Pénal sera rédigé ainsi qu'il suit :

« ART. 421 nouveau. — Dans tous les cas prévus par les articles 419 et 420, le Tribunal pourra prononcer contre les coupables l'interdiction des droits civiques et politiques.

« En outre, et nonobstant l'application de l'article 463, il ordonnera que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extrait dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines ou ateliers du condamné, le tout aux frais du condamné dans les limites maximum de l'amende encourue.

« Le Tribunal fixera les dimensions de l'affiche, les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression et le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu. Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relativement à l'affichage. Lorsque la suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 100 à 2.000 francs.

« III. — Dans tous les cas prévus à l'article 1^{er} de la présente loi, le Tribunal ne pourra être saisi que par le renvoi qui lui sera fait conformément aux dispositions de l'article 130 du Code d'instruction criminelle.

« Si, au cours de l'instruction, le juge décide de recourir à une expertise, il sera adjoint à l'expert désigné par le juge d'instruction un expert choisi par l'inculpé si celui-ci en fait la demande. En cas de désaccord entre les experts, un tiers expert sera désigné par le juge d'instruction, dont l'ordonnance de renvoi sera dans tous les cas motivée.

« V. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies. »

Nous n'insisterons pas ici sur la comparaison classique entre l'ancienne et la nouvelle rédaction de ces articles. Sans nier le très grand intérêt que cette étude présente, elle serait ici superflue (1). Nous nous contenterons des références à ces

(1) Nous avons consulté notamment sur cette question Mazéaud : « Le délit d'altération des prix 1927 ». — Hugueney : « Commentaire de la loi de 1926 » (Lois nouvelles 1927, p. 17 et suivantes). — Pic (traité élémentaire de législation industrielle, N° 556 et suivants). Les cartels et ententes industrielles (Revue politique et parlementaire, janvier 1928), etc...

anciennes rédactions auxquelles l'examen des textes actuels nous contraindra.

Le délit d'altération des prix peut revêtir deux formes différentes :

Emploi de moyens frauduleux,

Action ou tentative individuelle ou collective non frauduleuse dans le but de se procurer un gain « anormal ».

Il va de soi que nous ne saurions insister sur la première forme, qui ne peut revêtir d'application qu'à l'occasion d'actes précis et que les rapports des délinquants entre eux ne peuvent influencer.

D'autre part, la réunion ou la coalition ne sont en aucune façon élément constitutif du délit ; encore faut-il que le but de l'association soit de se procurer un gain anormal.

La jurisprudence antérieure à 1926 avait déjà posé ces mêmes principes, et alors que les anciens article 419 et 420 établissaient un délit de coalition, elle avait distingué « les bonnes et les mauvaises unions ». Elle tenait pour licites les associations dont le but était de régulariser les prix, de créer entre les adhérents une assurance mutuelle contre les risques d'instabilité des cours (1).

C'est ainsi que la Cour de Grenoble déclarait licite une association dont le but était « non de surélever les cours des produits en leur attribuant une hausse fictive, mais d'empêcher leur avilissement en atténuant les ardeurs et les effets de la concurrence ». (Grenoble, affaire Société des Tuileries, 1^{er} mai 1894, Dalloz, 1895, 2^e partie, page 26).

La Cour de Cassation avait aussi adopté cette façon raisonnable de voir, en déclarant par exemple qu'une entente était valable alors que les adhérents « s'étaient simplement grou-

(1) THISSE, Pandectes 1900-2-33; cité par PIC à son Traité Élémentaire de Législation Industrielle, 6^e éd., p. 380.

pés pour obtenir l'unification des prix, afin d'en empêcher l'avilissement ». (Cassation, Chambre des Requêtes, 3 mai 1911, Dalloz, 1912.1.41).

Un autre arrêt décide que « n'est pas contraire à la loi l'entente dont l'objet n'est pas de déterminer une hausse des prix, mais de faire cesser l'avilissement que leur a fait subir la concurrence locale ». (Cassation, Chambre Civile, 26 octobre 1921, Dalloz, 1925.1.120).

Et un arrêt qui précédait de peu la nouvelle rédaction des textes qui nous occupent, reconnaissait la légalité d'une coalition dont le résultat n'était pas « d'opérer la hausse ou la baisse des prix... au dessous ou au dessus des prix qu'aurait déterminé la concurrence naturelle et libre du commerce ». (Cassation, Chambre Criminelle, 27 mars 1925, Sirey, 1925.1.282).

Il est à noter ici que les termes du nouvel article 419, pris dans leur sens littéral, peuvent paraître inexacts. Ce n'est pas parce que le gain recherché par l'association ne serait pas « le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande » que celle-ci sera illicite, mais bien parce que ce gain sera anormal.

La libre concurrence, la loi de l'offre et de la demande, peuvent entraîner l'avilissement des cours.

On peut penser que c'est une imprégnation des principes de l'économie dite « libérale », à la façon de Frédéric Bastiat, qui a amené les rédacteurs du texte à user de ces termes.

On considérerait généralement encore que la loi de l'offre et de la demande suffisait à adapter la production à la consommation.

Actuellement, avec l'expérience douloureuse de « ce que l'on appelle la crise », on sait qu'elle ne suffit plus, dans les circonstances présentes, à effectuer cette adaptation.

Nous ne rechercherons pas ici s'il faut incriminer le principe en lui-même, ou si « l'automatisme des lois économiques a été enrayé » (1), alors qu'on aurait pu agir autrement.

Qu'on le regrette en jugeant possible de faire machine en arrière ou qu'on considère qu'il s'agit d'une étape dans l'évolution sociale, il paraît acquis que, *dans les circonstances actuelles*, l'offre et la demande ne peuvent plus fixer des prix normaux ou, en tout cas, ne fixent plus nécessairement des prix normaux.

Cette précision n'est pas inutile. Si l'on adoptait l'interprétation littérale des textes du Code Pénal, l'Association qui nous occupe courrait le risque d'être frappée par eux : il est hors de doute que le jeu normal de l'offre et de la demande aurait fait descendre les cours du sucre au dessous même de son prix de revient, en dessous donc des cours qui ont été effectivement pratiqués. Les décisions prises de stockage, de contingentement, ont eu pour effet d'altérer, par une action directe sur l'offre, le résultat qu'aurait eu la « loi de l'offre et de la demande » sous l'effet de la libre concurrence.

Il en aurait été de même d'ailleurs des ententes qui ont été validées par les espèces que nous avons citées plus haut.

Or l'intention du législateur de 1936 a été, sans que cela puisse être mis en doute, de consacrer cette jurisprudence : « La jurisprudence a déclaré qu'il ne fallait pas confondre toutes les ententes, qu'il y en avait de bonnes et de mauvaises, et elle n'a consenti à punir que les ententes qui poursuivaient un but délictueux en faussant le cours normal des prix. *Le texte que nous vous soumettons tend à consacrer cette jurisprudence* ». (Déclaration de M. Raynaldy, rappor-

(1) Discours de M. Pierre-Etienne Flandin au banquet des groupements commerciaux et industriels, le 27 novembre 1934.

teur à la Chambre ; Chambre, annexe n° 7047, *Journal Officiel* du 23 mars 1924).

Et encore : « Votre commission a tenu compte du fait économique intervenu, l'entente, et a consacré à ce sujet, comme vous le verrez par la suite de nos explications, la *jurisprudence qui s'est établie...* » (même auteur, même référence).

Le même M. Raynaldy avait déjà dit : « ...Nous n'avons rien inventé... nous avons simplement transporté dans la loi les termes mêmes que la jurisprudence emploie depuis qu'elle traite de cette question de la coalition ». (*Journal Officiel*, 14 mars 1924).

Enfin, au Sénat, M. Bokanowski, Ministre du Commerce, déclarait : « La jurisprudence future se formera comme s'est formée celle qui a interprété l'article 419, et il est bien évident qu'elle ne saurait guère s'écarter de celle que les Cours d'Appel et la Cour de Cassation ont assise au cours des années qui ont suivi 1810 ». (Sénat, *Journal Officiel* du 20 novembre 1926).

Il est donc acquis qu'il n'y a pas gain légal seulement quand il y a libre concurrence. Le principe de la légitimité du gain étant reconnu par la loi et la libre concurrence obligeant souvent à des pertes. Une action sur le marché ne suffit pas, elle doit avoir pour but, atteint ou non atteint, un bénéfice excessif : « Il y a une limite où le bénéfice devient illégal » (déclaration de M. Colrat, Garde des Sceaux, à la 2^e séance de la Chambre du 5 décembre 1923, *J. O.* du 6 décembre 1923).

En cas d'action sur le marché, il y a donc une limite, au delà de laquelle le bénéfice est illégal, mais l'action à elle seule n'est pas répréhensible.

Au cours de ses déclarations à la Chambre, M. Raynaldy précisait ainsi l'intention de la Commission : « Nous ne punis-

sons pas le bénéfice exagéré ; nous faisons du bénéfice le critérium du caractère délictueux de l'acte incriminé, ce qui est très différent. Le bénéfice, pris en lui-même, quand la concurrence joue, ne peut pas constituer un délit. Par conséquent, s'il n'y a aucune manœuvre, aucun abus, le bénéfice ne sera pas retenu, il sera licite. C'est l'application de la règle « *res crescit domino* », c'est-à-dire que si la chose augmente de valeur sans la participation abusive de celui qui en est propriétaire, il aura le droit de profiter du bénéfice. D'ailleurs, si au lieu de monter le prix de la marchandise baisse, il subit une perte. Il bénéficie donc de l'aléa quand il y a hausse, et il supporte la perte quand il y a baisse. C'est dans ce cas que le bénéfice qu'il réalise, quoique déclaré exagéré, ne constitue pas un délit. Au contraire, *s'il obtient ce bénéfice*, non par le jeu naturel des choses, mais par des mesures destinées à fausser le marché, le bénéfice sera illicite. Le spéculateur sera donc frappé, voilà la distinction ». (*Journal Officiel* du 14 mars 1924).

Nous verrons qu'en fait l'action de l'Association Syndicale n'a pas eu pour effet d'altérer les prix, au sens de la loi du 3 décembre 1926, son action ne s'étant jamais opposée à la baisse du produit, baisse qu'elle a tendu seulement à « normaliser », de façon que des chutes de cours trop brutales, dues précisément au libre jeu de l'offre et de la demande, ne désorganisent pas totalement le marché.

Ainsi donc, en fait, et en soi quant aux statuts, l'Association, valablement placée sous le régime des lois de 1884 et 1920, n'est pas non plus illicite.

On peut d'ailleurs ajouter que dans le cas des articles 419 et suivants nouveaux du Code Pénal, l'intention coupable est nécessaire : « Nous sommes en présence d'un délit qui n'est pas contraventionnel. Par conséquent, il est indispensable

L'ENTENTE INTER-SYNDICALE

qu'il y ait l'intention coupable ». (Déclaration de M. Poulle, rapporteur du projet au Sénat; *Journal Officiel* du 20 novembre 1926).

Or l'intention coupable (qui ne se présume pas), en notre espèce n'existe pas. Les fondateurs de l'Association ont en effet agi au grand jour, et cette loyauté exclut tout soupçon d'intention délictuelle. Voici le texte des lettres des services du Ministère de la Justice et de la Présidence du Conseil, qui établissent que les intéressés, loin de vouloir violer la loi, ont agi avec *l'accord tacite et préalable* du Gouvernement.

Cette publicité, antérieure à leurs opérations, suffirait à effacer les soupçons d'intention coupable.

Voyons donc quel est l'avis des autorités administratives sur la légalité de l'Association Syndicale.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Direction Criminelle

Paris, le 18 octobre 1930.

1^{er} Bureau

Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,
à M. le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale
à la Présidence du Conseil.

Vous avez bien voulu me communiquer le projet de statuts d'un syndicat constitué sous le régime de la loi du 21 mars 1884 entre les planteurs de betteraves, les raffineurs et les fabricants de sucre, dans le but d'écouler aux colonies une partie de l'excédent de la production nationale, afin de rendre nécessaire l'importation de quantités correspondantes de sucre, de garder ainsi son effet au droit de douane et de protéger les cours contre le risque d'une chute trop brutale.

« Les intéressés, ajoutez-vous, voudraient être assurés qu'ils ne tomberont pas sous le coup des dispositions de l'article 419 du Code Pénal ou que ce texte ne sera pas invoqué contre eux », et vous avez exprimé le désir de connaître l'avis de la Chancellerie sur le mérite de cette demande.

Aux termes des statuts, le groupement dont s'agit aurait pour objet de fixer les conditions d'exportation, d'utilisation ou de stockage, des sucres produits en excédent sur les besoins normaux de la consommation. Ainsi défini, le but du syndicat ne paraît pas contraire à la loi, qui prohibe seulement les combinaisons tendant à fausser le prix courant des denrées, ou marchandises, tel qu'il aurait été fixé par la libre concurrence. On ne saurait, en effet, considérer comme une coalition frauduleuse dans le sens de l'article 419, l'entente conclue entre les principaux détenteurs du sucre en vue d'assurer, d'un commun accord, l'écoulement et principalement l'exportation d'une quantité limitée des stocks alors que les conventions n'imposent aux syndiqués aucune obligation de ne pas vendre, ou de ne vendre qu'à un certain prix, les cours restent soumis aux fluctuations du marché mondial, et qu'enfin les moyens mis en œuvre tendraient à empêcher l'avilissement des prix et non à provoquer une hausse factice.

Mais si, au contraire, l'action du Syndicat s'exerçait dans **des conditions de nature à raréfier le sucre sur le marché intérieur** *au-dessous des besoins de la consommation*, et ce, dans le dessein de surélever artificiellement les cours, il semble bien, en droit strict, que l'article 419 pourrait et devrait même recevoir son application.

Sans doute, quelques auteurs ont soutenu que la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels aurait, sinon expressément abrogé, du moins restreint la portée des dispositions de l'article 419. D'après eux, une coalition de pro-

ducteurs qui, sous la forme régulière d'un syndicat, constituerait une véritable défense des intérêts commerciaux de ses membres, serait licite ; seule, la coalition entre un syndicat et d'autres détenteurs d'une même marchandise, resterait punissable.

La question de légalité se ramènerait à savoir quel est l'objet de la coalition ; les unions purement défensives, celles qui ont pour but de remédier à une concurrence désastreuse et à la ruine d'une industrie seraient permises sous le couvert de la loi de 1884. Quant aux coalitions qui tendent à dominer le marché pour vendre à des prix excessifs, elles rentrent manifestement dans les prévisions de l'article 419.

Mais cette distinction entre les bonnes et les mauvaises coalitions, les syndicats de défense qui peuvent répondre à une nécessité économique et les cartels offensifs contraires à l'intérêt public, n'est pas consacrée par la loi.

Tout d'abord, il est certain que les articles 419 et 420 du Code Pénal ont survécu intacts à la législation sur les syndicats professionnels. Ces groupements ne peuvent être ni fabricants, ni commerçants. Créés pour l'étude et la défense des intérêts corporatifs de leurs adhérents, ils ne sauraient, sans se transformer, devenir des agents de production ou de négoce. Chacun des commerçants ou des industriels qui les composent conserve son autonomie, la direction de son établissement, la libre disposition de ses marchandises et de ses produits. Si donc les membres syndiqués s'entendent pour fausser les cours par une action anormale, et abusive, ils forment une coalition ayant un objet illicite.

La question que vous avez bien voulu soumettre à mon examen ne saurait comporter une réponse de principe. Pour décider si une coalition tombe ou non sous l'application de l'article 419, la jurisprudence s'attache surtout au caractère

économique, au but et aux résultats de l'entente. En face d'un syndicat qu'elle considère comme légitime, elle manifeste une tendance à se dégager de l'interprétation littérale du texte, pour faire prévaloir une solution d'équité. Elle semble chercher à introduire dans la pratique la distinction entre les syndicats de défense et les coalitions véritablement frauduleuses.

Toutefois, ce n'est là, je le répète, qu'une tendance assez hésitante, non l'affirmation d'une doctrine que des considérations économiques pourraient justifier, mais qui, en l'état de la législation, est controversée.

Dans ces conditions, il ne me semble pas possible de donner l'assurance que le groupement intéressé, quels que soient le but et les résultats de son intervention sur le marché, demeurera à l'abri de toute poursuite fondée sur l'article 419, alors que, si des plaintes avec constitution de partie civile venaient à se produire, le Parquet serait dans l'obligation d'agir.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre et cher Collègue, l'assurance de ma haute considération.

Signé : E. PERRET.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Cabinet

Paris, le 17 novembre 1930.

du Président du Conseil

Monsieur le Président
du Comité Central des Fabricants de Sucre,
Paris.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie de l'avis exprimé par M. le Garde des Sceaux, au sujet des statuts du

Syndicat que vous avez manifesté l'intention de constituer entre les planteurs de betteraves, les raffineurs et les fabricants de sucre.

Il résulte de cet avis que la jurisprudence tend à établir une distinction entre le groupement qui cherche à empêcher l'avisement des prix et celui qui s'efforce d'en provoquer la hausse injustifiée. Le groupement du premier genre ne serait pas considéré comme délictueux, tandis que le second tomberait sous le coup de l'art. 419 du Code Pénal.

Le Syndicat que vous avez en vue n'aura donc rien à redouter s'il borne ses opérations à celles que la jurisprudence, de l'avis même de la Chancellerie, tient pour licites.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Signé : A. TARDIEU.

On peut en outre observer que les gouvernements qui se sont succédé ces dernières années à la tête des affaires publiques ont, avec la confiance des Assemblées parlementaires, imposé ou maintenu de nombreux contingentements.

On dira ici que ces contingentements imposés par l'Etat s'inspirent du seul intérêt général, alors que le contingentement imposé par la seule association pouvait viser l'intérêt particulier de l'industrie sucrière.

C'est exact, mais si cela s'était produit, si l'Association Syndicale avait agi de façon abusive, l'article 419 aurait frappé ses agissements.

Mais aujourd'hui la situation n'est plus la même; la récente activité législative du Gouvernement, en vertu de la délégation spéciale que lui a donnée la loi du 8 juin 1935, légalise en quelque sorte l'Association, reconnaissant ainsi que ses efforts ont été bienfaisants.

Bien loin de s'élever contre les dispositions de contingentement, les décrets-lois du 8 août 1935, soumettant à l'autorisation administrative la construction d'usines nouvelles travaillant la betterave ou ses sous-produits et relatifs à la révision des contrats de betteraves et à l'application des accords de contingentement de la production du sucre, renforçaient ces dispositions de contingentement, ou du moins leur permettaient de jouer.

On sait, en effet, que l'effort d'assainissement de l'industrie sucrière, moyennant les sacrifices que s'imposaient les adhérents à l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers, avait eu pour effet de maintenir, malgré la crise, la rentabilité de l'industrie sucrière, et qu'ainsi de nouvelles usines se créaient (ou étaient en construction), et ne participaient pas aux accords.

Comme résultat, les signataires de ces derniers supportaient tous les sacrifices au bénéfice d'une catégorie qui tendait à s'accroître, ce qui risquait de ruiner l'œuvre entreprise si la proportion des dissidents devenait trop considérable.

Enfin le décret-loi du 30 octobre 1935, relatif à la révision des contrats de betteraves et au contingentement de la production sucrière, impose le contingentement pour toutes les usines, même celles non adhérentes à l'Association Syndicale (1).

A l'heure actuelle, le contingentement se trouve donc légal; ce qui démontre surabondamment que, lors de sa création, l'Association Syndicale ne pouvait être frappée par l'article 419 du Code Pénal.

(1) Voir le texte du décret et l'exposé des motifs au *J. O.* du 31 octobre 1935, page 11.640.

CHAPITRE VI

L'Association Syndicale comparée à quelques formes d'entente professionnelle

L'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers ne peut tout d'abord et en aucune façon être assimilée à un trust à forme américaine.

En soi, elle ne jouit d'aucun monopole. Elle n'est pas commerçante, ni directement, ni indirectement, en « contrôlant » au sens financier du terme, ses adhérents.

A la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, les grands raffineurs exerçaient un quasi-monopole, d'abord même sur les prix, puis sur l'établissement d'autres raffineries. Ce monopole pouvait être atteint à cause de l'isolement du marché français, dû à l'élévation des droits de douane, à la taxe de consommation (73 fr. or par 100 kgs de sucre raffiné de 1873 à 1880), les primes à l'exportation (primes indirectes résultant de la différence entre le taux légal et le taux réel de rendements en sucre par 100 kgs de betteraves, primes directes : 3,50 et 4,50 par quintal).

Nous notons ici une observation assez curieuse de M. Paul de Rousiers (1) indiquant que les raffineurs allemands étaient « arrêtés dans leurs essais d'entente, par le peu de délicatesse de la clientèle allemande, qui aurait volontiers consommé le sucre non raffiné pour réaliser une légère économie, et à laquelle les sucreries se seraient empressées d'offrir un sucre

(1) Les syndicats industriels de producteurs en France et à l'étranger. — Armand Collin, Paris, 1901.

grossièrement blanchi. En France, au contraire, nos habitudes plus recherchées nous mettaient sous la dépendance des raffineurs ».

Ce monopole existait bien et ce qui le démontre, c'est que les raffineries indépendantes devaient obtenir des grandes raffineries parisiennes une véritable autorisation d'exercer.

La raffinerie Bouchon, de Nassandres (Eure) avait ainsi obtenu l'autorisation de vendre son « sucre aggloméré en morceaux » en Normandie, mais le marché de Paris lui était interdit (1).

Le monopole des raffineurs avait d'ailleurs disparu dès avant la guerre. Ces dernières années, la fabrication technique du sucre s'était nettement améliorée, et il se vendait des quantités importantes de sucre non raffiné.

Aujourd'hui, les raffineries existantes exercent à nouveau le monopole qui leur a été attribué par la puissance publique, mais ce monopole, attribué également d'ailleurs aux sucreries mêmes, et indirectement à la culture, ne cause aucun préjudice sérieux aux consommateurs.

Mais on peut rapprocher l'Association Syndicale des cartels allemands et de certaines formes des syndicats français (le Comptoir de Longwy, par exemple) (1). Les organisations que nous avons en vue ici usent généralement du comptoir, vendeur unique du produit fabriqué par les adhérents. Ce dernier procédé permet de façon certaine l'observation du contingentement, du coefficient de production plutôt, attribué à chaque adhérent.

Le procédé d'organisation sucrière respecte davantage la liberté commerciale des adhérents, ceux-ci étant les seuls commerçants, alors qu'un comptoir de vente est commerçant lui-même.

(1) Paul de ROUSIERS, *op. cit.*

Dans les deux cas, l'uniformité du produit vendu est une condition nécessaire à la forme adoptée d'organisation de la profession.

Historiquement, il existe une différence entre ces comptoirs de vente (à la française surtout) et l'organisation sucrière. Si, dans les deux cas, un coefficient de production est attribué, l'organisation sucrière actuelle impose une limitation à la production du produit, alors que le comptoir de Longwy, par exemple, n'imposait pas de telles obligations. Etant donné que les commandes atteignaient tel chiffre, il les répartissait entre les adhérents, et même, si ces derniers ne pouvaient satisfaire les besoins, il achetait ailleurs pour satisfaire sa propre clientèle.

Mais ceci découle des raisons qui ont amené la création de ces deux organismes et qui sont différentes. A l'époque de la création du Comptoir de Longwy, il n'y avait pas surproduction. Bien au contraire, il y avait parfois sousproduction.

Alors que l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers a été créée pour absorber la surproduction existante et prévenir une surproduction permanente.

Au cas où les conditions du marché se modifieraient (du fait d'un débouché nouveau pour le sucre, par exemple), il est probable que l'organisation sucrière se dissoudrait dans sa forme actuelle du moins, chaque usine reprenant sa liberté d'action, et la concurrence jouant à plein jusqu'à ce qu'une nouvelle crise de surproduction permanente nécessite la reformation des liens.

Mais on peut remarquer que l'adhésion à un comptoir de vente, vendeur unique, n'est pas définitive nécessairement. Et, en fait, au Comptoir de Longwy, puisque nous citons cet exemple, certains adhérents se retiraient, d'autres venaient, des démissionnaires se réaffiliaient à nouveau.

On peut donc conclure que le type d'organisation adopté par les sucriers laisse au moins une plus grande impression de liberté que le comptoir, vendeur unique ; mais il n'y a pas de telles différences de fait entre ces deux formes d'organisme.

Il n'a pas été nécessaire aux sucriers de recourir à la forme du comptoir, parce que le contrôle des prescriptions peut se faire quand même, le sucre étant une marchandise exercée.

Il nous a paru utile d'ouvrir ici cette parenthèse ou d'entamer cette digression. Nous rappelons que, bien que notre ambition soit seulement d'essayer une monographie, nous pensons qu'une série de monographies permettrait de dégager des directives générales, des principes peut-être plus généralement applicables.

Au cas donc où une branche de production, concernant une marchandise non exercée, s'essaierait à une discipline analogue, mais se heurterait aux difficultés d'assurer le contrôle des prescriptions, elle pourrait peut-être trouver la solution en constituant un comptoir de vente.

CHAPITRE VII

L'Association Syndicale et la culture

Nous avons dit déjà que les fabricants de sucre avaient agi en plein accord avec les représentants qualifiés des planteurs de betteraves.

Peu de jours après la signature des engagements dont on vient de lire le texte, les représentants qualifiés de la Confédération Générale des Planteurs de Betteraves signaient, le 2 avril 1931, les accords intersyndicaux qui sont bien connus.

Nous ne les exposerons pas à nouveau ici, nous dirons seulement ce qui fut décidé d'un commun accord entre les deux corporations intéressées pour fixer contractuellement les répercussions des décisions des industriels sur leurs rapports avec la culture.

Les fabricants s'engageaient à ne pas faire état des clauses de l'accord (stockage, contingentement, exportation) pour apporter des modifications aux bases des contrats de 1930 pour la conclusion des contrats de 1931.

Toute modification pouvant résulter d'autres causes devait être dûment justifiée par les fabricants. En réciprocité, les associations de planteurs de betteraves s'engageaient à justifier dans les mêmes conditions leurs demandes de modifications au contrats.

Les conflits pouvant naître de l'application de cet article pouvaient être portés, par l'une ou l'autre des parties, devant le Comité de conciliation prévu par les contrats de bettera-

ves antérieurs, lequel, après avoir entendu les deux parties, devait essayer de les concilier et pouvait jouer le rôle d'arbitre si les deux parties s'engageaient à se soumettre à ses décisions.

A la base de l'accord figurait la clause suivante :

Chaque fabricant s'engageait à acheter par contrat individuel, avant le 15 mai, toutes les betteraves offertes par ses fournisseurs habituels, dans la limite de la production moyenne de chaque planteur pour les trois années choisies pour chaque usine parmi les six dernières, déduction faite du pourcentage de réduction établi sur les bases du contingent annuel par le Bureau de l'Association Syndicale et de la Conférence Spéciale.

Toutefois, cet engagement s'entendait dans la mesure où l'existence de contrats de longue durée antérieurs au 1^{er} janvier 1931 en permettait l'exécution.

Les modifications résultant de cet état de fait devaient être communiquées au bureau de l'Association Syndicale et de la Conférence Spéciale.

Des accords particuliers pouvaient intervenir par région ou par usine pour régler dans la pratique l'application équitable de cette règle.

Les cas spéciaux devaient être réglés par le bureau de l'Association Syndicale et la Conférence Spéciale.

Les fabricants et cultivateurs, syndiqués ou non, s'engageaient à soumettre toutes difficultés relatives à l'application des articles concernant la garantie d'achat, le contingentement et l'exportation à l'arbitrage d'une commission mixte, composée de deux délégués du bureau de l'Association Syndicale et de deux délégués de la Conférence Spéciale représentant les planteurs. Ils s'engageaient à respecter les décisions de cette commission.

En cas de désaccord, les quatre délégués devaient choisir d'un commun accord un arbitre qui décidait sans appel.

En cas de désaccord sur la désignation de cet arbitre, celui-ci devait être désigné par le Président du Tribunal de Commerce, à la requête de la partie la plus diligente.

Il était également décidé que le Bureau Syndical et la Conférence Spéciale fixeraient un pourcentage général de réduction de la production sucrière et appliqueraient ce pourcentage pour chaque usine sur la moyenne de production de trois années choisies par elle parmi les six dernières.

Le calcul de réduction du tonnage à livrer par les planteurs devait être opéré de la même façon, mais le coefficient de réduction pouvait être de 4 % supérieur à celui de la sucrerie.

En cas d'exportation du sucre décidée par le Bureau Syndical et la Conférence Spéciale, ces organisations devaient fixer forfaitairement par sac de sucre, avant le 1^{er} février, pour la campagne en cours, les charges d'exportation par sac de sucre. Celles-ci devaient être supportées par chaque usine devant exporter et par les planteurs lui ayant livré.

Pour la répartition de ces charges entre planteurs et fabricants, il était accepté la répartition forfaitaire suivante :

60 % pour les planteurs,

40 % pour la fabrique.

Le calcul de la participation afférente à la culture livrant à une usine en cas d'exportation de cette usine, était fait par le Bureau Syndical assisté de la Conférence Spéciale.

Cette participation « P » pouvait être répartie entre les planteurs de l'usine exportatrice suivant l'une des modalités ci-après, choisie par accord entre le ou les fabricants de sucre et les associations syndicales locales ou régionales des planteurs de betteraves ou l'ensemble des planteurs de l'usine s'ils n'étaient pas associés. Les fabricants devaient faire

connaître au Bureau Syndical ou à la Conférence Spéciale la formule choisie.

Première formule : la somme P serait intégralement supportée par les tonnes en excédent, au prorata de celles-ci.

Deuxième formule : la totalité de la somme P serait répartie entre toutes les tonnes produites par les planteurs, sans distinction d'excédent ou de non excédent.

Les retenues effectuées devaient être versées dans une caisse spéciale, et éventuellement, après épuration des comptes, des ristournes pouvaient être faites au prorata des versements.

Il était en outre convenu, comme nous l'avons déjà dit, de constituer un organisme spécial de propagande destiné à renseigner le consommateur sur la valeur alimentaire du sucre et son bas prix eu égard à cette valeur. Les cultivateurs, en ce qui les concernait, au terme de leur entente avec les industriels, ne purent que s'en louer.

Et le renouvellement des accords fut décidé par eux, à une majorité écrasante.

Ici, nous pensons qu'il peut être utile, bien que le texte en ait été publié ailleurs, de donner le texte intégral du véritable contrat collectif passé en 1934 entre agriculteurs et industriels.

Si nous commentions seulement le texte nouveau, nous devrions répéter ce qui vient d'être dit. Il nous a paru, de plus, que cette publication intégrale complèterait l'exposé documentaire qu'est notre très modeste essai.

Nous donnons en outre l'appréciation des journaux officiels des betteraviers, pour fixer l'opinion de ceux-ci.

Notons que ces journaux ne peuvent être accusés de refléter inexactement l'opinion des milieux intéressés ; il y a accord intime entre la rédaction et les intérêts représentés.

Le numéro de juin 1934 du Bulletin d'Information de la Confédération Générale des Planteurs de Betteraves annonçait le renouvellement des accords dans les termes suivants :

« La Confédération Générale des Planteurs de Betteraves tiendra son assemblée générale annuelle le mardi 5 juin à 10 heures, on en trouvera plus loin le programme.

Cette réunion aura cette année une importance exceptionnelle.

Au cours de l'année qui vient de s'écouler la grave question du renouvellement des accords de production sucrière nous a particulièrement préoccupés. Dès le début il y a un an déjà, la Confédération Générale des Planteurs de Betteraves n'a cessé de proclamer la nécessité vitale de ces accords et le besoin urgent que tous avaient de renouveler et de perfectionner ceux de 1931. Trouvant parmi la plupart des fabricants un accueil assez empressé, réalisant d'une façon magnifique l'approbation unanime des planteurs de betteraves, elle eut cependant à vaincre chez quelques usiniers des résistances imprévues et dont la raison d'être semblait n'avoir que de bien rares points de contact avec l'intérêt général.

Ces difficultés ont été surmontées au cours d'une campagne particulièrement ardente, mais surtout réconfortante, après plus de 100 réunions qui furent données dans toute la région betteravière, les orateurs de la C.G.B. montrèrent l'importance de la thèse qu'ils défendaient et furent assez heureux pour la faire triompher.

Le contingentement est maintenant réalisé et les derniers signataires des accords ne sont pas les moins empressés à s'en féliciter ».

Toute la séance de l'après-midi était réservée à la discussion des problèmes que ces accords soulevaient.

TEXTE DES ACCORDS 1934

Ce texte est extrait de *l'Action Agricole*, numéro d'avril 1934.

Le contingentement de la production sucrière

Un grand pas vient d'être accompli sur la voie de l'adaptation de l'agriculture aux nécessités économiques de l'heure présente. Après six mois d'efforts tenaces et de diplomatie, le très dévoué président de la Confédération Générale des Planteurs de Betteraves, M. Monmirel, a réussi à mettre sur pied et a signer avec M. Gilbert, président de l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques Agricoles et Sucriers, un accord établissant pour trois années à partir de 1934, le contingentement et le stockage de la production sucrière. Cet accord « in extenso » a comme base les règles qui depuis 1931 avaient sauvé de la ruine la production sucrière en France.

Malgré les imperfections inhérentes à toute œuvre de ce genre, cet accord constitue pour les planteurs de betteraves la meilleure assurance contre l'effondrement des cours du sucre et ceux qui se sont donné pour tâche de réaliser cet accord, ont droit à la reconnaissance de tous les cultivateurs.

Texte officiel

« Il est préalablement exposé que le contingentement de la production sucrière tel qu'il a été réalisé pour 1931 a eu pour effet de réglementer d'une façon satisfaisante la production du sucre en France.

Que la modification apportée dans les clauses de l'engagement permettant de compenser l'excédent d'une campagne,

pouvant résulter des conditions climatériques favorables par un déficit provenant d'une production de betteraves moins considérable la campagne suivante, donne au contingentement du sucre en France, librement consenti par les intéressés, agriculteurs et fabricants de sucre, la souplesse et la régularité de fonctionnement qu'aucun autre contingentement ne pourra jamais donner.

Que les bases essentielles de cette libre organisation qui a fait ses preuves, doivent être conservées et que sa prorogation doit se faire autant que possible dans le cadre actuel en apportant à ce dernier les modifications que l'expérience des trois dernières années montre comme absolument nécessaires.

Ceci exposé, entre les soussignés, M. le Président de l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques Agricoles et Sucriers et M. le Président de la Confédération Générale des Planteurs de Betteraves, il a été convenu ce qui suit :

La Confédération Générale des Planteurs de Betteraves après avoir pris connaissance des engagements signés entre l'Association Syndicale et les fabricants de sucre pour le renouvellement du contingentement et stockage de la production sucrière pour une nouvelle période de trois années, déclare approuver ces accords.

L'Association Syndicale et la Confédération Générale des Planteurs de Betteraves déclarent être d'accord pour demander aux fabricants de sucre et aux planteurs de betteraves, membres ou non des dits groupements, l'application des clauses ci-après.

ARTICLE PREMIER. — *Contrats de betteraves.*

Les fabricants de sucre s'engagent à ne pas faire état dans la discussion des contrats de betteraves, des charges leur in-

combant (stokage, pénalité d'excédent, exportation, etc...) du fait du contingentement de la production sucrière.

Il devront justifier par d'autres causes notamment par références aux conditions économiques toutes modifications qu'ils apporteraient aux contrats actuels.

Les justifications devront être fournies sur la base des *contrats* et des conditions économiques respectives de l'industrie et de l'agriculture en 1930.

En réciprocité les planteurs de betteraves s'engagent à justifier dans les mêmes conditions leurs demandes de modification aux contrats.

Les conflits pouvant naître de l'application de cet article pourront être portés par l'une ou l'autre des parties devant la commission mixte prévue à l'article 3, laquelle, après avoir entendu les deux parties, essaiera de les concilier et en cas d'échec, jouera le rôle d'arbitre si les deux parties s'engagent à se soumettre à ses décisions.

ARTICLE 2. — *Garanties d'achats pour les planteurs et répartitions des contingents entre les planteurs.*

Chaque fabricant de sucre garantit à ses planteurs habituels la répartition entre eux de la totalité du tonnage de betteraves correspondant à son contingentement de sucre non pénalisé.

Le bureau syndical et la conférence spéciale fixeront chaque année un pourcentage de réduction sucrière et appliqueront ce pourcentage à chaque usine sur la moyenne de production de trois ans choisie par elle, sur les six dernières avant 1931.

Chaque fabricant s'engage à acheter par contrat individuel à ses conditions générales d'achats dans la région avant le 15 mai de chaque année, toutes les betteraves offertes par ses fournisseurs habituels dans la limite de la production moyenne

de chaque planteur pour les trois années choisies pour chaque usine parmi les six dernières avant 1931.

A cette production moyenne, il sera appliqué le pourcentage de réduction ou d'augmentation défini ci-dessus qui pourra être diminué ou augmenté de 4% au maximum.

Toutefois les dispositions du paragraphe ci-dessus ne s'entendent que dans la mesure où l'existence de contrats de longue durée antérieurs à 1931 (1) en permet l'exécution.

D'autres formules de calcul d'application de contingent aux planteurs pourront être adoptées sur la proposition soit des groupements de planteurs de betteraves, soit des fabricants de sucre, après accord régional ou par usines entre les fabricants de sucre et les syndicats de planteurs de la région ou de l'usine, ou, en leur absence, les groupements agricoles les plus représentatifs de la région envisagée.

Ces formules pourront être calculées de la manière suivante:

Le coefficient de réduction sera calculé proportionnellement à la moyenne des livraisons des planteurs pour une ou plusieurs années choisies par accord entre les usines et groupements betteraviers d'une région.

Dans ce cas, le coefficient de réduction ou d'augmentation sera établi par comparaison entre le contingent de sucre fixé pour cette région ou cette usine et leur production de la ou des années choisies. Le chiffre de réduction ou d'augmentation ainsi obtenu pourra être majoré ou diminué jusqu'à un maximum de 4%.

Quelle que soit la méthode du calcul employé pour établir le contingentement des planteurs de betteraves, chaque fabricant fera connaître avant le 10 mars à chaque planteur :

(1) A titre exceptionnel, les fabricants de sucre qui n'étaient pas adhérents à l'Association au cours de la période 1931-1932 et qui y adhéreront en 1934 pour la nouvelle période de trois années pourront faire état des contrats de longue durée antérieurs à janvier 1934.

1° Les années de sa production qui servent de base à son contingentement ;

2° Le pourcentage de réduction ou d'augmentation qui leur est appliqué d'après la règle choisie ;

3° Le nombre de tonnes de betteraves que le planteur aura le droit de livrer sans aucune pénalité possible en application du pourcentage de réduction ou d'augmentation aux années envisagées.

Dans le cas où le chiffre de production de la future campagne ne serait pas fixé avant le 10 mars, ces indications de vraient être données 10 jours avant la publication du chiffre de production possible.

Les quantités de betteraves achetées en application des règles ci-dessus par chaque fabricant, ne pourront en aucun cas, donner lieu, lors de la livraison, à une pénalité quelconque à retenir au fournisseur.

Dans le cas où la fourniture de betteraves, au-delà des contingents de chaque cultivateur tels qu'ils viennent d'être définis, obligerait le fabricant de sucre à stocker pour l'exportation ou toute autre utilisation, une partie de la production de sa campagne, les betteraves livrées au delà du contingent par les cultivateurs, seraient considérées comme des betteraves excédentaires et pénalisées ou utilisées comme il sera dit à l'article 4 jusqu'à concurrence de 10% du tonnage à livrer par chaque planteur. Les quantités livrées en surplus pourront être refusées par les fabricants de sucre ou faire l'objet de conditions à débattre entre planteurs et fabricants, notamment le planteur pourra demander au fabricant de transformer ses betteraves en sucre et à ses frais. Ce sucre restant soumis aux règles des excédents.

Pour une usine donnée il sera établi à la fin de chaque cam-

pagne le total des tonnes de betteraves excédentaires. Ce chiffre sera fourni par la sucrerie au bureau de l'Association Syndicale et à la Confédération Spéciale afin de servir de base au calcul de la répartition des charges et pénalités d'excédent.

Le tonnage total excédentaire d'une usine sera composé :

1° du total du tonnage des betteraves livrées en excédent par les planteurs ayant droit à un contingent régulier,

2° du total des livraisons des nouveaux planteurs ou des planteurs n'ayant pas droit à un contingent régulier.

ARTICLE 3. — *Règlement des conflits.*

Les fabricants et cultivateurs syndiqués ou non, s'engagent à soumettre toutes difficultés relatives à l'application des articles ci-dessus, à la conciliation ou à l'arbitrage d'une commission mixte composée de deux délégués de la Conférence Spéciale représentant les planteurs et de deux délégués du Bureau de l'Association Syndicale. Ils s'engagent à respecter les décisions de cette Commission.

En cas de désaccord, les 4 délégués choisiront, d'un commun accord, un arbitre qui décidera sans appel.

En cas de désaccord sur la désignation de l'arbitre, celui-ci sera désigné par le Président du Tribunal de Commerce dont dépend l'usine, à la requête de la partie la plus diligente.

Sur autorisation de la Commission Mixte, les groupements régionaux ou départementaux de fabricants de sucre ou de planteurs de betteraves pourront constituer dans chaque région betteravière un comité de conciliation composé d'un représentant du Syndicat des Planteurs de betteraves et d'un représentant du Groupe Régional des fabricants de sucre chargé d'examiner et de concilier en première instance toutes les réclamations des cultivateurs concernant l'application des règles de répartition des contingents entre les planteurs.

ARTICLE 4. — *Utilisation des excédents et pénalités.*

En cas d'exportation ou de toute autre utilisation exceptionnelle du sucre ou de libération des sucres non compensables, décidées par le Bureau Syndical et la Conférence Spéciale, ces organisations fixeront par sac de sucre l'élévation provisoire des charges d'exportation, d'utilisation exceptionnelle ou de libération anticipée de ces sucres non compensables (frais de stockage exclus).

Cette charge provisoire sera fixée avant le premier janvier de chaque année en tenant compte notamment des prévisions d'utilisation des excédents (exportation, utilisation exceptionnelle, libération éventuelle au cours de la campagne avec paiement d'une pénalité de 6%) et ce, d'après leur importance.

Le bureau de l'Association Syndicale après avoir fixé le le montant de la charge forfaitaire provisoire par sac de sucre, fixera pour chaque usine la prévision forfaitaire de charge excédentaire en multipliant le chiffre établi ci-dessus par le total des sacs de sucre excédentaires non compensables de l'usine donnée.

Le total ainsi trouvé, multiplié par 0,60, donnera le montant de la retenue forfaitaire provisoire à effectuer sur l'ensemble des tonnes de betteravss excédentaires d'une usine dont le montant aura été calculé comme il a été dit à l'article 2.

Le total de la retenue provisoire applicable aux betteraves excédentaires divisé par le total des tonnes excédentaires donnera le montant de la retenue provisoire à effectuer sur le règlement de betterave le plus prochain pour chaque tonne de betteraves livrée en excédent.

Lorsqu'un fabricant de sucre excédentaire devra exporter, utiliser ou libérer un stock excédentaire, il prélèvera sur ces

retenues : $N \times 0,60$ par sac exporté (N = charge réelle par sac de sucre suivant l'opération dont il s'agit) sans que les sommes ainsi prélevées puissent dépasser pour chaque tranche d'excédent :

a) le montant des retenues forfaitaires effectuées sur le total des livraisons excédentaires des cultivateurs.

b) une somme représentant plus de $N \times 1,20 \times 0,60$ par tonne de betteraves en excédent.

Une fois terminées les opérations de libération, exportation ou autre utilisation des sucres excédentaires non compensables dans le cadre des règles ci-dessus, s'il reste un solde sur le total des retenues effectuées, celui-ci sera remboursé aux planteurs proportionnellement au total des tonnes de betteraves constituant l'excédent pénalisable.

Dans le cas où la réalisation de l'exportation représenterait une charge sensiblement supérieure à l'évaluation forfaitaire établie, le solde de la pénalisation revenant aux planteurs serait retenu sur les livraisons faisant l'objet du contingent de la campagne suivante après réajustement de la charge forfaitaire.

En cas de conflit sur le montant de la retenue ou sur son utilisation, celui-ci sera porté devant la Commission Mixte prévue à l'article 3.

Si un accord spécial intervient entre une usine et les planteurs de sa région, syndiqués ou non, les 60 % des charges définies ci-dessus pourront être réparties entre toutes les tonnes de betteraves livrées par les planteurs de la dite usine sans distinction d'excédents ou de déficits.

ARTICLE 5. — Caisse de propagande.

Une retenue de 0,20 par tonne de betteraves livrée sera retenue par chaque fabricant à ses planteurs et sera versée à

l'Association Syndicale. Ces sommes seront portées dans un compte spécial qui sera géré par le Bureau de l'Association Syndicale assisté de la Conférence Spéciale. Elles ne pourront être utilisées qu'à la propagande pour le développement de la consommation du sucre et de l'alcool et pour les frais de secrétariat de la Conférence Spéciale.

Nous indiquons par ailleurs, à titre documentaire, en quels termes le même organe que nous venons de citer annonçait l'adhésion des producteurs coloniaux aux accords de contingentement :

LE CONTINGEMENT DE LA PRODUCTION SUCRIÈRE

Les Producteurs Coloniaux ont signé les accords

« La Confédération des Planteurs de Betteraves a adressé aux présidents des Associations et des Syndicats intéressés la lettre suivante :

« Monsieur et cher Collègue,

« Nous sommes particulièrement heureux, après vous avoir annoncé dans notre *Bulletin d'Information* de mai, que les accords de contingentement entre producteurs de betteraves et fabricants de sucre étaient signés, de pouvoir vous informer maintenant que les accords de contingentement viennent également d'être signés avec les producteurs de sucre coloniaux.

« L'accord s'est fait sur les bases suivantes : 87 % de la consommation annuelle pour les producteurs métropolitains ; 13% pour les producteurs coloniaux, déduction faite de 10.000

tonnes affectées d'une manière fixe à certaines situations coloniales.

« Ce grave problème du contingentement de la production sucrière et betteravière est donc maintenant complètement résolu et nous ne pouvons que nous réjouir avec vous de pouvoir, dorénavant, envisager avec confiance l'avenir de la culture betteravière dans notre pays.

« Veuillez agréer, Monsieur et cher Collègue, l'assurance de nos sentiments les plus distingués et dévoués. »

Le Président : A. MONMIREL.

Cette question particulièrement épineuse de l'adhésion des coloniaux au plan de contingentement est donc résolue. Elle était en suspens depuis plus de quatre ans ; chaque fois qu'elle semblait devoir être réglée de nouvelles difficultés surgissaient, d'âpres controverses se faisaient jour et, au moment de la signature, les belles résolutions s'évanouissaient en fumée !

Il n'en est plus de même à l'heure actuelle. Sans doute les coloniaux obtiennent-ils largement leur dû puisqu'en définitive ils pourront faire entrer bon an mal an quelque 130.000 tonnes dans la métropole ; mais leur adhésion au plan de contingentement est formelle, totale, sans réserve ; nous les en félicitons et nous nous en félicitons ».

CHAPITRE VIII

L'Association Syndicale et les contrats de betteraves

Conformément aux accords intersyndicaux, les contrats de betteraves n'ont subi aucune modification du fait de la fondation de l'Association Syndicale, autre que celles que les accords intersyndicaux eux-mêmes nécessitaient.

Il nous a paru utile de donner ici en exemple, un type de chacun des contrats conclus antérieurement et postérieurement au fonctionnement de l'Association Syndicale.

Nous avons choisi à cet effet un contrat d'une sucrerie du Nord pour celui conclu avant la mise en œuvre des accords qui nous occupent. En effet, après cette mise en œuvre, un contrat régional pour les départements du Nord et du Pas-de-Calais a été signé, et qui est autrement important, car il concerne plus de 70.000 hectares de plantations.

On verra à la lecture de ces accords, que, seules les modifications indispensables (introduction d'une clause de continement, notamment) ont été apportées.

Il y a sans doute une modification relative à la quantité des betteraves plantées, mais elle ne découle pas de la conclusion des accords. On verra que les prix d'achat n'ont pas été atteints par cette modification : en effet, en 1930, le prix d'achat des betteraves était les 75% du prix du sucre pour des betteraves présentant une densité de 7°5, que tout dixième en sus, jusqu'à 8°, était payé 0,80% et tout dixième en sus, au-dessus de 8°, était sans limite payé 1% ; ceci représente

9% de plus pour une densité de 8°5 soit 84%, ce qui est le prix actuel.

Une clause dite de mélasse a été ajoutée, mais elle dépend de l'état du marché de l'alcool.

La clause de production minima et maxima à l'hectare a été supprimée : il eût été en effet peu logique de la maintenir alors que les accords tendaient, pour les premières années du moins, à diminuer en quantité le rendement des betteraves.

Enfin, le prix des graines a été diminué ; et ce, en raison de la baisse générale des prix ; et si, au surplus, la fondation de l'Association Syndicale avait eu effet dans cette baisse, les planteurs n'auraient pas eu motif de s'en plaindre. Cette clause, dite « de graines », a été d'autre part précisée mais non pas, à proprement parler, modifiée.

Voici maintenant les textes annoncés ; il nous a paru, nous le rappelons, que ce pouvait être de quelque utilité pour le travail de documentation auquel nous avons seulement prétendu.

Conditions générales d'achat de betteraves en 1930

d'une sucrerie du département du Nord

Cours de base. — Le cours du sucre servant de base au règlement sera la moyenne des cotes mensuelles du sucre blanc n° 3 indigène Paris, établies par les courtiers assermentés près la Bourse de Commerce de Paris, sur le livrable des 3 de novembre pendant le mois d'octobre et sur le disponible pendant les mois de novembre, décembre, janvier, février, mars, avril, mai et juin. La cote mensuelle de janvier étant diminuée de 2 francs, celle de février de 4 francs, celle de mars de 6

francs, celle d'avril de 8 francs, celle de mai de 9 francs, et celle de juin de 10 francs, pour tenir compte des frais d'impôts et autres.

Prix. — Le prix de la tonne de betteraves poids net, à 7°5 de densité, sera payée 75% du cours du sucre défini ci-dessus, tant que celui-ci sera égal ou supérieur à 210 francs.

Pour chaque franc de baisse du cours du sucre au-dessous de 210 francs, le pourcentage de 75% sera diminué de 0,10. Il ne sera jamais inférieur à 70%.

Dixièmes. — Tout dixième de densité au-dessus de 7°5 jusqu'à 8° sera payé à raison de 0 fr. 80 pour cent francs au cours de base défini précédemment. Tout dixième au-dessus de 8°, sans limite, sera payé 1 franc pour cent francs du cours de base.

Si la densité est inférieure à 7°5 tout en restant supérieure ou égale à 7°, tout dixième manquant au-dessous de 7°5 donnera lieu à une réfaction égale à 1 fr.,20 pour cent francs du cours de base.

Au-dessous de 7°, les betteraves pourront être refusées.

Il est expressément entendu qu'un degré de densité devra correspondre à 1,90 pour cent de sucre du poids de la betterave.

Livraison. — Les betteraves seront livrées saines, loyales et marchandes, aux lieux, jours et heures désignés pour la réception. Les opérations de réception seront faites conformément aux prescriptions de la loi du 7 avril 1897 et du décret du 23 juillet 1897.

L'Union des Industries Agricoles, représentant les fabricants de sucre et distillateurs, déterminera ou contrôlera la densité.

Les cultivateurs sont instamment invités à contrôler les opérations de réception.

Sauf cas de force majeure à faire constater par l'acheteur avant les arrachages, le poids de betteraves à provenir d'un hectare sera compris entre vingt-cinq mille et trente-cinq mille kilos.

Pulpes. — Les cultivateurs auront droit à 45% de pulpes du poids de leur livraison de betteraves à 25 francs les mille kilos, au fur et à mesure de leurs livraisons de betteraves, et pour les besoins de leur exploitation seulement.

Tout supplément de pulpe, que la sucrerie ou la distillerie pourra mettre à la disposition des cultivateurs, sera payé à raison de 40 francs pour le pourcentage compris entre 45 et 60%, et 60 francs, pour le pourcentage supérieur à 60%.

Le prix des pulpes s'entend rendu franco gare ou quai.

Graines. — Les cultivateurs s'engagent à prendre dans les dépôts de la sucrerie toute la graine nécessaire à leurs ensemencements au prix de 9 francs le kilo.

Paielements. — Après déduction faite des fournitures de graines, engrais, pulpes et des sommes versées par anticipation, (ces dernières avec intérêts calculés au taux de 6%) les paielements se feront à raison de deux tiers approximatifs à partir du 1^{er} janvier et le solde en fin de marché.

Les cultivateurs qui en feront la demande avant le 10 décembre, pourront recevoir entre le 15 et 25 décembre sans intérêts, une avance de 100 francs par tonne de betteraves, sous déduction des avances déjà faites. Cet acompte sera réglé exclusivement par chèque.

Conditions générales. — 1° Dans le cas où la sucrerie devrait, en adhérant aux décisions de l'Association Syndicale

pour la défense des intérêts économiques sucriers et à l'avis de la Conférence Spéciale représentant les planteurs de betteraves, exporter une partie de sa production, le prix de la tonne de betteraves calculé comme il est indiqué, serait révisé d'un commun accord.

2° Dans le cas où une intervention législative ou administrative modifierait avant le 30 juin 1931 le prix de la betterave tel qu'il ressort des conditions ci-dessus, ces conditions devraient être révisées.

3° Les conditions ci-dessus s'entendent avec les pratiques actuelles de durée de travail en période de fabrication.

4° Un accord établi sur les bases ci-dessus serait annulé de plein droit sans indemnité en cas de mobilisation, incendie, grève ou de tous cas de force majeure.

5° Les avis donnés par affiches, dans les bascules ou lieux de reconnaissance, serviront de lettres recommandées.

6° En cas de contestation sur l'application des conditions ci-dessus, deux experts seraient désignés. Si ces experts ne se mettaient pas d'accord, ils désigneraient un tiers expert ou feraient désigner cette personne par le tribunal.

La décision du tiers expert sera sans appel.

Contrat français pour les Départements du Nord et du Pas-de-Calais (1931)

Cours de base

Le cours du sucre servant de base au règlement sera la moyenne des cotes mensuelles du sucre blanc n° 3 indigène, Paris, établi par les courtiers assermentés près la Bourse de commerce de Paris, sur le livrable des trois de novembre pen-

dant le mois d'octobre, et sur le disponible pendant les mois de novembre, décembre, janvier février, mars, avril, mai et juin, la cote mensuelle de janvier étant diminuée de 2 francs, celle de février de 4 francs, celle de mars de 6 francs, celle d'avril de 8 francs, celle de mai de 9 francs et celle de juin de 10 francs, pour tenir compte des frais d'entrepôts et autres.

Prix

Le prix de la tonne de betteraves, poids net à 8°5 de densité sera payé 84% du cours défini ci-dessus tant que celui-ci sera égal ou supérieur à 210 francs.

Pour chaque franc de baisse du cours du sucre au-dessous de 210 francs, le pourcentage de 84% sera diminué de 0,10%. Il ne sera jamais inférieur à 70%.

Dixièmes

Tout dixième de densité au-dessus de 8°5 sans limite sera payé 1 franc pour cent du cours de base.

Si la densité est inférieure à 8°5 tout en restant égale ou supérieure à 8°, chaque dixième manquant donnera lieu à une réfaction égale à 1,50 % du cours de base. De 8° à 7°5, chaque dixième manquant donnera lieu à une réfaction égale à 2 fr. pour cent du cours de base.

Au-dessous de 7°5 les betteraves seront refusées.

Il est expressément entendu qu'un degré de densité devra correspondre à 1,90 pour cent de sucre du poids de la betterave.

Mélasse

Par fraction entière de 10 fr., de hausse ou de baisse du cours de l'alcool de mélasse fixé par l'Etat sur la base de 880

francs l'hectolitre, prix de 1930 comprenant la prime de 30 francs accordée aux alcools déclarés, le prix de la tonne de betteraves sera augmenté ou diminué de 1 franc.

Livraison

Les betteraves seront livrées, saines loyales, marchandes et sans mélange, aux lieux, jours et heures désignés pour la réception.

Les opérations de réception seront faites conformément à la loi du 7 avril 1897 et du décret du 23 juillet 1897.

L'Union des Industries Agricoles, représentant les fabricants de sucre et distillateurs, déterminera ou contrôlera la densité.

Les cultivateurs sont instamment invités à contrôler les opérations de réception.

Pulpes

Les cultivateurs recevront 45 % de pulpes du poids de leurs livraisons de betteraves, à vingt-cinq francs les mille kilos, au fur et à mesure de leurs livraisons de betteraves et pour les besoins de leurs exploitations seulement.

Tout supplément de pulpes que la sucrerie ou la distillerie pourra mettre à la disposition des cultivateurs, sera payé à raison de 40 fr. pour le pourcentage compris entre 45 et 60 % et 60 fr. pour le pourcentage supérieur à 60 %.

Le prix des pulpes s'entend rendu franco gare ou quai.

En cas de retard dans l'enlèvement des 45%, la sucrerie ou la distillerie disposera de la pulpe ou s'en déssaisira aux frais du fournisseur défaillant.

Graines

Les cultivateurs s'engagent à prendre dans les dépôts de la

sucrerie ou de la distillerie toute la graine nécessaire à leurs ensemencements, au prix de sept francs cinquante le kilo, à raison d'un minimum de 18 kilos à l'hectare.

Les betteraves plantées avec des graines autres que celles fournies par la sucrerie ou la distillerie ne seront pas acceptées.

Les fabricants de sucre et distillateurs communiqueront aux planteurs la liste des variétés de graines françaises et étrangères tenues à leur disposition et parmi lesquelles les agriculteurs auront la faculté d'effectuer leur choix.

Paiements

Après déduction faite des fournitures de graines, engrais, pulpes et des sommes versées par anticipation, (ces dernières avec intérêts calculés au taux de 6%), les paiements se feront à raison de deux tiers approximatifs à partir du 1^{er} janvier. et le solde en fin du marché.

Les cultivateurs qui en feront la demande écrite avant le 10 décembre pourront recevoir entre le 15 et le 25 décembre, sans intérêts, sous déduction des avances et fournitures déjà faites, l'avance d'une somme qui ne pourra en aucun cas dépasser la moitié du prix de la betterave, tel qu'il résultera de l'application du présent marché au 15 décembre.

Cet acompte sera réglé exclusivement par chèque.

Conditions générales

Les conditions générales ci-dessus s'entendent avec les pratiques actuelles de durée de travail en période de fabrication.

Un accord établi sur les bases ci-dessus serait annulé de plein droit, sans indemnité en cas de mobilisation, incendie, grève ou tout cas de force majeure.

Les avis donnés par affiches dans les bascules ou lieux de reconnaissances serviront de lettres recommandées.

En cas de contestations sur l'application des conditions ci-dessus, deux experts seraient désignés.

Si ces experts ne se mettent pas d'accord, ils désigneraient un tiers expert ou le feraient désigner par le Tribunal.

Clauses d'exportation et de contingentement

Dans le cas où conformément aux décisions de l'Association Syndicale assistée de la Conférence Spéciale représentant les Planteurs de betteraves, l'exportation d'une partie de la production sucrière de l'usine serait rendue obligatoire, les frais de l'exportation de l'usine fixés forfaitairement par le Bureau de l'Association et la Conférence Spéciale, seront répartis à raison de 60 % pour les planteurs excédentaires et 40 % pour les fabricants de sucre.

La participation des planteurs ainsi fixée, divisée par le nombre de tonnes de betteraves produites en excédent au-dessus du contingentement fixé à chaque planteur excédentaire, donnera le nombre de la retenue à effectuer par tonne excédentaire. En aucun cas, cette retenue ne pourra dépasser, par tonne de betteraves excédentaires $N \times 1,20 \times 0,60$ (N représentant le montant forfaitaire des frais d'exportation par sac de sucre (1 tonne de betteraves = 120 kilos de sucre) (1).

Le poids net de betteraves acheté à chaque cultivateur lui sera fixé exactement par chaque fabricant de sucre suivant les modalités prévues dans le contingentement.

Au delà de ce poids, le cultivateur pourra livrer un supplément équivalant à 5 % du poids vendu, mais si la fourni-

(1) Cette réduction ne pourra dépasser, avec le droit de douane actuel, 124 fr. à la tonne de betteraves excédentaire.

ture de ces 5% de betteraves excédentaires comporte pour le fabricant de sucre l'obligation d'exporter une partie de sa production, le prix de ce supplément de betteraves sera réduit conformément à l'accord relatif à l'exportation.

Au delà du tonnage acheté, majoré des 5 % ci-dessus, les betteraves pourront être refusées ou faire l'objet d'un accord spécial entre planteurs et fabricants.

Toutefois, cette clause ne sera pas applicable, si le fabricant de sucre n'est pas contraint à une exportation. S'il est excédentaire, elle ne pourra jouer qu'au prorata de l'excédent exportable constaté.

Les sommes retenues par les fabricants de sucre aux cultivateurs excédentaires seront versées dans une caisse spéciale gérée par le Bureau de l'Association Syndicale, sous le contrôle de la Conférence Spéciale et éventuellement après apurement des comptes, des ristournes pourront être faites au prorata des versements.

Caisse de propagande

Une somme de 0,20 par tonne de betteraves livrée sera retenue par chaque industriel à ses planteurs et versée à l'Association Syndicale. Ces sommes seront portées dans un compte qui sera géré par le Bureau de l'Association Syndicale assisté de la Conférence Spéciale. Elles ne pourront être utilisées qu'à la propagande pour le développement de la consommation du sucre et de l'alcool et pour les frais de Secrétariat de la Conférence Spéciale.

Les fabricants de sucre et distillateurs, d'autre part, verseront à la même caisse une somme de 0,20 par sac de sucre et de 0,30 par hectolitre d'alcool, affectée à la même destination.

Ce contrat nous a été communiqué par la Confédération des Planteurs de Betteraves de France, 5, rue Tronchet. — Paris (8°).

Nous venons de voir les contrats de betteraves avant et après la conclusion des accords qui nous occupent.

Il reste à voir si ces accords ne peuvent pas avoir d'autres conséquences et plus importantes pour la culture.

CHAPITRE IX

Les répercussions possibles de l'accord syndical sur l'organisation professionnelle dans l'agriculture

Il nous paraît que l'organisation sucrière peut entraîner de très intéressantes conséquences au point de vue de l'organisation agricole. Les planteurs de betteraves sont nécessairement aussi des planteurs de céréales, en raison de l'assolement.

Même si, à son début, l'organisation sucrière a été subie par eux plutôt qu'acceptée, maintenant les planteurs ont avec leur expérience déjà longue, la conscience des bienfaits de l'organisation professionnelle.

Ce précédent peut être pour eux un enseignement.

Ce seront peut-être un jour les agriculteurs qui prendront les devants et imposeront leurs conditions à l'industrie formatrice de leurs produits.

(Aux minotiers par exemple, malgré leur puissance).

Mais leur expérience ajoutée à la connaissance de leur puissance électorale, et donc de leur puissance tout court (1), permettra sans doute aux agriculteurs de modifier leurs conditions de vie.

On peut penser, par exemple, qu'une solide organisation professionnelle agricole aurait pu permettre aux lois sur le prix minimum du blé de subsister.

(1) Même si le régime politique se modifiait, tout gouvernement quelle que soit sa forme étant nécessairement, au moins dans un pays à civilisation avancée, un gouvernement d'opinion.

Nous ne citons ces textes que comme un exemple. On ne peut prévoir toutes les répercussions de la révélation aux agriculteurs de la solidarité de leurs intérêts, de « leur conscience de classe » — pour emprunter à la terminologie marxiste un terme que nous n'utilisons qu'avec de nombreuses réserves (2) — de leur puissance.

Le nombre des possibles est illimité ; aussi bien il est permis de penser que si les agriculteurs, sentant de façon vivante et intime la solidarité de leurs intérêts, s'habituent à une discipline collective et en apprécient les bienfaits, il pourra en résulter d'intéressantes conséquences pour l'organisation et la vie sociales et pour l'observateur curieux de les analyser.

(2) Nous pouvons indiquer, à titre de décharge, que ces derniers mois ce sont précisément les hommes les plus résolus à s'opposer, même par la violence, à la réalisation des thèses collectivistes qui ont fait la meilleure propagande pour le développement de cette conscience de classe, certains allant même jusqu'à vouloir organiser l'agriculture en un vaste parti politique.

CHAPITRE X

Nature juridique du privilège d'exploitation des planteurs

On peut poser en principe que les planteurs actuels ont sinon un monopole de culture, du moins un monopole de vente qui constitue un droit de nature assez singulière.

Il faut, en effet, distinguer : le droit portant sur la terre et le droit de vendre les betteraves que cette terre est susceptible de produire. Sans doute, il est loisible à quiconque de planter de la betterave à sucre, mais non pas d'en trouver l'emploi.

Si un jour ce privilège de vente doit être supprimé après avoir duré longtemps, ceux qui en jouissent se croiront peut-être frustrés d'un droit, et des conflits sérieux pourront en résulter.

Mais c'est déjà, même s'il ne devait pas durer, un droit singulier à analyser.

Les cultures autres que la betterave et susceptibles de fournir de l'alcool donnent des exemples analogues à celui qui nous occupe.

Il est nécessaire de distinguer le droit de propriété habituel sur la terre, du droit d'exploiter la culture.

En principe, « le contingent suit la terre », c'est-à-dire que l'usine n'achète pas à tel ou tel, mais au propriétaire de telle terre.

Le droit de propriété sur la terre et le privilège exclusif de

vendre le produit ne peuvent cependant se confondre. L'un est décrit et déterminé par les articles 544 et suivants du Code Civil, l'autre découle des décrets-lois. (Notons ici que des agriculteurs ont vendu leur contingent de livraison à la sucrerie pour une année. Les sucreries n'acceptent pas volontiers ces opérations ; en effet, l'acheteur du contingent pour une année peut se croire autorisé chaque année à fournir ce contingent acquis par lui. Toutefois, et bien que rares, ces opérations se sont pratiquées).

Isolé du droit de propriété portant sur la terre, le droit accordé aux agriculteurs, insusceptible de s'analyser en un droit exclusif de plantation, apparaît comme un droit exclusif de vendre la récolte, ou du moins le contingent de récolte autorisé.

Avant les décrets-lois et depuis la création de l'Association Syndicale, il y avait bien impossibilité de fait pour un cultivateur nouvellement établi, et non acheteur d'un contingent ou « d'une terre à contingent », de vendre sa récolte (sauf aux usines non adhérentes, actuellement existantes ou susceptibles de se créer).

Aujourd'hui, il y a exclusion de droit ; et donc privilège de droit pour les anciens planteurs.

Pour rendre l'analyse plus aisée, il est préférable de distinguer les deux faces de ce droit à caractère mixte.

A l'égard des tiers, c'est un privilège octroyé par les pouvoirs publics, et dépend donc du droit administratif ; s'il y avait litige à cet égard, le tribunal compétent serait un organisme de droit public.

En effet, la commission dite Commission Poulle, devant laquelle serait portée le litige, ne rend pas de décision ayant force exécutoire. Si les parties en présence ne se soumettent pas à ce qui n'est qu'un arbitrage, la décision rendue doit être approuvée par arrêté du Ministre de l'Agriculture.

Or, il est toujours possible de déférer un arrêté ministériel au Conseil d'Etat, qui est bien un tribunal de l'ordre administratif, et les litiges qui sont soumis à cette juridiction sont bien de droit public.

D'autre part, une autorisation administrative est nécessaire pour trouver un débouché au planteur nouveau.

A l'égard de l'usine utilisatrice, ce droit, né d'un contrat, confirmé par la loi, est de droit privé.

A ce point de vue, le droit d'exploitation est nécessairement un droit immobilier. Le résultat absurde de la thèse contraire suffit à la condamner. Droit mobilier, le privilège d'exploitation tomberait en communauté, alors que la terre elle-même resterait propre (1).

C'est un droit immobilier par l'objet auquel il s'applique.

L'article 526 du Code Civil qui concerne cette catégorie de droits, n'est qu'un texte énonciatif. Il existe d'autres droits immobiliers par l'objet, que ceux énumérés par cet article (antichrèse, article 2092 Code Civil, hypothèque, article 2114 — à l'exception de l'hypothèque portant sur les navires et bateaux, — emphytéose, loi du 25 juin 1902).

D'ailleurs, on pourrait soutenir que le droit de propriété portant sur des immeubles est droit immobilier par l'objet sur lequel il porte, et que si la loi n'en a pas décidé ainsi, c'est par confusion du droit avec la chose corporelle qui en est l'objet et que c'est ainsi que le droit lui-même est considéré comme immeuble par nature ou par destination.

Ici, où la confusion n'est pas possible, on est conduit à consi-

(1) Si l'on objectait qu'il apparaît difficile d'hypothéquer ce droit sans hypothéquer la terre on peut répondre :

1° La chose n'apparaît pas comme réellement impossible.

2° Et surtout nous rappelons qu'il s'agit ici d'un droit immobilier à raison de son objet. On peut donc très bien admettre que le droit de livrer un contingent donné de betteraves, bien que *distinct du droit de propriété* portant sur la terre qui produit ce contingent, ne puisse pas cependant s'hypothéquer *sans la terre* qui le produit.

dérer « le privilège de livraison » comme immobilier en raison de l'objet sur lequel il porte : une culture.

Ce droit est-il réel ou personnel ?

Il n'y a de droits réels que ceux qui sont déclarés tels par la loi. Or, il ne s'agit pas d'un droit de propriété, de servitude, d'hypothèque, d'usufruit ou d'emphytéose.

On serait donc amené à dire qu'il s'agit ici d'un droit personnel immobilier.

Et d'ailleurs, à qui est-il opposable ? A la seule usine utilisatrice de la betterave. C'est une véritable *créance de livraison*, dont le contenu est chaque année variable, que le planteur a à l'encontre de l'industriel.

On peut ainsi penser que ce privilège d'exploitation s'analyse, malgré la rareté des droits qui figurent dans cette catégorie, en un droit personnel immobilier. Répétons cependant que c'est un droit de nature mixte, à la fois public et privé : un texte qui en fixerait la nature juridique présenterait une utilité et un intérêt certains.

Du point de vue des industriels, on pourrait, semble-t-il, penser qu'ils ont un droit de créance à l'encontre de leurs planteurs aux fins d'obtenir livraison du contingent de betteraves qui leur est nécessaire pour produire leur contingent de sucre.

On observerait que le droit serait ici mobilier par l'objet sur lequel il porte : une exploitation industrielle et commerciale. Et l'on pourrait dire ensuite que si les agriculteurs ont le droit (droit d'origine contractuelle d'ailleurs, que la loi n'a fait que confirmer) de fournir tout leur contingent autorisé à l'industriel, il serait logique de conclure, bien que cela ne soit pas expressément stipulé dans les contrats de betteraves dont nous avons donné plus haut la teneur, que c'est aussi une obligation pour eux.

La carence de ses planteurs pourrait léser l'industriel. Si les agriculteurs ont le droit de vendre tout leur contingent autorisé, les industriels ont le droit de produire tout leur contingent autorisé.

Si, du fait de ses planteurs, un industriel ne pouvait le faire, il tiendrait dans notre hypothèse du contrat qui le lie avec ses planteurs une action à l'encontre de ceux-ci et qui serait personnelle et mobilière.

Et cependant cette théorie n'est admise par aucun des intéressés.

Les fabricants de sucre (1) reconnaissent que les planteurs ont bien le droit de leur livrer les betteraves produites dans les limites du contingent, mais ne considèrent pas qu'ils ont une action à l'encontre de ceux-ci pour obtenir livraison de ce contingent.

Il faut reconnaître que les contrats de betteraves, ainsi que les accords intersyndicaux entre l'Association Syndicale, d'une part, et la Confédération Générale des Planteurs de betteraves, d'autre part, ne parlent que d'une garantie d'achat au bénéfice des planteurs.

Mais les sucriers et les betteraviers diffèrent d'avis en ce qui concerne les conséquences de la carence d'un planteur.

Les sucriers estiment que si ce cas se produisait, le planteur perdrait son droit au contingent annuel ; ceci constitue bien une sanction. Or, comme seuls les droits peuvent être sanctionnés, si l'on admettait cette théorie, on supposerait, comme nous le disions plus haut, que les fabricants de sucre ont une créance à l'encontre des planteurs pour obtenir livraison du contingent. La sanction seule diffère de celle que nous indiquions : perte du droit du planteur, au lieu d'une action ordinaire en dommages et intérêts.

(1) Nous ne prétendons pas ici que la théorie exposée est commune à tous les sucriers, mais elle nous a été exposée par quelques-uns.

Les betteraviers, au contraire, affirment qu'aucune sanction ne saurait être prise.

En fait, nous l'avons déjà dit, lorsqu'il y a défaillance d'un planteur, c'est qu'il a, de l'agrément de l'usine, cédé son contingent de production pour une année à un autre planteur.

La question n'est donc point résolue ; il est permis de penser, si l'on considère la tendance de la jurisprudence des commissions chargées de statuer sur les différends, que la question serait, le cas échéant, résolue en un sens favorable à la culture. Nous ne voyons pas d'ailleurs quelle clause pénale les fabricants de sucre pourraient invoquer à l'appui de l'opinion soutenue par certains d'entre eux.

Disons toutefois que l'intérêt de la question n'est que théorique ; hormis en effet le cas de force majeure qui libérerait le planteur (articles 1147-1148 du Code Civil), cette hypothèse ne peut pas pratiquement se produire.

CHAPITRE XI

Les litiges entre agriculteurs et industriels

Si la procédure organisée pour résoudre les conflits susceptibles de naître entre l'Association Syndicale et ses adhérents n'a pas eu à fonctionner, il n'en a pas été de même pour celle destinée à résoudre les litiges pouvant exister entre planteurs et fabricants de sucre.

On a vu que, dans les deux cas, un arbitrage était prévu.

En notre espèce, il a, jusqu'à présent, donné satisfaction aux intéressés.

Soulignons la possibilité intéressante d'instituer un double degré de juridiction, destiné à décentraliser l'organisation arbitrale et à concilier plutôt qu'à arbitrer.

Les litiges, dans la presque totalité des cas, concernent le coefficient attribué à chaque planteur.

On sait que le calcul de ce coefficient peut être opéré de deux façons :

Soit par le calcul de la moyenne de livraison de chaque planteur à la sucrerie pour les trois années choisies par elle pour la détermination de son propre coefficient ;

Soit par accords conclus pour une région ou pour une usine seulement entre la ou les usines intéressées et les planteurs de cette ou de ces usines.

Nous n'avons pas connaissance de tels accords. Ainsi, le plus fréquemment du moins, les années de base de l'usine

servent automatiquement à déterminer le coefficient des planteurs.

Ceci a entraîné divers conflits. Il faut rappeler qu'il existe également un contingentement de l'alcool de betteraves et que le coefficient de production de chaque distillerie et de ses planteurs se trouve déterminé par la moyenne produite pendant les trois meilleures années de la distillerie parmi les campagnes 1927-1928 à 1932-1933 (Code des Contributions Indirectes, article 3).

Il est alors arrivé que des planteurs ont fourni la totalité de leur production à une distillerie, lors d'années non retenues par elle pour la détermination de son coefficient, et la totalité de leur production à une sucrerie lors d'années non retenues pour la détermination de son coefficient, de telle sorte qu'ils n'ont livré à la sucrerie aucune des années de base, et de même pour la distillerie. Ils se sont ainsi trouvés exclus du droit au contingent et à la sucrerie et à la distillerie.

Cette situation mérite évidemment intérêt et le principe ne doit pas être appliqué trop brutalement.

C'est ce que permet d'ailleurs l'article 2 des accords inter-syndicaux de 1934 dans ses alinéas 5 et suivants.

Il nous a été dit qu'en fait, lorsqu'il s'est agi de planteurs totalement exclus, il a été procédé à des aménagements.

Mais il est arrivé aussi que des planteurs ont fourni à la sucrerie une seule des années retenues par elle pour la détermination de son contingent, et pour une faible partie de leur production ; ils ont bien ainsi obtenu un contingentement, mais très faible.

Et ici, il nous a été dit que certains fabricants de sucre n'admettaient pas volontiers des aménagements ; ils les considéraient comme susceptibles de soulever par contre-coup des

réclamations d'autres planteurs (ce qui, à vrai dire, s'expliquerait mal, les accords étant conclus avec tous les planteurs) ; ce qui est certain, c'est que, quelle qu'en soit la raison, les industriels considèrent ces contrats collectifs avec défaveur. (Les industriels, ou du moins certains d'entre eux, nous exposaient que le texte des accords intersyndicaux était ainsi conçu : « D'autres formules... *pourront...* » et qu'ainsi ils avaient la faculté d'accepter ou non la conclusion de tels contrats, sans avoir à motiver leur décision) (1).

Ajoutons que certains fabricants de sucre paraissent craindre que la révision du coefficient attribué à leur planteurs ait une répercussion sur le calcul du leur propre, ou même que l'organisation syndicale elle-même soit mise en jeu.

Si ces craintes existent réellement, ce qu'il n'est pas possible d'affirmer, on peut dire qu'elles paraissent vaines, car il ne s'agirait nullement, en cas de révision, de garantir un minimum d'achat, mais seulement de déterminer un coefficient d'après d'autres bases que celles en vigueur.

Il ne faudrait pas croire toutefois que les litiges sont vraiment graves et de nature à mettre en jeu l'avenir même de l'Association Syndicale.

Il faut insister au contraire sur le fait que les fabricants de sucre et les planteurs ont montré que la solidarité des diverses catégories intéressées à la production pouvait se matérialiser en une organisation volontaire.

Certes, cette organisation mériterait de longs développements descriptifs qui souligneraient son originalité, et nous avons conscience des défauts de ce qui n'est, nous le répétons, qu'un très modeste essai. Notre ambition ayant été seulement

(1) C'est ainsi que certains industriels, liés pour une partie de leurs usines par le contrat du Nord, se refusent à accorder les mêmes conditions à ceux de leurs planteurs fournissant leurs usines situées hors de la région.

de mieux faire connaître l'Association Syndicale et souligner quelques-uns des problèmes qu'elle soulève.

Il faut réaffirmer le caractère contractuel et volontaire qu'elle revêt, caractère qui lui permet, dans sa sphère, de mieux assurer la paix sociale.

Si, en effet, il y a eu et s'il y a des conflits (ce qui est naturel dans toute société humaine), il n'en est pas moins vrai que l'Association vit, prospère, se développe.

Les litiges sont d'ailleurs, on le sait, soumis à une juridiction arbitrale, dans laquelle les intérêts en jeu sont également représentés. Et l'existence même de cette juridiction arbitrale démontre qu'il n'y a pas eu accord imposé, « diktat » avons-nous dit, mais organisation librement consentie par chacune des parties en cause.

On peut désirer que la puissance publique n'intervienne qu'exceptionnellement en vue d'assurer la solution des conflits

A notre sens, le compromis qui intervient entre les intéressés, du moment qu'il n'y a pas trop grande inégalité entre eux, est préférable à la décision prise par une autorité extérieure.

Il vaut mieux consentir, que subir.

Sans doute, si la justice ne peut s'établir par accord entre les intéressés, il est nécessaire que la puissance publique intervienne pour l'établir et redresser les erreurs commises.

Mais si la justice ne s'établit, de la volonté ou du consentement de ceux qui s'obligent, que plus lentement, c'est aussi plus profondément et de façon plus stable que lorsqu'elle est imposée.

CHAPITRE XII

L'Association Syndicale et les autres intérêts en présence

Section I. — LES SALARIÉS

A. — Les Salariaés agricoles

Il ne nous a pas été possible de nous procurer des chiffres indicatifs relativement aux salaires payés antérieurement à la fondation de l'Association Syndicale aux salariaés agricoles.

Il nous a été affirmé cependant que la fondation de cet organisme n'avait eu aucune influence à ce sujet.

Cette affirmation peut paraître exacte si l'on se réfère aux chiffres payés en 1933 en France et dans les pays européens de production.

Nous avons extrait les renseignements qui suivent du rapport présenté par le Docteur Rasmussen, délégué des planteurs de betteraves suédois, au Congrès international des Betteraviers européens, tenu à Budapest les 12 et 13 juin 1934. Notons qu'en ce qui concerne la betterave, le travail agricole, à l'exception de l'Allemagne, est généralement payé à la tâche.

Païement par hectare

Autriche 243 Frs

(Les ouvriers autrichiens bénéficient, en outre,
d'une rétribution en nature).

Belgique	515 »
France	750 »
Hongrie	750 »
Roumanie	350 »
Suède	910 »
Tchécoslovaquie	545 »

Converti en moyenne journalière, le salaire payé en France correspond assez sensiblement à 25 francs par jour. Il n'est pas possible de le préciser de façon exacte, le temps total consacré à la culture d'un hectare variant considérablement suivant les régions ; le salaire, en certains cas, peut atteindre et dépasser 30 francs.

Il existe en outre un système de primes qui complique le problème.

Le salaire à la tâche est fondé sur un rendement minimum à l'hectare ; indiquons qu'en Suède il est exigé 76.000 plantes à l'hectare, en Belgique 62.500, en France 50.000.

Si le rendement est supérieur, il est payé à l'ouvrier suédois 4 francs par millier de plantes supplémentaires jusqu'à concurrence de 92.000 plantes à l'hectare ; au delà, il est établi au contraire un système de déduction progressif afin d'éviter les excédents ; il est payé à l'ouvrier belge une prime de 10 fr. pour 2.600 plantes supplémentaires, jusqu'à un maximum de 82.750 plantes ; à l'ouvrier français une prime de 5 % pour un excédent allant de 10.000 à 15.000 plantes et 15 % pour un nombre de plantes supérieur à 65.000 à l'hectare. Si l'on compare maintenant les chiffres qui suivent et qui donnent le salaire journalier moyen des ouvriers agricoles français non spécialisés au salaire français moyen de 25 francs que nous avons indiqué, il apparaît que la fondation de l'Association Syndicale semble n'avoir eu aucun effet relativement aux salaires payés aux travailleurs agricoles :

*Salaire journalier moyen des ouvriers non spécialisés
en 1934*

	Hommes	Femmes
Allemagne du Sud	19 Frs	11 90
Autriche	10 »	7 20
Belgique	14 20	10 »
France	de 15 à 27 Frs	de 10 à 18 Frs
Hongrie	9 50	7 90
Roumanie	4 50	3 10
Suède	15 80	11 05

B. — Les Salariés de l'industrie

Les industriels nous ont affirmé qu'en ce qui les concernait, leur effort corporatif n'avait eu aucun effet sur les salaires payés à leurs ouvriers et que, pour eux, le salaire restait fixé par la loi de l'offre et de la demande, théorie des salaires qu'ils admettent le plus communément.

Nous avons simplement recherché la moyenne journalière des salaires payés aux salariés de l'industrie antérieurement et postérieurement à la fondation de l'Association Syndicale ; certes, nous ne devons pas nous dissimuler que d'autres facteurs pouvaient jouer et qu'il n'aurait fallu interpréter les chiffres qu'avec prudence ; et notamment, la crise pouvait en certain sens justifier une baisse des salaires (l'effort accompli a bien empêché l'effondrement des cours du sucre, mais non pas la baisse continue, lente et progressive).

Nous avons d'ailleurs à dessein choisi l'année 1934 ; bien que la moyenne des cours du sucre ait été déjà inférieure à celle de l'année 1930, dernière année libre, la différence n'était

pas assez sensible pour justifier une baisse correspondante des salaires et, déjà, la fondation de l'Association était assez ancienne pour avoir pu faire sentir son effet, le cas échéant.

Or, nous constatons qu'à cette date, il y avait non pas baisse des salaires, mais bien hausse; on peut donc considérer comme exacte l'affirmation des industriels assurant que leur organisation n'avait pas eu d'effet sur les salaires de leurs ouvriers.

Ces renseignements sont extraits de l'annuaire statistique de la Présidence du Conseil, années 1930 et 1934.

Salaires journaliers moyens (en francs et en centimes)

	Hommes		Femmes		Enfants	
	Campagne		Campagne		Campagne	
	1929-30	1933-34	1929-30	1933-34	1929-30	1933-34
Aisne	31,65	35,92	17,37	19,00	13,81	16,75
Ardennes	32,85	35,08	15,72	21,27	16,00	14,50
Nord	33,58	35,75	16,90	18,37	16,10	16,60
Oise	32,67	30,00	19,16	17,00	17,18	15,50
Pas-de-Calais ...	29,52	30,92	16,44	15,34	13,90	15,48
Seine-et-Marne ..	32,54	37,50	21,64	25,00	18,41	15,00
Seine-et-Oise	35,00	32,32	22,43	15,44		8,00
Somme	31,51	32,68	18,77	19,06	18,26	16,41
Autres dép.....	30,78	32,57	16,93	17,74	18,70	18,08
Moyenne	31,83	33,66	18,29	19,01	17,05	15,71(1)

Nous pouvons donc admettre que la fondation de l'Association Syndicale n'a eu aucun effet sur la moyenne des salaires payés. La moyenne seule, car il est évident qu'une restriction de la production comporte, *toutes choses égales* d'ailleurs, une diminution de la masse globale des salaires payés.

(1) Noter que l'abaissement de cette moyenne provient de ce que compte le département de Seine-et-Oise, non compris dans la campagne 1929-1930.

Si l'on se pose le pourquoi de la hausse légère constatée au tableau ci-dessus, il nous paraît que la raison en est, étant entendu que la demande du travail a baissé dans une proportion plus considérable que l'offre.

C'est le départ de nombreux ouvriers étrangers qui doit être considéré, à notre sens, comme la cause principale de cette hausse des salaires.

On ne doit pas en tous cas la rechercher dans une augmentation consentie volontairement par les industriels en vue de faire bénéficier leurs salariés du maintien du profit.

Ils pensent généralement que leur organisation a eu pour effet de maintenir les sucreries existantes et, par suite, de préserver les salariés du fléau le plus terrible qui soit pour eux, le chômage ; qu'ainsi donc l'Association Syndicale a été particulièrement bienfaisante pour les travailleurs ; il faut reconnaître qu'à cet égard, le raisonnement paraît juste

C. — *L'Association Syndicale et le Syndicalisme ouvrier*

Ici, nous pouvons répondre encore que le syndicalisme patronal n'a eu aucune répercussion sur un syndicalisme ouvrier inexistant d'ailleurs.

L'on sait, d'une part, qu'il n'existe pour ainsi dire pas de travailleurs agricoles syndiqués. Et à cet égard, il faudrait des phénomènes autres qu'une organisation corporative des fabricants de sucre et producteurs de la matière première ou la fondation d'organisations analogues, pour qu'un syndicalisme ouvrier dans l'agriculture apparaisse et se développe sensiblement.

On peut dire tout d'abord qu'il existe peu de Français qui soient exclusivement salariés agricoles.

Et si un tel mouvement se produisait, on ne pourrait tolérer

une organisation syndicale puissante composée presque exclusivement d'étrangers.

Et cela à plus forte raison si l'on pense que les syndicats peuvent devenir des organismes de droit public, dépositaires d'une fraction, si infime soit-elle, de la puissance publique.

Même si cette hypothèse ne se réalisait pas, dans l'état actuel des choses, on a vu des syndicats ou des unions de syndicats, usurper ou tenter d'usurper une partie de la puissance publique.

Dans ces conditions, bien que ce soit regrettable dans l'intérêt des salariés agricoles, on peut conclure que, d'une façon générale, le développement d'un mouvement syndical qui comprendrait peut-être une grosse majorité d'éléments étrangers n'apparaît pas comme très désirable ; il nécessiterait, le cas échéant, une surveillance et un contrôle attentifs de la puissance publique.

D'autre part, le salarié agricole est rarement sédentaire. Or, les conditions de vie varient davantage suivant les provinces, que d'une ville industrielle à une autre ville industrielle.

Le syndicalisme (1) ne peut se développer que s'il existe une conscience nette et profonde des besoins précis de la corporation à laquelle on appartient.

Le nomadisme est contraire pratiquement et psychologiquement aussi à cette prise de conscience.

Ces deux faits matériels : rareté des Français exclusivement salariés agricoles, nomadisme de ceux qui le sont, joints à de nombreuses considérations psychologiques (2) que nous n'en-

(1) Nous laissons de côté ici le syndicalisme présentant un caractère exclusivement politique.

(2) Il y a par exemple le fait si répété qu'il est devenu lien commun que le Français est trop individualiste pour se plier à une discipline syndicale (observons qu'à cet égard la vie à la campagne française favorise cet individualisme alors que la vie d'usine, par le véritable esclavage qu'elle impose, habitue plus facilement les esprits à une discipline qui apparaît d'ailleurs souvent comme la plus puissante sauvegarde de la liberté).

visagerons pas ici, rendent difficile la réalisation du syndicalisme dans la culture.

En ce qui concerne l'industrie, un autre fait empêche également le syndicalisme ouvrier : il s'agit d'un travail saisonnier à durée très limitée : 90 jours par an environ. Les travailleurs ne sont pas pour la plupart exclusivement employés dans les sucreries.

Très souvent aussi ce sont des ouvriers étrangers qui viennent faire la saison.

Ces conditions sont très défavorables à la naissance et au développement d'un syndicalisme ouvrier.

Nous pouvons dire ici que les dirigeants de l'Association Syndicale étaient très nettement hostiles aux modifications apportées par la Chambre au projet Flandin-Marchandeau sur les ententes industrielles, tendant à instituer une représentation officielle des intérêts ouvriers.

Ils déclaraient craindre en effet, et cette crainte paraît n'être pas chimérique, la création de syndicats fictifs.

Nous entendons par là une association politique, camouflée en syndicat professionnel, et qui, bien que ne groupant qu'un nombre très restreint de salariés, aurait représenté officiellement, au regard des pouvoirs publics, l'ensemble des intérêts ouvriers. Il est hors de doute que cette observation aurait mérité d'être prise en considération et qu'un texte réglerait utilement la question, le cas échéant.

Dans l'ensemble, et en résumé donc, l'Association Syndicale est restée sans effet sur le syndicalisme ouvrier aussi bien que sur les salaires.

Section II. — LES CONSOMMATEURS

Il est probable qu'à défaut d'organisation sucrière, la ruine de l'industrie aurait d'abord entraîné une baisse considérable

du prix de vente du sucre fabriqué en France. D'autre part, la faillite de nombreuses sucreries aurait été susceptible d'entraîner des conséquences diamétralement opposées.

Tout d'abord, il aurait dû être remédié à la carence des fournisseurs nationaux par l'importation.

Dans ce cas, si l'on admet que les droits de douane actuels sont des droits protecteurs et non des droits fiscaux, la protection n'ayant plus lieu de jouer, les droits auraient dû être abaissés ; le consommateur, en raison du bas prix des cours mondiaux, aurait bénéficié de prix plus bas. Cet avantage aurait été payé très cher par le bouleversement de l'économie nationale ; n'oublions pas que la betterave était restée, du fait des accords, l'une des rares cultures bénéficiaires.

Mais il est probable que la consommation n'aurait même pas bénéficié de cet avantage. N'oublions pas, en effet, que le sucre produit en France paie à l'Etat 104 francs par 100 kilos. Ce droit est bien un droit fiscal et l'on peut logiquement penser que les droits de douane n'auraient pas été abaissés au-dessous de ce taux qui représente le taux fiscal du droit, le surplus pouvant être considéré comme taux protecteur. Mais la ruine de l'industrie et de la culture aurait entraîné pour le Trésor des pertes considérables, notamment en impôts sur le revenu, sur la patente, sur les salaires, sur les transports même, puisqu'en cas d'importation il n'y a qu'un transport, celui du produit fabriqué, alors qu'en cas de fabrication sur le sol national il y a le transport de la matière brute et du produit.

Dans ces conditions, il n'est pas hasardé de dire que l'Etat aurait dû, pour compenser ces pertes, élever le taux des droits de douane, non pas dans un but protecteur, mais bien dans un but fiscal, et qu'en conséquence le consommateur n'aurait retiré aucun bénéfice de l'opération.

On peut encore formuler une autre hypothèse : l'Etat in-

tervient avant que la situation ne s'aggrave par trop ; il a deux moyens seulement :

1° ou contingenter d'autorité la production intérieure et, du point de vue du consommateur, la situation est la même que si les mesures restrictives de la production sont l'œuvre des intéressés eux-mêmes ;

2° ou augmenter le taux protecteur du droit de douane. En ce cas, le consommateur est directement frappé.

La conséquence de ce procédé aurait été l'écoulement par exportation de l'excédent qui n'aurait pas été évité ; les pertes de l'exportation étant couvertes par les hauts prix obtenus sur le marché intérieur à l'abri des droits de douane. Nous n'insistons pas sur cette hypothèse à laquelle il a déjà été fait allusion.

On peut dire qu'en théorie donc, le consommateur n'a pas eu à se plaindre des effets de l'Association Syndicale. Cette assertion se trouve confirmée par les cours de la marchandise.

Voici, en effet, la courbe des cours du sucre :

Moyenne 1926.....	353 fr. % kgs
1930.....	256 fr. % kgs
Janvier 1934.....	227 50 % kgs
Décemb. 1934.....	185 50 % kgs
3 février 1936.....	168 50 % kgs

On peut donc affirmer que l'Association Syndicale, en normalisant la baisse pour permettre à l'industrie de s'adapter aux nouvelles conditions de vente (un prix de revient ne se comprime que progressivement) n'a pas nui aux intérêts du consommateur.

Nota. — Disons ici, à titre documentaire, que le léger relèvement des cours du blé permet cette baisse qui a pour conséquence la baisse du prix d'achat de la betterave.

Le blé et la betterave sont en effet des produits complémen-

taires à cause de l'assolement, et le cultivateur compte ce que la terre lui rapporte dans l'ensemble.

Les opérations de comptabilité, trop compliquées pour être tenues en détails, se résument en ceci : combien a coûté à produire en engrais, semences, salaires, impôts, etc., la récolte totale de la ferme ?

Combien le propriétaire a-t-il touché pour tout ce qu'il a vendu ?

Nous avons dit déjà qu'en 1931 la betterave était un de ces rares produits bénéficiaires ; le blé était en même temps, comme les autres céréales, une production qui coûtait plus que ce qu'elle ne rapportait ; le cultivateur devait rattraper sur la betterave la perte effectuée sur les céréales.

Aujourd'hui où la situation est moins mauvaise pour ces derniers produits, une baisse du sucre et donc de la betterave n'a pas les effets catastrophiques qu'aurait eu la même baisse en 1931.

En ce qui concerne les prix de détail qui intéressent seuls le consommateur, rappelons les chiffres donnés par l'Annuaire statistique de la Présidence du Conseil (années 1930 et 1934) :

Mois	1930	1934
Février	502	466
Mai	494	465
Août	486	463
Novembre	465	444

(en francs par 100 kgs)

Nous avons constaté nous-même des différences considérables sur le prix du sucre, suivant les magasins, allant même jusqu'à 0 fr. 60 par kg., et sans qu'il soit nécessaire de changer non pas d'arrondissement, mais même de quartier. Actuellement, le prix varie en moyenne de 3 fr. à 3 fr. 60 à Paris, suivant les magasins et suivant les jours.

Il y a donc une baisse très sensible sur le prix à la consommation qui n'a pas, on peut en être assuré, fait en définitive les frais de l'organisation française de la production sucrière.

Indiquons ici que cette organisation n'a pas cherché à raréfier le produit en dessous des besoins de la consommation. Voici, en effet, les chiffres de production effectifs pour les dernières années :

Campagnes	Contingent	Production effective
1932-1933	824.000 t.	920.000 t.
1933-1934	800.000 t.	852.000 t.
1934-1935	888.000 t.	1.075.000 t.
1935-1936	848.000 t.	1.070.000 t.

Ces excédents importants sur la consommation effective (il faut ajouter à ces chiffres le sucre colonial entrant en franchise, soit 130.000 t.) qui n'atteint ou ne dépasse guère 975.000 tonnes, ont pour effet la baisse actuelle des cours du sucre. Il est permis d'ajouter ici que cette baisse ne présente pas les effets catastrophiques de 1930. D'une part, un certain réajustement du coût de production s'est effectué ; d'autre part, le maintien des cours du sucre, particulièrement désirable pour la culture en raison de la dépendance du prix de la betterave relativement au prix du sucre, présente aujourd'hui un moindre caractère d'urgence qu'en 1930. En effet, les pertes de l'agriculture sur les productions complémentaires sont moins importantes qu'alors et la culture betteravière n'a plus de ce chef des déficits aussi importants à combler.

CHAPITRE XIII

L'Association Syndicale et la puissance publique

Dès sa création, l'Association Syndicale a eu l'approbation du Gouvernement.

Les lettres dont nous avons donné plus haut copie textuelle ne donnent pas le reflet exact de l'opinion des gouvernants. Ceux-ci ont, en effet, non seulement approuvé, mais encouragé, et plus qu'il ne résulte des lettres dont nous parlons, la création d'un organisme chargé de normaliser le marché du sucre. Il nous suffira d'indiquer ici que le Gouvernement de l'époque n'avait consenti à élever les droits de douane de 140 francs à 170 francs les 100 kilos, qu'à condition que semblable organisme serait constitué (1).

Par la suite, et récemment, il était apparu que cet organisme pouvait être amené à disparaître du fait de la création de nouvelles sucreries.

En effet, le maintien de la rentabilité de l'industrie sucrière attirait des entrepreneurs qui, indépendants de l'Association Syndicale, bénéficiaient des efforts d'assainissement des adhérents et n'avaient aucun sacrifice à supporter.

Nous avons dit déjà qu'un décret-loi du 8 août 1935 était venu interdire la création de nouvelles usines travaillant la betterave ou ses sous-produits, sans autorisation administra-

(1) Cette affirmation est contenue dans une note du Comité Central des Fabricants de sucre du mois de juin 1934 qui nous a été communiquée par cet organisme.

tive. Cette autorisation apparaît comme assez difficile à obtenir, puisqu'elle implique avis favorable de la commission prévue à l'article 3 du Code des Contributions Indirectes et doit être donnée par les Ministres de l'Agriculture, du Commerce, des Finances et de la Guerre.

Le but de ce décret était de permettre à l'Association Syndicale de survivre et de poursuivre ses efforts. On lit en effet, dans l'exposé des motifs :

« Il importe, tant en vue de l'application du décret précité (du 31 juillet 1935, relatif à la défense du marché des vins et au régime économique de l'alcool) que pour maintenir l'équilibre harmonieusement réalisé entre la culture betteravière et les industries utilisatrices, de donner au pouvoir public la faculté de régler suivant les circonstances les capacités de production des usines mettant en œuvre la betterave ou ses sous-produits.

« Il nous paraît en conséquence qu'il n'y aurait que des inconvénients à permettre la création sans contrôle d'entreprises nouvelles qui seraient susceptibles de porter inconsidérément atteinte à l'équilibre économique aujourd'hui réalisé et de compromettre l'effort de discipline consenti d'un commun accord par les planteurs de betteraves et les utilisateurs de racines. »

Mais cette mesure de faveur paraît susceptible d'entraîner des conséquences assez graves ; l'arme est à double tranchant.

Le privilège (car c'en est un) conféré à certaines personnes d'exploiter une industrie ou une culture déterminée pourrait, sans trop d'exagération, s'analyser en une véritable concession, assez analogue au droit d'exploitation des mines, sous le régime de la loi de 1919 du moins, ou des transports par chemins de fer. Encore, dans ces derniers cas, il s'agit d'une concession à durée limitée et déterminée, alors que dans notre

espèce, ce privilège d'exploitation, temporaire sans doute, est, à l'heure actuelle du moins, à durée indéterminée. Alors que les monopoles, à l'exception des monopoles d'Etat, ne sont jamais que de fait, nous sommes ici en présence d'une véritable exclusion de droit contre ceux qui précédemment n'exerçaient pas cette industrie ou cette culture (1).

En ce qui concerne la culture, nous avons vu que le jour où il s'agirait de supprimer ce monopole, il pourrait en résulter des conflits.

En ce qui concerne l'industrie, des conséquences assez graves peuvent se produire. Il ne saurait en effet y avoir de concession gracieuse. Déjà les décrets du 8 août et du 30 octobre 1935, qui instituent une commission chargée de trancher les litiges nés de l'application des décrets concernant la culture betteravière et les industries utilisatrices, et notamment relatifs au contingent de production attribué à chacun, rendent en fait le représentant de l'Etat maître quasi absolu de la situation.

Aujourd'hui, cette commission semble être en voie d'imposer à l'industrie un « cahier des charges » en faveur de la culture.

On peut supposer que demain cette commission (ou une autre) imposera peut-être un cahier des charges en faveur des salariés, et en contre-partie du privilège d'exploitation concédé.

Enfin, un prix sera peut-être imposé.

Le chef du Gouvernement auteur des décrets-lois qui nous occupent, n'a-t-il pas publié une note largement répandue dans la presse, qui fait ressortir avec insistance que l'intermé-

(1) En ce qui concerne la culture, le monopole, bien qu'indirect, existe cependant. Les agriculteurs qui voudraient aujourd'hui planter de la betterave à sucre ne sauraient en trouver l'écoulement pas plus par la distillerie que par la sucrerie.

diaire vend le plus souvent le sucre avec un bénéfice minime, et qui permet à chacun de se rendre compte du prix de revient du sucre ?

C'est la manifestation d'une tendance cherchant à limiter le bénéfice du producteur ; aujourd'hui par l'opinion, demain peut-être par la loi.

Quand les conditions de production, le prix de vente seront fixés, l'Etat sera tenté d'augmenter, au cas de diminution du prix de revient, le rendement fiscal du sucre ; on en viendra peut-être à établir une limite où les bénéfices seront partagés, et une autre où ils seront attribués en totalité à l'Etat.

On aura alors une véritable exploitation en régie intéressée et peut-être le monopole pur et simple. Certains d'ailleurs y songeraient.

Il faut noter que presque toutes les sucreries appartiennent à un petit nombre d'intéressés. La forme de société anonyme dont les titres sont largement répandus dans le public, n'existe guère que pour des sucreries qui sont en même temps raffineries puissantes (Say, Saint-Louis). On peut reconnaître que c'est une grande tentation pour le fisc.

Certes, il y a encore du chemin avant d'en arriver au monopole (1) et c'est à dessein que nous avons insisté sur les étapes qu'il faudrait accomplir.

On peut penser cependant — encore que ce soit là, nous le reconnaissons, une hypothèse très hasardeuse — que bien que le terme soit très éloigné encore, on se trouve peut-être engagé sur la voie qui y conduit.

Les concessions octroyées ne comportent-elles pas ordinairement des mesures favorables aux salaires et à l'intérêt fiscal de l'Etat ? Or, aujourd'hui, il n'y a pas formellement conces-

(1) C'est-à-dire à une véritable confiscation des Usines.

sion, mais il y a privilège certain et, nous le répétons, ce sont là des droits qui paraissent susceptibles de s'apparenter.

Et déjà, l'Etat paraît, bien qu'agissant sous forme de commission apparemment arbitrale, commencer à imposer des charges.

N'en imposera-t-il qu'en faveur de la culture ou ira-t-il plus loin ? Si l'on pose ainsi la question, l'hypothèse que nous avons formulée, bien que hardie, apparaît comme possible.

CHAPITRE XIV

Les principales organisations sucrières européennes à l'heure actuelle

Nous donnons ici un aperçu sur les principales organisations sucrières telles qu'elles fonctionnent actuellement.

EN ALLEMAGNE

Depuis la campagne de 1931-1932, la production sucrière allemande a été contingentée. La base de ce contingentement forme le « contingent de base ». Ce contingent de base se monte à 2.087.287 tonnes de sucre brut. La consommation totale du sucre dans le pays forme le contingent total et est fixée chaque année en centième du contingent de base. L'exécution de cette réglementation de la production et de la vente totale était jusqu'à présent assurée par le « Comité économique de l'industrie sucrière allemande ». Dans la nouvelle organisation de l'économie sucrière, issue de l'ordonnance du 19 novembre 1934, le Comité économique de l'industrie sucrière allemande est remplacé par le « Comité central de l'Economie sucrière allemande », divisé en comité régionaux. Le nouvel organisme ne comprend pas seulement l'industrie sucrière, mais également la culture des betteraves, le commerce du sucre, des betteraves et tout ce qui s'y rattache. La réglementation de la production et de la vente comprend non seulement la vente locale du sucre, mais aussi l'exportation, comme la production et la vente des fourrages sucrés.

Les divers comités régionaux doivent veiller à ce que cette ligne de conduite soit maintenue et exécutée, mais sans prendre seuls de nouvelles décisions. L'idée dominante est celle d'assurer les besoins de la consommation à des prix normaux.

Les propositions particulières destinées à faciliter l'accomplissement des propositions d'ensemble sont soumises à la réunion des présidents. Si les raisons en semblent justifiées, ceux-ci peuvent :

1° Fixer la quantité de betteraves à récolter et la répartir parmi les groupements économiques ;

2° Autoriser les groupements à fixer pour chaque cultivateur la surface qu'il doit cultiver, suivant le tonnage de betteraves qui lui a été attribué ;

3° Régler chaque année la production en sucre d'après les besoins locaux ;

4° Obliger les cultivateurs à ensemençer la surface qui leur a été prescrite et à livrer les betteraves à la sucrerie qui leur est désignée ;

5° Donner des directives en ce qui concerne les livraisons de betteraves et veiller à ce que les accords entre cultivateurs et fabricants soient exécutés ; en référer au tribunal arbitral lorsque ces accords n'ont pas été exécutés dans un délai de quatre semaines ;

6° Modifier ou annuler les dispositions prises ;

7° Publier des ordonnances relativement à la répartition, au travail du sucre brut et à la vente du sucre ;

8° Déterminer l'emploi des betteraves non destinées à faire du sucre ;

9° Régler le rendement et la vente des fourrages sucrés qui ne sont pas soumis à une autre réglementation ;

10° Régler, pour les membres des comités économiques, les

prix du sucre, des betteraves et de leurs dérivés non encore soumis à une réglementation ;

11° Prendre des mesures pour le développement de la consommation du sucre ;

12° Assurer la consommation locale, prévoir des stocks suffisants et prendre les mesures voulues pour leur conservation et leur financement ;

13° Prendre des mesures spéciales pour l'établissement de stocks de compensation et assurer leur utilisation ;

14° Ordonner que toute modification de la capacité ou de l'outillage d'une sucrerie leur soit soumise ;

15° Limiter le rendement des sucreries à des besoins précis ou arrêter définitivement ou momentanément l'exploitation d'une sucrerie ou certaines branches d'une exploitation ;

16° Prendre des mesures pour la répartition de l'exportation parmi les sucreries ;

17° Participer à la réglementation du marché sucrier mondial en union avec l'économie sucrière des autres pays producteurs de sucre.

EN BULGARIE

En 1934-1935, toutes les fabriques, à l'exception de la Coopérative « Bulgarska Zahar », ont chômé. La raison en était que la production (40.395 tonnes) de la campagne précédente avait été suffisante pour faire face aux besoins du pays pendant deux années.

La Coopérative « Bulgarska Zahar » a produit 2.140 tonnes de sucre provenant de 12.000 décares ensemencés.

En 1933-1934, quatre sucreries sur les six existantes ont travaillé, à savoir les sucreries de Gorna, Roustchouk, Plovdiv et Dolna Metrepolia.

La surface emblavée en 1935 a été de 6.800 hectares, dont on estime un rendement de 17.000 tonnes de sucre en 1935-36.

Consommation

Années	Tonnes
1930	28.321
1931.....	25.898
1932.....	25.200
1933.....	24.214
1934.....	20.400

Importation

Il n'y a pas lieu d'envisager une importation de sucre étranger, les besoins du pays étant couverts par la production indigène.

Exportation

Les sucreries sont tenues, par suite d'une disposition légale, d'exporter 20 % de leurs ventes à l'intérieur.

EN ESPAGNE

I. — Production sucrière

Voici les chiffres de la production de sucre au cours des trois dernières campagnes :

Sucre	1934-35 tonnes (en brut)	1933-34 tonnes (en brut)	1932-33 tonnes (en brut)
Sucre de betteraves (estim.)	350.000	243.702	263.583
Sucre de cannes... (estim.)	17.000	15.660	19.671
Total.....	367.000	259.362	283.254

II. — *Consommation*

La consommation a atteint 300.000 tonnes en 1933-34, contre 267.000 tonnes en 1932-33.

III. — *Les prix de la betterave et de la canne*

Les prix de la betterave et de la canne à sucre ont été fixés par des décrets pris par le Gouvernement. La réglementation du prix de la betterave ne porte que sur la campagne 1935-1936. Le prix payé pour cette récolte doit être au moins égal à celui payé pour la récolte 1934-1935, c'est-à-dire, selon la région, 70-80 pesetas (145-184 francs) par tonne.

Le prix de la canne a été fixé pour une série de cinq années. Il varie d'après la richesse et le prix moyen du sucre. Si le prix du sucre n'est pas inférieur à 1,45 peseta (3 francs) le kilo, le prix de la canne, avec une teneur en sucre de 8,3 %, s'élèvera à 40 pesetas (83 francs) par tonne.

IV. — *Réglementation de la culture et de la production*

Le Ministre de l'Agriculture avait présenté aux anciennes Cortès un projet de loi restreignant la production et la fabrication du sucre et conçu dans les termes suivants :

ARTICLE PREMIER. — La Commission arbitrale agricole mixte, réorganisée, ou l'organisme qui la remplacera, déterminera annuellement :

a) La quantité totale de matières premières contenant du sucre qui devra être produite et sa répartition par zones, en veillant à maintenir les proportions qui résultent de la production des cinq dernières années. Cette quantité sera fixée en tenant compte des stocks de sucre et des nécessités de la consommation nationale.

b) Le prix auquel les matières premières devront être payées, en se basant principalement sur leur richesse en sucre.

c) La quantité de matières premières qui devra être attribuée à chaque organisation de fabrication, en conservant les proportions actuellement fixées par les conventions existant entre les fabricants eux-mêmes, et, en ce qui concerne ceux qui ne sont point parties auxdites conventions, en se basant sur les sorties de leurs fabriques pendant les cinq dernières années, suivant les statistiques de la Direction Générale des Douanes.

d) Les conditions d'achat de la betterave dans chacune des zones de production, avec rédaction à cet effet d'un modèle de contrat qui aura caractère officiel.

ART. 2. — L'installation, l'agrandissement et le déplacement des fabriques de sucre est interdit tant que la consommation nationale n'aura pas atteint un chiffre équivalent à 85 % de la capacité de production des fabriques actuellement installées.

Il pourra toutefois être apporté des modifications aux **éléments des fabriques actuelles** et effectué des remplacements de ces éléments, dans le cas où ces modifications ou remplacements n'auraient pas pour conséquence une augmentation de la capacité productrice totale de l'organisme producteur qui les effectuera.

Les fabricants de sucre devront détenir, au premier novembre de chaque année, et cela dans la proportion qui revient à chacun d'eux suivant la part qui lui est attribuée dans la production, des stocks atteignant au moins 15 % de la production nationale, sous peine d'amende de cent pesetas par tonne manquante pour toute infraction constatée, sauf cas de force majeure dûment justifiée.

ART. 3. — Les dispositions de la présente loi seront en vigueur pour une durée de dix ans, à l'exception de celles de l'article précédent, dans le cas où la consommation nationale aurait dépassé, avant cette date, 85 % de la capacité de production des fabriques existantes.

EN GRANDE-BRETAGNE

En 1924, pour amener la création d'une industrie sucrière en Angleterre, avait été votée la loi dite de subside, accordant, pour une durée de dix ans, une subvention à l'industrie du sucre de betterave.

Cette subvention était au début par quintal anglais (50 kgs 800) et pour le sucre polarisant plus de 98°, de 19 sh. 6 d. ; elle devait être réduite en 1928 à 13 sh. et en 1931 à 6 sh. 6 d. ; elle devait être supprimée en octobre 1934.

A ce moment, sur la demande des planteurs et des fabricants, le subside fut maintenu pour une nouvelle année au taux de 7 sh. 3 d. et il a été renouvelé pour la campagne 1935-1936 sur la base de 6 sh. 6 d. par c.w.t. (1) pour le sucre excédant 98°, mais seulement pour le sucre provenant d'une surface betteravière de 375.000 acres (2).

En ce qui concerne le régime définitif de l'industrie sucrière, un projet de loi a été déposé par le Gouvernement et devait être discuté par la Chambre des Communes à la fin de 1935.

Voici les grandes lignes de ce projet (3) :

Le tonnage de sucre de betterave pouvant bénéficier d'une subvention est limité à 560.000 tonnes (de 1.016 kgs), soit 350.000 tonnes de sucre blanc et, en sucre roux, l'équivalent

(1) c. w. t. = a hundredweight = 50 kgs 8.

(2) Un acre = 4.046 m².

(3) Nous n'avons pas de renseignements assez récents pour indiquer à quelle date ce projet a été ou sera mis en vigueur.

de 210.000 tonnes de blanc. Le surplus de la production ne bénéficierait que de la protection résultant de la différence des droits d'accise applicables aux sucres indigènes et aux étrangers.

Une commission sucrière indépendante sera nommée pour assurer l'exécution de la politique sucrière du Gouvernement.

Toutes les sucreries existantes doivent être fusionnées en une seule société, et ceci avant le 1^{er} avril 1936. A cette date doit commencer une période transitoire de cinq ans, pendant laquelle le prix de revient sera ajusté à un minimum qui servira de base de calcul pour déterminer le taux de l'assistance nécessaire ultérieurement pour cette industrie.

Pendant ces cinq ans, l'assistance sera basée sur un prix de 35 sh. par tonnes de betterave à 15,5 % rendue usine, un prix de sucre brut sur le marché libre de 4 sh. 6 d. par c.w.t., c.i.f. (1) une marge de raffinage de 13 sh. par c.w.t. et une protection douanière de 4 sh. 9 d. par c.w.t., résultant de la différence entre le droit d'accise sur le sucre indigène de 99°, qui est de 4 sh. 7 d., et le droit de 9 sh. 4 d. par c.w.t. sur les sucres étrangers.

Après cette période de cinq ans, l'aide apportée à l'industrie sucrière sera calculée sur une nouvelle base, revisable tous les trois ans.

La Commission sucrière fixera tous les ans la surface maxima à ensemercer.

Le taux de l'assistance fixé pour la campagne 1936-1937 sera de 5 sh. 3 d. par c.w.t.

Avant ce projet, le maximum de ce que pourrait coûter à l'Etat l'aide apportée à l'industrie sucrière avec le subside de 5 sh. 3 d. serait, en 1936, de 2.940.000 livres ; en 1935, avec le

(1) Cost, insurance, freight : prix de revient en y ajoutant frais d'assurance et transport.

taux de 6 sh. 6 d., la dépense a été d'environ £ 3.640.000 et, en 1934, elle a atteint £ 4.450.00 avec le taux de 7 sh. 3 d.

Ce nouveau régime doit constituer une économie certaine pour l'Etat ; pour l'industrie sucrière, il lui permettrait de vivre mais il la soumettrait à un contrôle complet et rigoureux par le moyen de la Commission sucrière.

EN ITALIE

L'industrie sucrière italienne est aujourd'hui constituée par vingt-deux sociétés anonymes ayant ensemble un capital actions d'une valeur nominale de 630 millions de liras, avec des réserves ordinaires et extraordinaires dont la somme globale atteint 270 millions de liras et un total d'obligations égal à 240 millions de liras.

Présentement au nombre de cinquante-six, les établissements sucriers italiens se trouvent répartis comme suit par régions sur l'ensemble du pays : province de Venise 22, Emilia 22, Lombardie 4, Piémont 1, Ligurie 1, Toscane 2, Ombrie 1, Latium 2, Abruzzes 1. Leur capacité de travail totale est de 600.000 quintaux de betteraves par 24 heures. Cette capacité de travail s'entend naturellement pour les seules fabriques. Si l'on suppose par exemple une campagne moyenne de soixante-dix jours, c'est par conséquent 35 millions de quintaux de betteraves que l'industrie sucrière indigène se trouve être en mesure de travailler, c'est-à-dire un chiffre tel que la couverture des besoins de l'Italie et de ses possessions puisse être parfaitement assurée. L'industrie sucrière italienne possède en outre 25 séchoirs à pulpe et 15 distilleries de mélasse.

On ajoutera que le capital investi en Italie dans cette industrie excède un milliard de liras.

Depuis la campagne 1925-26, toutes les sociétés se sont groupées en un syndicat : Consorzio Nazionale Produttori Zuc-

chero, société anonyme au capital de 4.020.000 liras, avec siège social à Gênes, via Garibaldi 7. Ce syndicat avait pour but l'approvisionnement commun en betteraves et la vente du sucre produit jusqu'à la campagne 1934-35.

Ce syndicat a été prorogé pour une période de cinq années, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la campagne 1939-40.

EN LETTONIE

La production de sucre en 1934-35 couvrant entièrement la consommation, il n'y a eu aucune importation de la denrée en 1935.

Par la loi du 5 janvier 1932, il a été institué en Lettonie le monopole d'Etat sur le sucre.

En vertu de cette loi, les droits à l'importation du sucre de l'étranger et des produits pour la fabrication du sucre, ainsi que sur l'achat du sucre fabriqué des betteraves cultivées en Lettonie et sur la vente du sucre importé ou acheté, appartiennent à l'Etat, représenté par le Ministère des Finances.

Le prix de vente est fixé par le Conseil des Ministres sur la proposition du Ministère des Finances.

La fabrication du sucre de matières premières d'origine lettonne ou étrangère n'est permise aux organisations et personnes privées que sur l'autorisation spéciale du Ministère des Finances.

Le commerce du sucre acheté à l'Etat est libre.

EN POLOGNE

Les sucreries polonaises sont organisées en deux Unions :

1° Związek Zachodnio-Polskiego Przemysłu Cukrowniczego (Union de l'industrie sucrière de la Pologne Occidentale), à Poznan, avec 22 sucreries actives pendant la campagne 1934-1935.

2° Związek Zawodowy b. Królestwa Polskiego Wolynia, Małopolski i Śląska (Union des sucreries de l'ancien Royaume de Pologne, de la Volhynie, de la Malopolska et de la Silésie), à Varsovie, avec 41 sucreries actives pendant la campagne 1934-35.

Ces deux Unions sont représentées au dehors par Rada Naczelna Polskiego Przemysłu Cukrowniczego (Conseil suprême de l'Industrie sucrière polonaise), avec siège à Poznan et à Varsovie. Ainsi ce Conseil représente les intérêts de l'industrie polonaise entière. Le président du Conseil est M. Joseph Zychlinski et le vice-président le prince Janusz Radziwill.

La vente du sucre des sucreries cartellisées de ces deux Unions est effectuée en commun par la Bank Cukrownictwa (Banque de l'Industrie sucrière), à Poznan, succursales à Varsovie, à Lwow et à Gdynia (v. supra).

EN TURQUIE

Les quatre fabriques-raffineries de sucre de betterave de la Turquie, celles d'Alpoullou, d'Ouchak, d'Eski-Chehir et de Tourhal, ont été groupées récemment en une seule société appelée Société Générale des Fabriques de sucre.

Son capital a été fixé à 22,5 millions de livres turques, réparti à parts égales entre les trois grandes banques nationales : la Banque Agricole, la Banque d'Affaires et la Sumer Bank. Les anciennes sociétés sont actuellement en liquidation et les actions détenues par le public seront rachetées par la nouvelle société.

D'autre part, le prix du sucre, qui était de 39,5 livres turques les 100 kgs, a été diminué à 25 livres turques par décret du 17 juin 1935.

L'industrie sucrière turque se trouve maintenant concentrée entre les mains de l'Etat, qui fixe la production annuelle des fabriques de sucre du pays ainsi que la quantité annuelle de sucre à importer de l'étranger. Ce sucre est soumis à un droit de douane de 15 piastres par kilog. (soit environ 177 francs par quintal).

Si le pourcentage des bénéfices annuels des fabriques de sucre est supérieur à 9 %, l'affectation et l'emploi de cet excédent sont fixés par le Gouvernement.

EN U. R. S. S.

	1930-31	1929-30	1928-29
Fabriques actives	179	179	172
Hectares cultivés	1.044.000	784.000	770.000
Betteraves récoltées (en ton.)	11.880.000	5.400.000	9.277.530
Sucre produit (en tonnes)...	1.900.000	855.000	1.424.933
Exportation (en tonnes).....	»	120.000	136.000
Consommation (en tonnes) ..	1.100.000	1.350.000	1.315.000

La production approximative de sucre (valeur en sucre brut) a atteint 1.500.000 tonnes en 1934-35, contre 1.100.000 tonnes en 1933-34, 800.000 tonnes en 1932-33 et 1.500.000 en 1931-32.

Le programme de la campagne 1935-36 prévoit une production de 1.200.000 tonnes de sucre. L'augmentation de rendement serait due en partie à une amélioration du rendement à l'hectare, qui en aurait, à la vérité, grand besoin, car elle est très inférieure au « Plan ». En 1933, 69 quintaux ont été récoltés au lieu des 110 quintaux prévus ; en 1934, 81 quintaux pour 115 quintaux. Pour encourager les cultivateurs, on a décidé d'accorder des primes de 50 à 200 % du prix de vente normal. Ces primes seront distribuées dans la proportion où le rendement à l'hectare dépassera le « Plan ».

CHAPITRE XV

Indications statistiques

Il nous a paru indispensable de donner des indications statistiques précises sur la production, la consommation, les prix du sucre en France et dans le monde, les quantités importées ou exportées de France, le produit des droits en France, et quelques statistiques plus techniques comme : le nombre de betteraves travaillées, le rendement moyen à l'hectare en betteraves et en sucre.

Ces indications auraient pu être données au début de cet essai. Toutefois, il nous a paru qu'il serait plus intéressant d'avoir les indications groupées en un seul tableau. C'est pourquoi nous les donnons ici. On remarquera d'ailleurs que nous donnons les chiffres concernant les dernières années libres.

Les chiffres que nous donnons ici sont extraits du Bulletin de statistique du Ministère des Finances, du *Journal Officiel*, de l'Annuaire de statistique agricole de l'Institut international de Rome, des estimations de MM. Willet et Gray et du Dr. Gustave Mikush, données à l'Annuaire sucrier.

PRODUCTION FRANÇAISE

Campagnes	Fabriques actives	Production en raffiné tonnes	Rendement en sucre 0/0 better.
1921-22	80	278.273	12,11
1922-23	90	445.368	12,26
1923-24	95	446.773	11,57

PRODUCTION FRANÇAISE (*suite*)

Campagnes	Fabriques actives	Production en raffiné tonnes	Rendement en sucre 0/0 better.
1924-25	107	750.280	12,23
1925-26	107	678.545	12,63
1926-27	108	641.392	12,98
1927-28	108	780.866	12,72
1928-29	110	815.861	12,86
1929-30	108	825.332	12,38
1930-31	109	1.084.129	12,12
1931-32	106	786.967	13,47
1932-33	106	920.032	12,36
1933-34	105	851.620	12,63
1934-35	107	1.100.561	»

 PRODUCTION DU SUCRE DE BETTERAVES EN EUROPE
 DE 1929-30 à 1934-35 (tonnes)

	1935-36 (estimation)	1934-35 (résultat prévisoire)	1933-34
Allemagne	1.700.000	1.675.000	1.447.361
Tchécoslovaquie	575.000	635.000	517.552
Autriche	185.000	225.000	170.468
Hongrie	120.000	120.000	135.567
France	940.000	1.200.000	937.812
Belgique	230.000	270.000	247.464
Pays-Bas	230.000	246.000	293.698
Russie	2.000.000	1.500.000	1.100.000
Pologne	425.000	445.000	347.199
Suède	290.000	272.000	304.793
Danemark	220.000	91.000	254.000
Italie	320.000	345.000	303.369
Espagne	220.000	350.000	243.702
Suisse	9.000	10.000	8.600

DES PRODUCTEURS DE SUCRE

145

	1935-36 (estimation)	1434-35 (résultat provisoire)	1933-34
Bulgarie	20.000	2.000	44.643
Roumanie	115.000	143.000	134.000
Grande-Bretagne et Irlande	690.000	636.564	468.401
Yougoslavie	75.000	63.000	76.300
Autres pays	125.000	181.000	158.078
Totaux.....	8.489.000	8.376.564	7.202.071

 PRODUCTION DU SUCRE DE BETTERAVES EN EUROPE
 DE 1929-30 à 1934-34 (tonnes) (suite)

	1932-33	1931-32	1930-31
Allemagne	1.106.099	1.614.482	2.528.591
Tchécoslovaquie	627.596	801.921	1.125.690
Autriche	164.905	162.568	150.269
Hongrie	103.410	125.251	234.171
France	1.015.370	870.606	1.203.659
Belgique	264.254	203.845	283.234
Pays-Bas	243.008	174.590	299.523
Russie	800.000	1.512.000	1.675.700
Pologne	422.139	499.275	791.951
Suède	235.351	143.611	186.535
Danemark	191.770	122.000	167.800
Italie	322.875	367.876	420.244
Espagne	263.533	401.188	339.836
Suisse	6.900	6.100	5.704
Bulgarie	29.311	28.811	58.136
Roumanie	48.710	48.544	152.030
Grande-Bretagne et Irlande	336.362	242.829	429.886
Yougoslavie	85.883	90.092	98.288
Autres pays	108.075	68.092	58.635
Totaux.....	6.370.551	7.483.681	10.209.882

PRODUCTION SUCRIÈRE HORS D'EUROPE

Estimation de fin septembre 1935	Ouverture de la récolte	1934-35	1933-34	1932-33
Etats-Unis :				
Louisiane	Octobre	208.928	182.713	198.892
Floride	Décembre	27.000	41.229	37.144
Porto-Rico	Janvier	660.000	988.557	744.918
Iles Hawaiï	Novembre	870.000	850.166	924.595
Iles Vierges ...	Janvier	5.000	4.772	4.230
Cuba	Décembre	(1) 2.537.835	(1) 2.274.303	1.995.079
Trinidad	Janvier	117.000	105.342	120.763
Barbade	Janvier	46.404	82.934	96.021
Jamaïque	Janvier	75.100	72.258	55.364
Antigua	Février	17.700	20.677	24.175
St-Kitts	Février	28.491	28.262	24.166
Autres Antilles bri-				
tanniques	Janvier	8.094	6.730	7.526
Martinique	Janvier	40.000	43.975	46.835
Guadeloupe	Janvier	30.000	32.150	41.327
St-Domingue	Janvier	419.779	382.374	359.647
Haïti	Décembre	27.000	25.496	25.302
Mexique	Décembre	235.000	177.108	209.576
Guatémala	Janvier	14.000	9.911	30.850
Autres pays de l'A-				
mérique centrale.	Janvier	60.000	69.152	75.803
<i>Amérique du Sud :</i>				
Guyane britanni-				
que	Oct.-Mai	125.000	129.043	148.504
Guyane hollandai-				
se	Octobre	20.000	18.000	19.475
Venezuela	Octobre	14.800	19.688	23.324
Equateur	Oct.-Févr.	19.000	20.378	14.259
Pérou	Janvier	(1) 389.961	(1) 397.446	(1) 421.287
Argentine	Mai	342.156	316.085	348.230
Brésil	Octobre	688.250	638.425	884.819
Total pour l'Amérique.....		7.026.048	6.937.394	6.875.582

(1) Sous restriction de la convention internationale.

PRODUCTION SUCRIÈRE HORS D'EUROPE (*suite*)*Asie :*

Estimation de fin septembre 1935	Ouverture de la récolte	1934-35	1933-34	1932-33
Empire Indien . . .	Décembre	5.085.000	4.872.000	4.684.000
Java	Mai	(1) 478.206	(1) 636.147	(1) 1.378.804
Formose-Japon . . .	Novembre	1.162.830	803.143	797.678
Iles Philippines . . .	Novembre	622.664	1.411.110	1.145.341
<i>Total pour l'Asie</i>		7.348.700	7.722.400	8.669.716

Australasie :

Australie	Juin	646.243	672.671	538.022
Iles Fiji	Juin	112.806	116.113	135.241
<i>Total pour l'Australasie</i>		759.059	788.784	673.263

Afrique :

Egypte	Janvier	125.000	151.593	168.251
Maurice	Août	178.860	261.460	247.029
Réunion	Août	63.593	77.430	54.312
Natal	Mai	320.302	349.261	320.451
Mozambique	Mai	90.000	93.500	91.527
<i>Total pour l'Afrique</i>		777.755	933.244	881.570

Europe :

Espagne	Décembre	17.000	15.660	19.671
<i>Sucre de canne</i>		15.928.562	16.397.482	16.455.909

Sucre de betterave :

Europe	Septembre	8.376.564	7.202.071	6.370.551
Etats-Unis (2)	Juill.-Janv.	1.035.044	1.466.053	1.206.656
Canada (2)	Oct.-Déc.	49.951	58.545	57.279

<i>Récoltes totales sucre de betterave</i>	9.461.559	8.726.669	7.634.486
<i>Total général, canne et betterave</i>	25.390.121	25.124.151	24.090.395
<i>Augmentation présumée</i>	265.970		

(1) Sous restriction de la convention internationale.

(2) Sucre raffiné.

**PRODUCTION SUCRIÈRE MONDIALE
ET POURCENTAGE DES RÉCOLTES** (*Campagne 1934-35*)

Estimation

Campagnes	Sucre de canne Tonnes	Sucre européen de betterave Tonnes	Sucre américain de betterave		Total Tonnes
			Etats-Unis Tonnes	Canada Tonnes	
1926-27.	16.053.107	6.871.892	801.246	31.422	23.757.667
1927-28.	16.294.691	8.031.874	965.241	27.212	25.319.018
1928-29.	18.117.121	8.469.491	938.640	28.857	27.554.109
1929-30.	18.165.548	8.227.197	901.713	27.869	27.322.327
1930-31.	17.150.493	10.209.882	1.075.688	40.953	28.477.016
1931-32.	17.820.182	7.483.681	1.025.217	48.254	26.377.334
1932-33.	16.455.909	6.370.551	1.206.656	57.279	24.090.395
1933-34.	16.397.482	7.202.071	1.466.053	58.545	25.124.151
1934-35.	15.928.562	8.376.564	1.035.044	49.951	25.390.121

Pourcentages

1926-27.	67,5	29,0	3,5	100
1927-28.	64,0	31,7	4,3	100
1928-29.	65,7	30,7	3,6	100
1929-30.	59,6	36,4	4,0	100
1930-31.	59,1	36,6	4,3	100
1931-32.	67,6	28,2	4,2	100
1932-33.	68,4	26,4	5,2	100
1933-34.	65,2	28,6	6,2	100
1934-35.	62,9	33,0	4,1	100

CONSOMMATION MENSUELLE FRANÇAISE EN RAFFINÉ

(valeur exprimée en tonnes)

	1934-35	1933-34	1932-33	1931-32	1930-31
Septembre .	51.407	68.631	63.400	64.625	58.397
Octobre ...	109.368	99.737	100.871	97.667	103.241
Novembre .	103.919	99.898	98.032	76.801	74.758
Décembre .	87.111	86.470	94.959	79.665	70.221
Janvier	85.732	78.504	80.140	63.868	83.554
Février	73.461	64.995	73.919	58.372	88.402
Mars	78.593	77.442	77.656	68.395	93.678
Avril	70.630	59.232	68.165	76.366	59.735
Mai	74.521	86.531	75.315	95.797	73.040
Juin	80.350	71.334	79.674	82.389	108.281
Juillet	84.456	81.650	77.169	78.678	93.492
Août	64.190	56.929	57.208	73.860	73.093
Total..	963.302 (1)	931.903	946.898	916.483	979.892

CONSOMMATION MONDIALE DU SUCRE

	Consommation en 1.000 tonnes métriques		Consommation par tête en kilogr.	
	(Valeur en sucre brut)			
	1933-34	1932-33	1933-34	1932-33
<i>Europe :</i>				
Allemagne	1.527	1.503	23,0	22,4
Tchécoslovaquie ...	401	399	24,6	24,8
Autriche	175	172	25,9	25,5
Hongrie	93	88	10,5	10,0
Suisse	195	172	47,3	41,9
France	1.045	1.060	24,6	25,1
Belgique	229	226	27,7	27,5
Pays-Bas	305	333	36,9	40,8
Royaume-Uni	2.244	2.109	48,0	45,3

(1) Dont 8.821 tonnes pour l'alimentation du bétail.

CONSOMMATION MONDIALE DU SUCRE (1) (suite)

	Consommation en 1.000 tonnes métriques (Valeur en sucre brut)		Consommation par tête en kilogr.	
	1933-34	1932-33	1933-34	1932-33
Pologne	324	315	9,8	9,7
Union Soviétique (2)	1.000	960	5,9	5,8
Danemark	204	195	56,1	53,9
Suède	282	260	45,5	42,1
Italie	325	319	7,7	7,6
Espagne	302	296	12,5	12,3
Autres pays	827	776	9,9	9,4
<i>Total Europe</i>	<i>9.478</i>	<i>9.183</i>	<i>16,7</i>	<i>16,3</i>
<i>Asie :</i>				
Chine	580	600	1,3	1,3
Inde britannique...	4.600	4.640	12,6	12,8
Empire japonais.....	970	950	10,1	10,0
Java	353	399	8,1	9,3
Autres pays	529	531	5,9	6,6
<i>Total Asie</i>	<i>7.032</i>	<i>7.120</i>	<i>6,8</i>	<i>6,9</i>
<i>Afrique :</i>				
Egypte	127	113	8,1	7,3
Un. de l'Afr. du Sud	181	169	21,4	20,4
Maurice	11	11	26,8	27,0
Autres pays	400	401	3,0	3,1
<i>Total Afrique ...</i>	<i>719</i>	<i>694</i>	<i>4,6</i>	<i>4,5</i>

(1) Ces chiffres donnés par le Dr Mikush ne sont que des estimations approximatives, auxquelles il ne faut accorder qu'une valeur très relative. De même d'ailleurs qu'aux chiffres détaillés sur la production sucrière dans le monde donnés plus haut et qui résultent des estimations de MM. Willet et Gray. Si on accordait une valeur absolue à ces chiffres, on ne s'expliquerait pas qu'il y ait crise sucrière, la consommation se trouvant légèrement supérieure à la production. Ce qui n'est en fait pas le cas.

(2) Le territoire asiatique de l'Union Soviétique et de la Turquie compris.

CONSOMMATION MONDIALE DU SUCRE (*suite*)

	Consommation en 1.000 tonnes métriques (Valeur en sucre brut)		Consommation par tête en kilogr.	
	1933-34	1932-33	1933-34	1932-33
<i>Amérique :</i>				
Etats-Unis	5.715	5.899	45,1	46,9
Iles Hawaï	20	22	48,8	55,0
Porto-Rico, Sainte- Croix	54	53	32,8	32,6
Cuba	152	152	37,1	37,7
Canada	451	419	42,4	39,8
Terre-Neuve	10	9	35,7	32,5
Antilles anglaises, Guyane Britanniq.	48	45	20,5	19,4
Antilles françaises.	5	5	9,9	9,9
Répub. Dominicaine et Haïti	34	28	8,4	7,1
Mexique	233	211	13,5	12,4
Amérique Centrale.	47	45	6,9	6,7
Argentine	342	357	28,3	30,1
Brésil	925	925	20,9	21,3
Pérou	66	63	10,4	10,0
Autres pays dans l'Amérique du Sud	247	244	9,5	9,6
<i>Total Amérique...</i>	8.349	8.477	31,7	32,6
<i>Australie :</i>				
Continent	343	339	51,5	51,3
Océanie	77	80	21,6	23,1
<i>Total Australie.</i>	420	419	41,1	41,6
Consommation de sucre mondiale...	25.998	25.893	12,8	12,9

COTE MOYENNE MENSUELLE DU SUCRE BLANC

N° 3 à la Bourse de Paris (*Prix-courant légal par 100 kgs net, d'après les courtiers assermentés*)

	1934-35	1933-34	1932-33	1931-32	1930-31
Septembre	229,821	224,409	220,633	222,125	215,295
Octobre	193,302	212,865	210,230	212,037	200,175
Novembre	179,050	221,363	211,137	215,902	196,250
Décembre	181,489	223,250	210,490	219,180	188,895
Janvier	191,951	227,798	209,160	217,281	185,490
Février	188,906	228,847	213,135	217,160	190,635
Mars	184,270	227,583	219,980	215,909	189,350
Avril	184,125	224,137	223,193	218,990	207,423
Mai	185,375	224,178	224,784	221,236	216,762
Juin	186,200	222,238	224,333	226,465	222,488
Juillet	179,250	223,725	229,500	230,200	231,964
Août	171,119	231,562	224,535	233,226	229,828
Moyenne	187,904	224,746	218,439	220,809	206,212

Depuis la promulgation des décrets-lois du 8 août 1935, une baisse brusque s'est déclenchée, accélérée par les textes du 30 octobre 1935 ; en mars 1936, les cours de 160 ont été atteints.

LES COURS A L'ETRANGER

AUX ETATS-UNIS

Il s'agit d'abord du sucre cubain centrifugé 96°, à New-York c.a.f. ; rappelons que jusqu'au 17 juin 1930 le droit de douane sur le sucre importé était de 2,206 dollars par 100 livres ; à partir de cette date il a été de 2,50 ; pour le sucre cubain, ce droit était diminué de 0,50 jusqu'au 8 juin 1933 et de 1 dollar à partir de cette date.

Les moyennes sont les suivantes, en cents par livre de 0 kg. 454 :

1929.....	1,99
1930.....	1,47
1931.....	1,34
1932.....	0,93
1933.....	1,23
1934.....	1,48
1935.....	2,33

Voici maintenant le prix moyen du sucre raffiné [la taxe processive (qui vient d'être déclarée illégale) de 0,535 cents par livre, en vigueur depuis le 8 juin 1934, est comprise dans la moyenne ci-dessous].

Prix moyen en cents par livre :

1935.....	4,85
1934.....	4,42
1933.....	4,32
1932.....	3,99
1931.....	4,43
1930.....	4,62
1929.....	5,03
1928.....	5,03
1927.....	5,79

C'est en 1930 qu'a commencé à fonctionner le plan Chadbourne, dont on voit que les effets sur le sucre ont été nuls, car le relèvement apparent des années 1933 et 1934 est plus que compensé par la baisse du dollar. Pour l'année 1935, toutefois, la hausse est réelle.

EN ANGLETERRE

Il s'agit d'abord du sucre centrifuge 96° c.a.f. Londres ; le

prix est donné en shillings par c.w.t. de 112 livres ou 50 kgs 802 ; les moyennes sont les suivantes :

1929.....	9/
1930.....	6/7
1931.....	6/5
1932.....	5/8
1933.....	5/4
1934 (7 mois).....	4/11

C'est depuis l'automne 1931 que la livre sterling a commencé à baisser ; on voit que malgré cela, malgré une baisse de la monnaie qui atteignait, en 1934-35, environ 43 % de sa valeur, les cours étaient plus bas que jamais.

Voici ensuite le sucre raffiné, le granulé coté à Londres et dédouané, le droit de douane pour les sucres étrangers étant de 11 sh. 8 d. par c.w. t. et celui sur les sucres de l'Empire de 5 sh. 10 d. ; les prix sont donnés en shillings par c.w.t.

1929.....	23/4
1930.....	21/1 1/2
1931.....	20/3 1/2
1932.....	19/6
1933.....	19/2
1934 (7 mois).....	18/11

Malgré la baisse de la livre, le consommateur a payé son sucre moins cher chaque année.

A JAVA

Il s'agit là du sucre supérieur « Hoofdsucker » disponible coté à Sourabaya ; les prix sont indiqués en florins par quintal ; voici les moyennes :

1929.....	13,43
1930.....	9,36
1931.....	7,89
1932.....	6,18
1933.....	5,68
1934 (7 mois).....	5,56

Il s'agit là d'une des rares monnaies or comparable à elle-même ; au cours de ces six années la baisse continuelle des prix s'est ralentie, mais aucun progrès n'est à constater.

EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Il s'agit là du sucre 88" disponible Aussig; les prix moyens sont ceux cotés à Prague, indiqués en couronnes tchèques par quintal, et sont les suivants :

1929.....	129,50
1930.....	91,95
1931.....	73,15
1932.....	56,80
1933.....	57,17
1934 (7 mois).....	54,50

La dévaluation de 10 % de la couronne tchèque n'a pas amené de relèvement des prix qui sont, en monnaie dépréciée, plus bas que jamais.

EN ALLEMAGNE

Le sucre brut en question est le « mélis » mélangé coté à Magdebourg et les prix sont ceux du marché intérieur (non compris le droit de consommation), livraison dans les dix jours ; ils sont indiqués en reichsmarks par 50 kgs.

1929.....	20,12
1930.....	20,33

1931.....	20,78
1932.....	20,82
1933.....	20,91
1934 (7 mois).....	20,94

La monnaie n'a théoriquement pas varié ; il s'agit là d'un cours sur le marché intérieur, avec prix maxima fixé ; il est remarquablement stable avec légère tendance à la hausse.

EN CHINE

Voici le prix du sucre blanc de Java disponible, à Hongkong ; le prix est donné en dollars de Hongkong et par picul de 60,48 kgs :

1929.....	7,50
1930.....	7,57
1931.....	8,94
1932.....	7,50
1933.....	6,91
1934 (7 mois).....	5,93

Toujours la même remarque : malgré la baisse de la monnaie, les prix baissent encore davantage.

AUX INDES

Voici le prix du sucre brut spécial à Cawnpore (Provinces unies) ; ce prix est donné en roupies indiennes par mound (37,32 kgs) :

1929.....	10-6-3
1930.....	10-0-0
1931.....	8-13-9
1932.....	9-6-6
1933.....	8-8-10
1934 (7 mois).....	8-0-0

Pour rendre plus saisissante la baisse des cours que nous

constatons sur tous les marchés, l'Institut de Rome a calculé les prix moyens en francs-or par quintal ; nous les donnons ci-dessous pour ces différents pays :

	Prague brut 88°	New-York Cuba 96° d. a. f.	Londres 96°	Java Hoof dusker	Hongkong Java blanc
1929.....	19,13	22,74	22,40	27,96	29,53
1930.....	14,09	16,92	16,32	19,46	21,43
1931.....	11,28	15,27	14,52	16,41	18,33
1932.....	8,75	10,61	10,22	12,88	15,07
1933.....	8,79	10,77	9,00	11,85	13,51
1934 (7 mois)...	7,29	9,48	7,71	11,49	11,48

La même tendance s'est fait jour partout, mais la baisse est assez inégale ; c'est à Londres qu'elle est la plus forte, près des deux tiers !

Les cours ci-dessus sont les cours sur le marché libre des sucres d'exportation ; malgré les accords Chadbourne, ils n'ont jamais été aussi bas. On peut en conclure que les mesures de protection et de défense du marché français sont nécessaires ; ces exemples montrent le sort qui est réservé aux industries qui ne disposent pas d'un marché organisé suffisant et sont contraintes d'exporter ; ils montrent aussi ce que deviennent les prix lorsque la production n'est pas équilibrée suivant les besoins de la consommation.

HECTARES CULTIVÉS ET RENDEMENT EN FRANCE

Années	Bulletin de statistique Hectares	Journal officiel (chiffres définitifs) cultivés
1929.....	244.867	280.290
1930.....	256.949	284.490
1931.....	227.229	251.260
1932.....	244.684	266.210
1933.....	245.847	273.280

Campagnes	Hectares cultivés	Betteraves travaillées tonnes	Rend. à l'hectare kilogr.	Sucre raffiné obtenu tonnes	Rend. % en sucre	Betterave mélasse
1928-29.	239.725	6.345.236	26.469	815.861	12,86	4,06
1929-30.	244.867	6.669.367	27.237	825.332	12,38	4,27
1930-31.	256.949	8.947.320	34.821	1.084.129	12,12	4,10
1931-32.	227.229	5.838.760	25.695	786.967	13,47	4,25
1932-33.	244.684	7.443.089	30.419	920.031	12,36	4,85
1933-34.	245.847	6.738.706	27.410	851.620	12,63	3,61

Rendement en sucre par hectare

Campagnes	kilogr.	Campagnes.	kilogr.
1928-29.....	3.403	1931-32.....	3.463
1929-30.....	3.370	1932-33.....	3.760
1930-31.....	4.210	1933-34.....	3.464

Campagnes	Betteraves tra- vaillées par fabrique tonnes	Nombre de journées de râpage par fabrique	Betteraves tra- vaillées par jour et par fabrique tonnes
1924-25.....	57.325	99,9	573
1925-26.....	50.191	86,7	578
1926-27.....	45.758	72,1	634
1927-28.....	56.850	84,1	730
1928-29.....	57.683	83,6	689
1929-30.....	61.735	82,6	716
1930-31.....	82.085	109,8	746
1931-32.....	55.082	71,6	769
1932-33.....	70.217	85,9	817
1933-34.....	64.178	76,4	840

Campagnes	Charbon brûlé pendant la campagne tonnes	Charbon brûlé par 1.000 kgr. de betteraves kgr.	Prix de la tonne de charbon fr.	Prix moyen de la tonne de betteraves fr.
1924-25..	664.112	108	123,02	145,24
1925-26..	589.176	109	126,23	158,82
1926-27..	511.311	103	146,43	223,09
1927-28..	624.310	101	151,70	176,76
1928-29..	622.276	98	153,76	189,66
1929-30..	643.504	96	160,97	185,88
1930-31..	858.987	96	161,88	161,85
1931-32..	582.683	99	150,44	165,96
1932-33..	714.172	95	139,81	161,32
1933-34..	642.550	95	132,91	167,52

PRODUITS DES DROITS EN FRANCE
SUR LES SUCRES ET LA SACCHARINE RÉUNIS

Années	Contrib. indir. (Mille francs)	Douane	Total
1924.....	262.636	279.887	542.523
1925.....	325.055	100.515	425.570
1926.....	443.560	220.609	664.169
1927.....	808.007	191.958	999.965
1928.....	800.765	348.698	1.149.463
1929-30.....	880.806	547.306	1.428.112
1930-31.....	655.228	130.116	785.344
1931-32.....	681.350	83.714	765.064
1932.....	518.174	96.444	614.618
1933.....	681.379	123.088	804.467
1934.....	630.205	118.426	748.631

(Pour 1929-30, 15 mois du 1^{er} janvier 1929 au 31 mars 1930, en exécution de la loi reportant au 1^{er} avril, à partir de 1930, le début de l'année fiscale. Pour 1932, 9 mois du 1^{er} avril au

31 décembre (rétablissement au 1^{er} janvier, à partir de 1933, du début de l'année fiscale.)

IMPORTATION, EXPORTATION, CONSOMMATION
DU SUCRE PAR CAMPAGNE (*Valeur en raffiné, tonnes*)

Campagnes	Importation	Exportation	Consommat.
1923-24.....	478.038	176.598	744.044
1924-25.....	341.495	214.804	837.636
1925-26.....	465.865	223.512	881.168
1926-27.....	355.583	202.683	734.109
1927-28.....	353.163	248.233	873.973
1928-29.....	505.576	290.431	918.018
1929-30.....	437.370	268.507	939.057
1930-31.....	320.955	280.895	979.892
1931-32.....	348.251	276.139	916.236
1932-33.....	361.683	272.027	946.898
1933-34.....	383.079	268.264	931.903
1934-35.....	362.484	292.181	863.302

DÉTAIL DES IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS
DU SUCRE EN FRANCE PAR ANNÉES (1)

IMPORTATIONS

Sucres bruts des colonies françaises

	1934	1933	1932	1931
Guadeloupe	30.146	41.050	43.255	16.903
Martinique	41.591	42.043	42.073	35.456
Réunion	76.630	51.673	38.350	46.067
Autres possessions..	316	140	6.924	5.499
Madagascar	7.062	6.945		
Totaux	155.545	141.851	130.602	103.925

(1) Annuaire Sucrier.

Sucres bruts étrangers de canne (tonnes)

	1934	1933	1932	1931
Indes Néerlandaises	5.013	53.469	43.528	5.033
Etats-Unis	425	475	425	733
Pérou	15.451	6.835	21.442	38.709
Répub. Dominicaine	62.660	81.146	102.746	104.807
Cuba	137.244	104.474	86.198	61.097
Equateur	»	1.001	1.586	545
Autres pays	494	1.016		
Totaux	221.287	248.416	255.925	210.924

Sucres bruts étrangers de betteraves (tonnes)

	1934	1933	1932	1931
Allemagne	»	400	6.012	11.863
Pologne	14.985	8.815	10.315	5.152
Union belgo-luxemb.	19.545	11.468	71	240
Tchécoslovaquie ...	87	70	1.482	61
Autres pays	»	47	67	10
Totaux	34.617	20.800	17.947	17.326

Raffinés étrangers et coloniaux (tonnes)

	1934	1933	1932	1931
Allemagne	42	40	72	107
Pays-Bas	11	14	42	45
Union belgo-luxemb.	233	20	82	59
Cuba	101	60	21	51
Autres pays étrang.	360	75	94	604
Totaux	747	209	331	966

	1934	1933	1932	1931
Réunion	4.345	2.299	756	1.476
Martinique	3.604	3.563	3.631	3.436
Guadeloupe	21	26	456	49
Autres colonies....	337	19	8	3
Totaux	8.307	5.907	4.851	4.964
Totaux (raffinés				
étrangers et colon.)	9.054	6.116	5.182	5.930

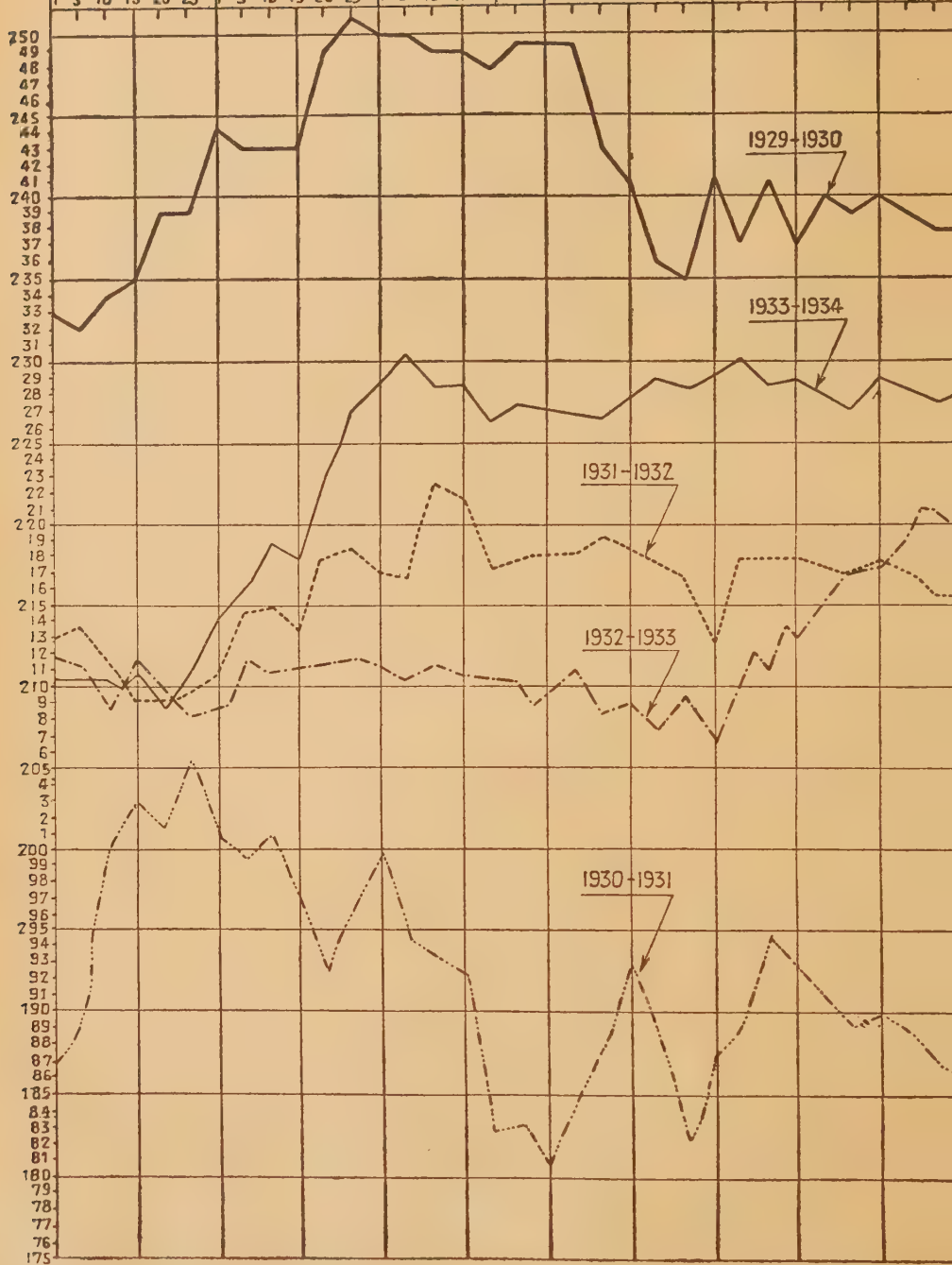
EXPORTATIONS DE SUCRES (tonnes)

	1934	1933	1932	1931
Sucres bruts (poids en raffiné) :				
Des colonies françaises...	759	30	18	25
De l'étranger	13	172	2.229	494
Indigènes	9.216	12.533	39.103	25.524
Totaux	9.988	12.735	41.350	26.043
Vergeoises (poids en raff.)	10	21	1.732	1.729
Candis (poids en raffiné).	3	3	8	16
Raffinés en pains ou agglomérés :				
Angleterre	31	811	451	90
Suisse	2.943	1.365	3.349	4.418
Perse	242	1.063	256	1.104
Maroc espag. et Canaries.	8.491	13.580	30	11.845
Autres pays d'Afrique, équatoriaux - occident.	1.252	924	1.779	1.079
Uruguay	130	339	»	»
Autres pays étrangers....	612	1.193	14.139	1.489
Afrique Occid. Française	6.396	6.313	6.286	5.877

DES PRODUCTEURS DE SUCRE

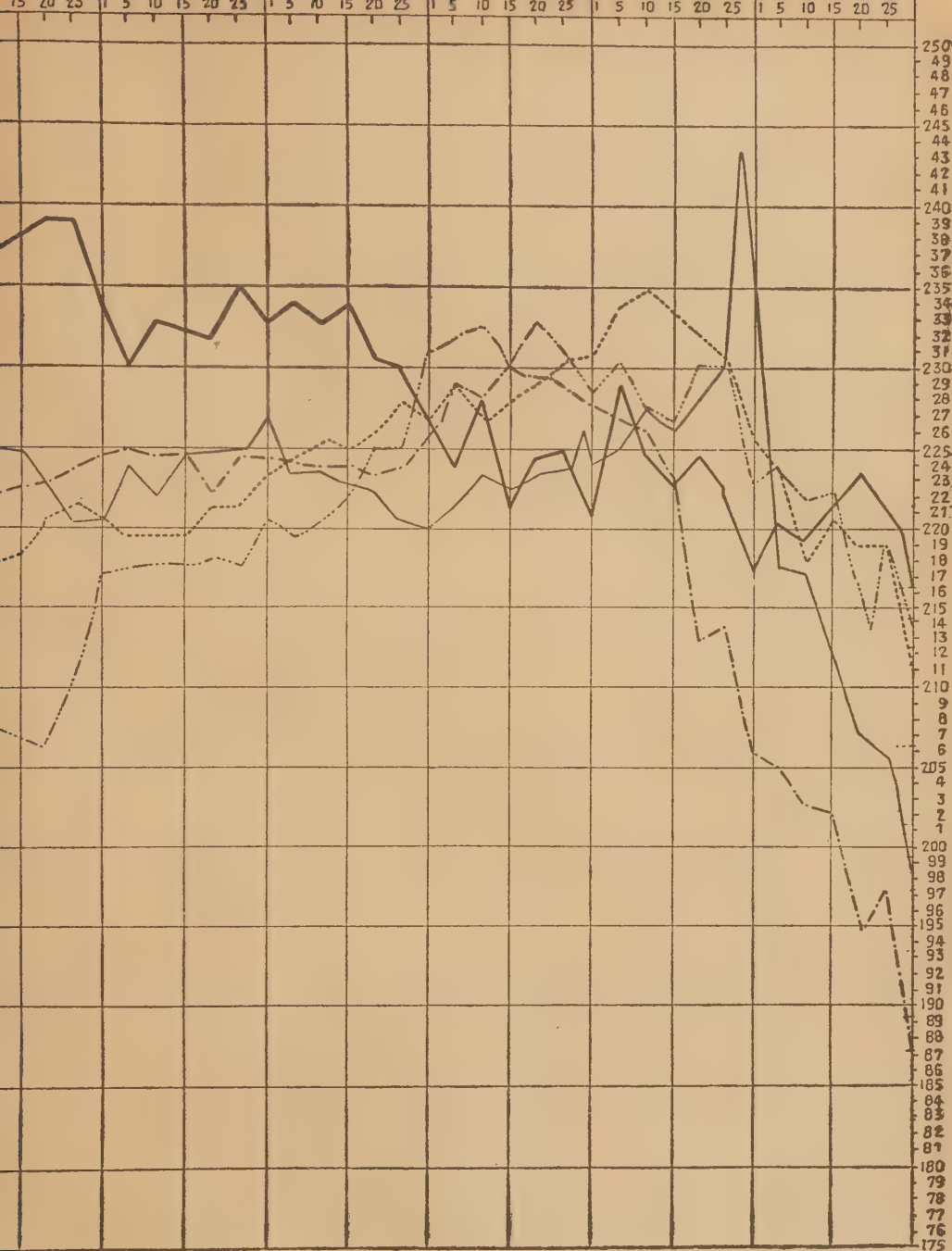
163

	1934	1933	1932	1931
Algérie	59.423	56.697	57.536	59.483
Maroc français	105.770	115.559	118.813	124.114
Syrie	175	168	»	»
Tunisie	36.612	31.293	35.006	31.539
Afrique Equat. Française.	95	109	97	116
Cameroun	164	143	»	»
Togo	164	143	»	»
Autres colonies	483	455	950	414
Totaux	224.137	230.292	238.692	241.568



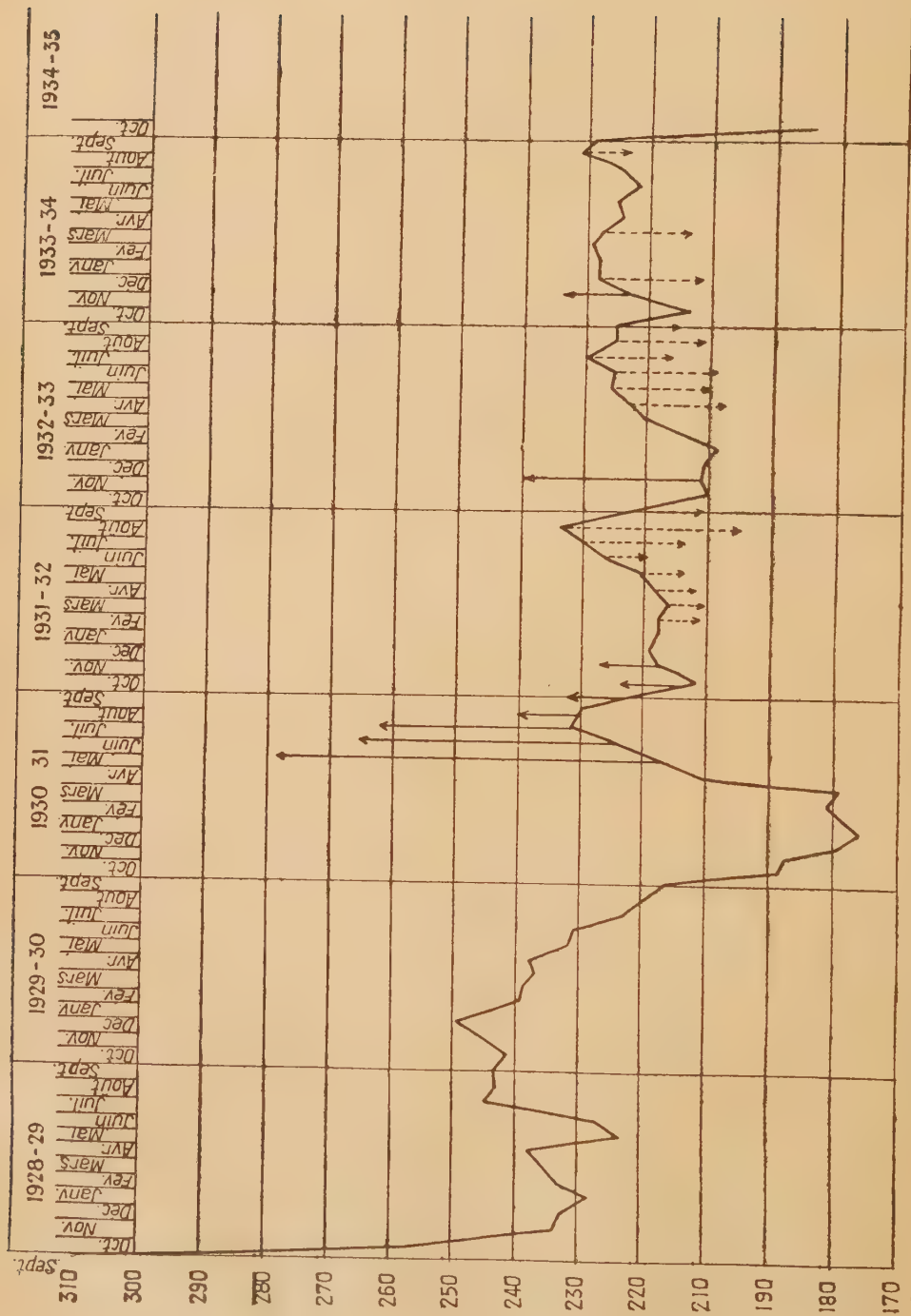
Moyennes mensuelles

ERRATUM. — A partir du 15 août la courbe de l'année 1929-30 (gros trait continu) à partir du 15 août la courbe de l'année 1930-31 (gros trait continu).



du-sucre n°3, à la Bourse de Paris.

par la courbe de l'année 1932-1933 (un point, un tiret). Inversement est figurée
3 par la courbe de l'année 1929-1930.

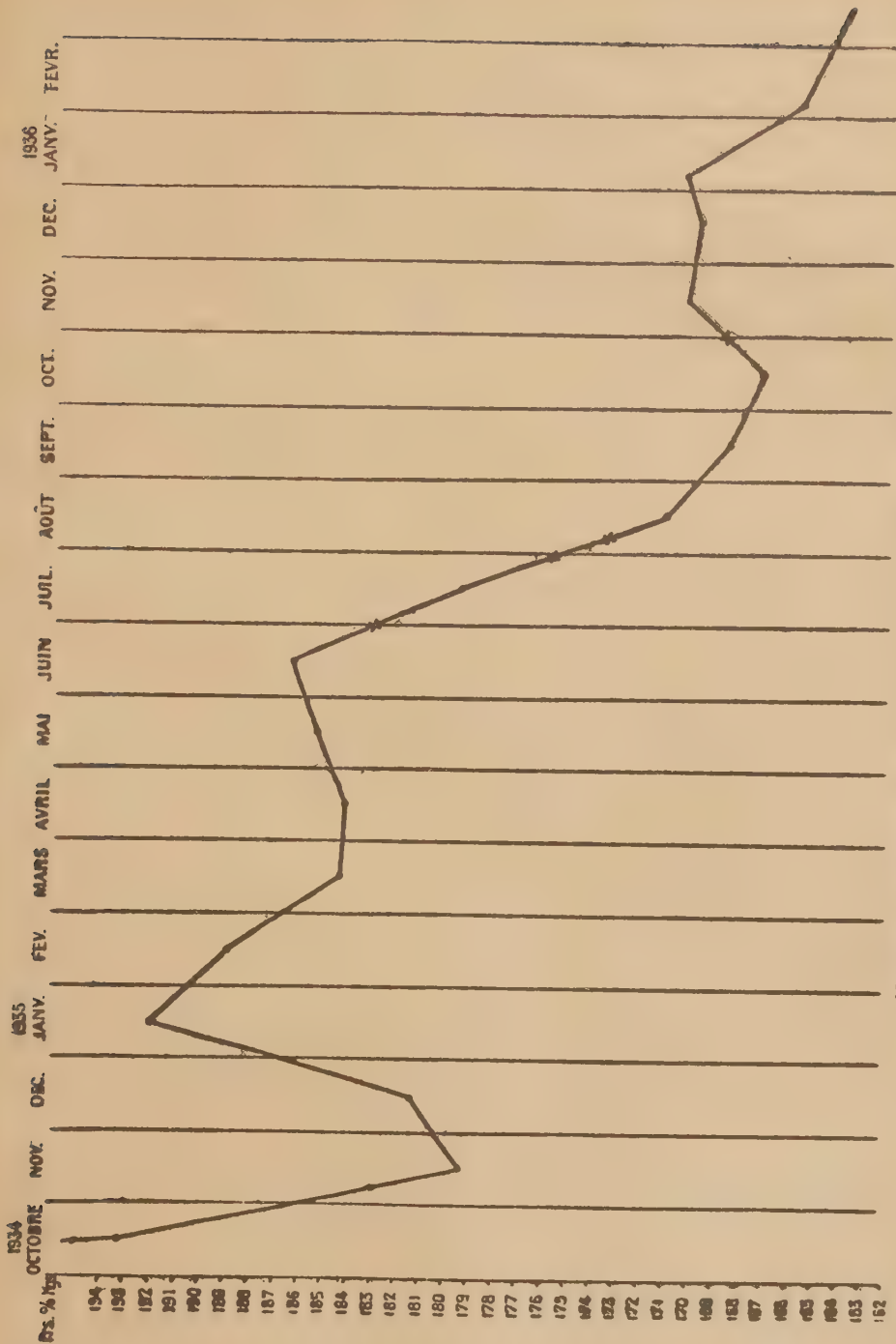


Moyennes mensuelles des cours N°3 à la Bourse de Paris

Quant

Quant

Echelle



Moyenne Mensuelle des cours du sucre d'Octobre 1934 à Février 1935
Les points indiquent la moyenne de chaque mois (Marché officiel-sucre N°3).
Les croix indiquent les dates des décrets relatifs à la betterave et au sucre.



CONCLUSION GENERALE

Nous avons donné déjà quelques indications qui sont des essais de conclusion partiels, en exposant ce qu'est et fait l'Association Syndicale devant les intérêts divers qu'elle met en jeu.

Mais on peut ajouter que cette organisation originale mériterait d'être prise en exemple par les diverses autres branches de production qui, verticalement, intéressent l'agriculture et l'industrie ou le commerce.

Nous pensons qu'elle pourrait être un enseignement pour ceux qui recherchent l'assainissement des marchés du bétail, du lait, des céréales notamment.

Ajoutons toutefois que nous avons en vue l'Association seule et non l'organisation sucrière telle qu'elle résulte de l'intervention du législateur.

Celle-ci, à notre sens, aboutit à une véritable organisation monopolisatrice. Nous admettons que la situation du marché du sucre envisagé particulièrement, nécessitait peut-être une telle intervention. Mais il s'agit aujourd'hui d'un véritable monopole. Si l'on peut penser qu'une organisation professionnelle ou corporative est hautement désirable, il est aussi permis de dire que l'introduction du monopole est une déviation, une déformation de l'organisation corporative et qui peut-être en soi n'est pas très heureuse.

C'est pourquoi ceux qui pensent que l'Association Syndicale peut être considérée en elle-même comme exemple, peuvent

également considérer que l'extension de l'organisation actuelle de la production sucrière n'est pas très désirable.

Le monopole, tel qu'il a été concédé aux fabricants de sucre, stabilise une situation ; ce n'est pas en soi une mesure de progrès ; ce n'est pas recommandable s'il s'agit de professions dont la situation est mauvaise.

Sans doute, il peut être nécessaire de prévenir les abus du risque ; il ne faudrait pour cela recourir à une mesure extrême limitant par trop l'initiative des producteurs.

Mais ici, nous pourrions aborder un problème plus grave, et qui déborde le cadre de ce modeste essai : le problème des prix.

Nous voulions seulement faire remarquer qu'il y a connexité entre ce problème et le fait des interventions législatives, faites sous la poussée de besoins immédiats, mais qui peuvent avoir à plus ou moins longue échéance des résultats fâcheux, si du moins on envisage l'ensemble de la situation économique.

C'est pourquoi, en conclusion générale, on peut dire que si ce qui est strictement organisation volontaire peut être pris en exemple, les mesures législatives adoptées pour permettre à cette organisation volontaire de subsister ne devraient pas être généralisées sans beaucoup de prudence et d'efforts pour adapter ces mesures à chaque situation particulière.

On peut souhaiter qu'il existe au-dessus de chaque organisation corporative particulière un Conseil National Economique qui informerait exactement le législateur, lui proposerait des décisions et aurait même le pouvoir de prendre des décisions réglementaires.

A côté de ce Conseil existerait un Conseil Supérieur du Travail qui imposerait au Conseil Economique un cahier des charges sociales, insusceptible d'être remis en discussion.

Les consommateurs pourraient être représentés aux deux

Conseils par des délégués des coopératives de consommation, de groupements d'achats, de grandes ligues nationales des consommateurs ou par l'Etat.

Il est permis de penser qu'il est préférable de commencer ici à construire le sommet avant la base. L'existence du Conseil obligerait les corporations non organisées à s'organiser pour être représentées, ce qui pour elles serait d'un intérêt capital.

L'existence d'organisations particulières, comme celle de l'industrie sucrière, nous paraît nécessiter une organisation professionnelle générale.

Si l'on prenait le parti de décider une direction de l'économie (ce qui ne doit pas se confondre avec une direction de la monnaie), ce ne pourrait être que si l'on savait la direction à donner ou suivre ; et il serait indispensable d'envisager l'ensemble de la vie économique nationale et internationale, chose impossible à un Gouvernement mal outillé et mal informé pour le faire.

Nous considérons, en outre, que c'est une solution humainement et socialement supérieure que celle qui est recherchée et adoptée par les intéressés eux-mêmes, plutôt que par la puissance publique.

Ce qui importe, en définitive, c'est l'homme et son développement. Il ne peut y avoir qu'avantages à lui laisser initiatives et responsabilités.

Ceux qui se démettent de leurs fonctions d'assurer eux-mêmes leur existence, celle de leur famille, peuvent être considérés comme démissionnaires de leur qualité d'homme. D'une part, si les intéressés eux-mêmes cherchent à résoudre le problème, les solutions, pratiquement et matériellement, sont meilleures et plus stables ; on se révolte moins contre ce que l'on a voulu que contre ce que l'on a subi.

D'autre part, sur un plan plus élevé, l'effort maintient et développe chez ceux qui l'accomplissent les qualités d'intelligence et de virilité qui sont la noblesse de l'espèce humaine.

Vu :

Le Président,
William OUALID.

Vu :

Pour le Doyen :
L'Assesseur,
RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie,
J. PERRON

ANNEXES

ANNEXE 1

Engagement de 1931 ⁽¹⁾

Il est préalablement exposé :

1) Que la production de l'industrie sucrière en France et aux colonies est redevenue amplement suffisante et permet de faire face aux besoins de la consommation nationale, et que notamment en 1931, par suite d'une récolte de betteraves exceptionnelle, la production dépassera de près de 200.000 tonnes les besoins présumés de la consommation.

Que ce supplément exceptionnel de production, coïncidant avec l'effondrement des cours du sucre sur le marché mondial, aurait pour conséquence, si les choses restaient en l'état, de réduire à néant pour la culture betteravière, essentielle à l'économie nationale, l'efficacité de la protection douanière qui lui a été accordée par les Pouvoirs publics.

Qu'il importe, dans ces conditions, de rechercher pour la sauvegarde de tous les intérêts en jeu, économie nationale, culture, industrie sucrière, commerce et consommateur, les mesures propres à éviter tout malaise sur le marché du sucre, malaise qui serait préjudiciable à tous les intérêts en jeu, tant par les effets immédiats que par les réactions néfastes qu'il entraînerait sur les années ultérieures.

Que ces mesures paraissent consister en la recherche d'un équilibre concerté entre la production et la consommation intérieures, équilibre évitant aussi bien l'onéreuse constitution

(1) Signé par les adhérents à l'Association Syndicale.

de stocks superflus qu'une restriction dans la production conduisant à des réserves insuffisantes pour faire face aisément à la soudure entre deux campagnes.

C'est dans cet esprit que l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers a établi avec chacun de ses adhérents la présente convention, dont le texte et l'esprit ont eu l'approbation du Gouvernement (lettre du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, du 17 novembre 1930.

.....

Entre,

L'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers, constituée sous le régime de la loi du 21 mars 1884 telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 12 mars 1920,

Et
exploitant des usines de.....
l'engagement suivant est pris, étant entendu qu'il est établi en même temps qu'un rapport contractuel, une communauté d'efforts entre tous les signataires de semblables engagements.

ARTICLE PREMIER

.....s'engage à exécuter, en ce qui le concerne, les mesures générales suivantes décidées par l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers.

1) Au cours de l'année 1931, chaque adhérent stockera un tonnage qui sera fixé comme il est dit plus loin.

Ce stockage commencera et prendra fin selon les décisions du Bureau de l'Association Syndicale. Mais celui-ci devra prendre ses dispositions pour que, en tout état de cause, ce stock soit absorbé dans le délai maximum de 2 ans.

La totalité du tonnage stocké par l'ensemble des usines de France, d'Algérie et des colonies assimilées, avant le 1^{er} septembre 1931, correspondra à l'excédent de la production de la campagne 1930-31, par rapport à la consommation prévue en France, Sarre, Algérie et colonies assimilées.

Ce stockage sera matérialisé par les moyens indiqués à l'article 2.

2) L'adhérent s'engage à contingenter sa production pour la campagne 1931-32 (valeur en quintaux de sucre), de telle manière que la production livrable à la consommation en France, Sarre, Algérie ou dans les colonies assimilées, ajoutée à la moitié des excédents stockés en conformité du paragraphe précédent, ne dépasse pas les besoins présumés de la campagne 1931-32.

3) L'adhérent s'engage à contingenter sa production pendant la campagne 1932-1933 (valeur en quintaux de sucre), de telle manière que la production totale des usines de France, Algérie et colonies assimilées, livrable à la consommation en France, Sarre, Algérie et colonies assimilées, ajoutée au solde des excédents stockés et que le Bureau de l'Association n'aurait pu faire absorber au cours de la campagne 1931-1932, ne dépasse pas les besoins présumés de la campagne 1932-1933.

Pour la campagne 1933-1934, l'adhérent s'engage à contingenter sa production de telle manière que la production totale des usines de France, Algérie et Colonies assimilées ne dépasse pas les besoins présumés de la campagne.

4) L'adhérent s'engage à stocker chaque campagne, en vue de l'utilisation par lui pour un autre emploi que la consommation de France, Sarre, Algérie et colonies assimilées, par exportation, transformation chimique, etc., etc., les quantités de sucre qu'il aura produites en excédent sur le contingent qui lui aura été fixé. Cette utilisation devra être réalisée par

lui pour les quantités et dans les délais qui lui seront fixés par le Bureau Syndical et sous son contrôle.

Cet engagement s'appliquera pour la première fois à la campagne 1931-1932. L'exécution de ces diverses mesures est réglée par les articles ci-après.

ARTICLE 2

L'obligation de stockage prévue au paragraphe 1 de l'article premier s'entend comme suit :

Le Bureau de l'Association Syndicale, ayant après avis de la Conférence Consultative prévue à l'article premier des statuts, fixé, d'une part le chiffre de la consommation probable de la campagne 1930-31 en France, Sarre, Algérie et colonies assimilées, et d'autre part connaissant le chiffre de la production française et coloniale pendant cette même campagne, déterminera le tonnage excédentaire qu'il convient de stocker pour équilibrer la production et la consommation.

Le stockage sera réalisé par tranches successives dont l'importance et la cadence seront déterminées par le Bureau Syndical, qui fixera en même temps les conditions et le délai de réalisation par tous les adhérents et en tout cas au total, avant le 1^{er} septembre.

La répartition du tonnage global à stocker, comme la répartition du tonnage de chaque tranche, sera faite entre tous les adhérents, proportionnellement au total pour chacun du double de son contingent prévu pour 1931-1932 et de la quantité de sucre dont, d'après les conditions de ses marchés de betteraves, le prix lui reste à arrêter au 1^{er} avril.

Ne seront considérées comme stockées que les marchandises effectivement placées, soit dans des Magasins Généraux, soit dans des magasins d'usines placés sous le contrôle des Contri-

butions Indirectes et dont le récépissé ou transfert en régie auront été remis à l'Association Syndicale.

Les sucres stockés par un adhérent pourront être libérés contre remise à l'Association Syndicale de nouveaux récépissés ou transferts en régie pour une quantité égale à celle dont ils désirent libération.

L'inexécution de l'engagement de stocker fera encourir, par sac non stocké, une pénalité correspondante aux droits de douane en vigueur pendant la campagne, majorés de 25 fr.

ARTICLE 3

Contingentement

Le contingentement de production de chaque adhérent sera déterminé comme suit :

Chaque adhérent indiquera à l'Association Syndicale, avant le 1^{er} mars 1931, le tonnage en sucre raffiné de sa production de 3 campagnes qu'il peut à son gré choisir parmi les 6 dernières campagnes, soit 1925-26 inclus à 1930-31 inclus.

La moyenne des 3 campagnes choisies, calculée d'après les chiffres de régie, servira de base au calcul du coefficient concernant l'adhérent.

Pour chaque adhérent, le coefficient sera le pourcentage de la production telle qu'elle est établie ci-dessus par rapport à la somme de toutes les productions.

Chaque année, avant le 1^{er} mars, le Bureau de l'Association Syndicale, assisté par la Conférence Consultative prévue aux statuts, fixera le chiffre de la consommation présumée en France, Sarre, Algérie et Colonies assimilées.

Le contingent de l'adhérent sera le produit divisé par 100 du coefficient par le chiffre de production fixé.

Déficits

Dans le cas où, pendant les années où subsistera le stock global, la production d'un adhérent, au cours d'une campagne, sera inférieure au contingent à lui alloué pour cette campagne, cet adhérent recouvrera la libre disposition des sucres stockés par lui, conformément aux dispositions des articles 1 et 2, sur sa production de la campagne précédente, pour une quantité égale à la différence entre son contingent et sa production de la campagne déficitaire.

Si son déficit est supérieur à la quantité qui lui reste en charge sur le stock global il pourra, après prélèvement de cette dite quantité, compenser le déficit restant avec l'excédent d'un autre adhérent de la façon définie ci-après.

Excédents

Les adhérents peuvent produire plus de sucre que le tonnage qui leur a été alloué. Mais, dans ce cas, l'excédent devra, conformément aux prescriptions du paragraphe 4 de l'article 1^{er}, être stocké jusqu'à décision du Bureau Syndical au sujet de cet excédent.

Au fur et à mesure de la fabrication de cet excédent, les adhérents devront remettre à l'Association Syndicale les récépissés ou transferts en régie matérialisant le stockage.

La décision du Bureau Syndical au sujet de cet excédent sera prise d'après les indications suivantes.

Une fois connues les productions de tous les adhérents, le Bureau Syndical remettra à chaque adhérent en déficit les récépissés ou les transferts de la partie du stock libéré en raison de son déficit.

Il répartira entre tous les adhérents en excédent, au prorata de leurs excédents, les quantités à verser par eux au stock

global, en remplacement de celles qui seront libérées par le déficit des autres adhérents.

Toutefois, en cas de libération totale ou partielle du stock global, ces sucres ne seront libérés qu'après épuisement total des « mises en stock » antérieures.

Compensation des déficits et des excédents

Une fois réalisé le transfert des charges du stockage entre déficitaires et excédentaires comme défini plus haut, s'il reste des déficits non comblés et des excédents non versés au stock, le Bureau Syndical déterminera pour tous les adhérents excédentaires, au prorata de leurs excédents, la portion de leurs excédents compensable par des déficits non comblés.

Le détail des excédents compensables et des déficits sera communiqué à tous les intéressés. Ceux-ci auront toute liberté de prendre directement entre eux tous arrangements pour assurer la compensation, sous la réserve du contrôle par l'Association Syndicale des quantités compensées.

Les récépissés ou transferts en régie des excédents compensables détenus par l'Association Syndicale, comme il a été dit plus haut, ne pourront être rendus à l'adhérent excédentaire que sous remise par lui, à l'Association Syndicale, d'une lettre d'un adhérent déficitaire déclarant compenser par son propre déficit le tonnage dont l'adhérent excédentaire demande libération.

Si l'adhérent excédentaire n'a pu trouver d'adhérent déficitaire acceptant compensation, il ne pourra obtenir libération des sucres compensables que contre versement d'une pénalité de 20 francs par quintal.

Chaque année, la campagne sucrière terminée, l'Assemblée générale décidera de la répartition éventuelle à faire de ces pénalités entre les adhérents déficitaires dont les déficits, non

comblés par libération du stockage, n'auront pas été compensés directement. La somme touchée par ces adhérents ne pouvant, en aucun cas, être supérieure à 20 francs par sac de déficit et pour une quantité de sacs égale au maximum à 10 % de son contingent.

Le surplus des excédents de chaque adhérent sur les quantités mises en stock ou compensées comme définies plus haut, devra rester stocké en vue de l'utilisation par lui pour un autre emploi que la consommation en France, Sarre, Algérie ou colonies assimilées, par exportation, transformation chimique, etc...

Cette utilisation devra être réalisée par lui pour les quantités et dans les délais qui lui seront fixés par le Bureau Syndical et sous son contrôle.

En particulier les fabricants de sucre excédentaires, désirant utiliser d'autres moyens que l'exportation, devront faire connaître au bureau de l'Association Syndicale ces moyens pour approbation et organisation du contrôle.

En cas de non observation des décisions du Bureau Syndical, l'adhérent sera frappé, pour chaque sac de sucre faisant l'objet de cette infraction, d'une pénalité correspondant aux droits de douane en vigueur à l'expiration des délais fixés par la décision du Bureau Syndical, majorés de 25 francs.

ARTICLE 4

Le présent engagement est valable jusqu'au 30 septembre 1934 ; dans le cas où l'adhérent n'aurait pas fait connaître avant le 1^{er} avril 1934 son intention de ne pas renouveler son engagement, celui-ci se continuera par tacite reconduction.

ARTICLE 5

Le présent engagement s'applique aux sucres extraits de

betteraves et de mélasses ou de cannes, par les maisons engagées, du 1^{er} septembre 1931 au 30 septembre 1934.

Il y a lieu de considérer comme sucres faisant l'objet du présent engagement, les sucres raffinés, les sucres blancs, les sucres de 1^{er} jet, les sucres de 2^e jet, les sucres contenus dans les produits en cours de fabrication, mélasse exceptée.

Les calculs résultant de cet engagement s'effectuent sur la base des sucres raffinés.

Le rendement présumé des produits en cours de fabrication est déterminé par le bureau de l'Association Syndicale.

Il détermine de plus, pour le travail d'extraction du sucre de mélasse, le rendement à prendre comme base de tous les calculs résultant du présent engagement en ce qui concerne les établissements extrayant le sucre des mélasses.

ARTICLE 6

L'exécution du présent engagement est assurée par :

1° L'Assemblée générale des adhérents de l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers ;

2° Le Bureau de l'Association Syndicale assisté, le cas échéant, de la Conférence prévue à l'article 7 des statuts de cette Association et à l'article 5 du présent engagement ;

3° Les services de l'Association Syndicale.

La direction des opérations entraînées par l'exécution du présent engagement est assurée par le Bureau de l'Association.

ARTICLE 7

Le Bureau de l'Association Syndicale, en tant que chargé de la direction des opérations entraînées par l'exécution du

présent engagement, se réunira toutes les fois que cela sera nécessaire, et au moins au début de chaque trimestre.

Lorsque l'ordre du jour d'une réunion portera sur un objet intéressant la production dans ses rapports avec la culture ou l'exportation, le Bureau devra être assisté d'une Conférence consultative composée de 16 membres au maximum, dont neuf représentant des planteurs de betteraves désignés par la Confédération des dits planteurs, trois représentants des associations de distillation, deux représentants des raffineurs ; les deux autres membres peuvent être des personnalités compétentes que le bureau de l'Association Syndicale jugerait nécessaire de leur adjoindre.

En cas de rejet par la Conférence Consultative des décisions proposées par le Bureau de l'Association Syndicale, celles-ci seront soumises à une commission composée de neuf fabricants de sucre, neuf planteurs de betteraves, trois représentants des associations de distillation, deux représentants des raffineurs et les deux autres membres de la Conférence Consultative ; les décisions en question ne seront définitives qu'après approbation de cette commission.

Le Bureau de l'Association Syndicale devra communiquer à la Conférence tous documents utiles pour justifier de l'exécution globale des mesures adoptées.

ARTICLE 8

Les maisons contractantes s'engagent à envoyer au siège de l'Association Syndicale, à des époques à fixer par le Bureau, tous renseignements et documents nécessaires à l'exécution du présent engagement.

Les maisons contractantes s'engagent à fournir ces indications de bonne foi et à permettre aux personnes qui en sont chargées par l'Association, choisies parmi des experts qualifiés

tenus au secret professionnel et non intéressés par leurs fonctions ordinaires aux opérations du marché du sucre, le contrôle de l'exécution du présent engagement par l'examen des pièces de régie.

L'Association et ses chargés d'affaires s'engagent à garder un silence absolu sur les enquêtes et les résultats et de n'en faire état que sous forme de relevés statistiques totaux.

ARTICLE 9

En cas de vente, location ou cession sous une forme quelconque de son exploitation à un tiers, toute maison contractante est tenue de payer une indemnité contractuelle pour la partie du sucre devant être exportée ou stockée et qui ne l'aurait pas été à temps suivant le présent engagement, d'après les instructions données par le Bureau Syndical.

Cette indemnité sera fixée par le Bureau Syndical.

Toutefois, cette indemnité ne serait pas due par la maison contractante dans le cas où l'acquéreur, locataire au cessionnaire éventuel, se substituerait à elle pour l'exécution du présent engagement et se chargerait d'en assumer les obligations.

ARTICLE 10

La date de l'entrée en vigueur du présent engagement est fixée par le Bureau Syndical de l'Association Syndicale.

L'engagement n'entrera en vigueur qu'au cas où les fabriques traitant de la betterave en France, de la canne à sucre dans les colonies françaises et les établissements pour l'extraction des sucres de la mélasse de France ou des colonies, à l'exception des institutions placées sous tutelle, se seront soumis aux termes du présent engagement et dans une proportion représentant au moins 85 % de la production.

Toutefois, le présent engagement sera mis en exécution sans attendre l'adhésion des producteurs coloniaux, sous réserve que 85 % de la production métropolitaine ait apporté son adhésion. L'exécution en pourra être suspendue si les réponses des producteurs coloniaux données ne permettent pas de réunir les 85 % de la production totale.

La mise en vigueur du présent engagement doit être signifiée aux maisons engagées par lettre recommandée au plus tard le 15 avril. Cet engagement est valable jusqu'au 30 septembre 1934. Il se prolonge ensuite d'année en année, par période expirant le 30 septembre, s'il n'a pas été dénoncé au plus tard le 1^{er} avril de chaque année par lettre recommandée adressée à la Direction de l'Association. S'il s'est produit une dénonciation de la part d'une ou de plusieurs maisons engagées, l'engagement reste quand même en vigueur entre les autres maisons engagées, à moins que la production en sucre des maisons engagées restantes soit inférieure à 85 % de la production en sucre soumise à l'engagement sur la base des indications fournies par la période précédente.

Le règlement définitif de tous les comptes et mesures résultant du présent engagement pourra être effectué postérieurement à la date de son échéance.

ARTICLE 11

Si, par suite de la défaillance d'un ou de plusieurs signataires des conventions pareilles aux présentes, la soussignée de première part était constituée en perte du fait de ses frais administratifs, au 30 septembre 1931, cette perte serait répartie entre tous les autres signataires de ces conventions proportionnellement à leur contingent.

ARTICLE 12

Le présent engagement pourra être résilié sur la demande d'un nombre d'adhérents représentant au moins 75 % de la production de sucre.

ARTICLE 13

Tous les différends susceptibles de naître entre l'Association Syndicale et au sujet des clauses du présent engagement seront obligatoirement soumis à deux arbitres, choisis à raison de un par partie et dans le délai maximum de deux semaines.

Si l'une des parties ne désigne pas son arbitre dans le délai indiqué ci-dessus, cette désignation sera demandée par l'autre partie au président de la Chambre de Commerce de Paris. En cas de désaccord, les deux experts devront s'en adjoindre un troisième, choisi d'un commun accord ou, à défaut d'accord, par le président de la Chambre de Commerce de Paris.

Avant toute décision d'arbitrage, les intéressés seront obligatoirement convoqués pour être entendus.

Les décisions prises à la majorité des arbitres seront définitives et sans appel. Leur application sera obligatoire pour les deux parties.

En cas de litiges, les frais d'enregistrement et tous autres seront à la charge de la partie défaillante.

ANNEXE 2

Engagement pour 1934, 35, 36, 37

Il est préalablement exposé :

Que la production de l'industrie sucrière en France et aux colonies est redevenue amplement suffisante et permet de

faire face aux besoins de la consommation nationale et que, notamment, en 1931, par suite d'une récolte de betteraves exceptionnelle, la production a dépassé de près de 200.000 tonnes les besoins présumés de la consommation.

Que ce supplément exceptionnel de production, coïncidant avec l'effondrement des cours du sucre sur le marché mondial, aurait eu pour conséquence, si les choses étaient restées en l'état, de réduire à néant pour la culture betteravière, essentielle à l'économie nationale, l'efficacité de la protection douanière qui lui avait été accordée par les Pouvoirs publics.

Qu'il importait dans ces conditions de rechercher par la sauvegarde de tous les intérêts en jeu, économie nationale, culture, industrie sucrière, commerce et consommateur, les mesures propres à éviter tout malaise sur le marché du sucre, malaise qui serait préjudiciable à tous les intérêts en jeu, tant par les effets immédiats que par les réactions néfastes qu'il entraînerait sur les années ultérieures.

Que ces mesures ont paru consister en la recherche d'un équilibre concerté entre la production et la consommation intérieure, équilibre évitant aussi bien l'onéreuse constitution de stocks superflus qu'une restriction dans la production conduisant à des réserves insuffisantes pour faire face aisément à la soudure entre deux campagnes.

Que les mesures déjà prises à ce sujet en 1931 ont pleinement donné les résultats qu'on en pouvait attendre.

C'est dans cet esprit que l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers a établi avec chacun de ses adhérents la présente convention dont les principes sont strictement conformes à ceux contenus dans la convention passée en 1931, dont le texte et l'esprit ont eu l'approbation du Gouvernement (lettre du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur, du 17 novembre 1930).

Entre :

L'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, agricoles et sucriers, constituée sous le régime de la loi du 21 mars 1884, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 12 mars 1920.

Et
exploitant les usines de
ci-après dénommé l'adhérent, l'engagement suivant est pris, étant entendu qu'il établit, en même temps qu'un rapport contractuel, une communauté d'efforts entre tous les signataires de semblables engagements.

ARTICLE PREMIER

L'adhérent s'engage pour chacune des campagnes 1934-1935, 1935-1936, 1936-1937 :

1° A contingenter sa production au chiffre qui lui sera fixé pour lesdites campagnes par le Bureau Syndical, la décision de celui-ci étant prise en conformité des indications ci-après énoncées ;

2° A stocker chaque année, sous le contrôle du Bureau Syndical, les quantités de sucre qu'il aura pu produire en excédent sur le contingent qui lui aura été fixé pour les dites années ;

3° Lorsque les quantités ainsi stockées auront été remises à sa disposition par le Bureau Syndical, à leur donner l'utilisation que celui-ci aura prescrite, dans les délais indiqués par lui.

Les articles ci-après précisent les conditions d'application de ces trois obligations.

ARTICLE 2

Contingentement

Chaque année, avant le 1^{er} mars, le Bureau Syndical établira le chiffre de la consommation présumée en France, Algérie, colonies du 1^{er} groupe et Sarre s'il y a lieu, depuis le 1^{er} octobre de ladite année jusqu'au 30 septembre de l'année suivante.

Se basant sur ce chiffre de cette consommation présumée et sur celui des existants probables en France métropolitaine au 1^{er} octobre (à l'exception des excédents stockés), le Bureau Syndical déterminera pour la campagne considérée le total de la production métropolitaine et des importations des colonies du premier groupe.

En conformité des accords conclus avec les producteurs de sucre de ces colonies, le Bureau Syndical déduira de ce total le chiffre de la production métropolitaine.

Le chiffre de cette production sera réparti entre toutes les sucreries, au prorata des coefficients de celles-ci.

Ces coefficients sont ceux qui ont été déterminés par l'article 3 de l'engagement relatif aux campagnes 1931-1932, 1932-1933 et 1933-1934.

Toutefois, pour certains adhérents qui se seraient trouvés dans des circonstances spéciales rendant inéquitable pour eux la stricte application de l'article 3 de l'engagement précité, le coefficient pourra être modifié sous les réserves suivantes :

1° La décision devra être prise par une commission nommée spécialement pour chaque cas et comprenant, outre le délégué administratif pour assurer l'unité de doctrine, quatre fabricants n'ayant aucun intérêt direct ou indirect dans les cas intéressés et ne pouvant pas se réclamer de circonstances spéciales justifiant un réajustement ;

2° Les membres de cette commission (4 titulaires et 4 suppléants) seront tirés au sort sur une liste dressée par le Bureau Syndical parmi les fabricants remplissant les conditions exigées, étant entendu que l'adhérent ayant demandé la réunion de la commission conserve un droit de récusation justifié;

3° Le total des ajustements ainsi accordés ne pourra pas dépasser 1 % du total des coefficients initiaux.

ARTICLE 3

Stockage des excédents

Les adhérents qui produiront plus de sucre que la production qui leur a été déterminée pour la campagne devront, une fois leur contingent atteint, et au fur et à mesure de leur fabrication, stocker ces excédents sous le contrôle de l'Association Syndicale ; ces excédents resteront stockés jusqu'à décision ultérieure du Bureau Syndical, et ne pourront être libérés qu'avec l'autorisation de celui-ci.

Ne seront considérés comme stockés que les sucres de provenance métropolitaine ou des colonies de premier groupe et effectivement placés soit dans des Magasins Généraux, soit dans des magasins d'usines placés sous le contrôle des Contributions Indirectes et dont les récépissés-warrants ou les transferts en régie auront été remis à l'Association syndicale.

Dans le but de faciliter les transactions, l'adhérent peut demander le remplacement, quantité par quantité. Les récépissés-warrants ou transferts en régie constituant le stock de remplacement, devront toutefois être remis à l'Association Syndicale avec la libération du stock qu'ils sont destinés à remplacer.

L'inexécution de l'engagement de stocker fera encourir, par

sac non stocké, une pénalité correspondant aux droits de douane en vigueur pendant la campagne, majorée de 25 fr.

ARTICLE 4

Reprise aux stocks par les déficitaires

Les adhérents déficitaires, s'ils ont des sucres stockés, recouvreront, par priorité à toute compensation de leur déficit, la libre disposition des dits sucres pour une quantité égale à la différence entre leur production autorisée et leur production déficitaire réalisée pour la campagne.

ARTICLE 5

Compensation des excédents et des déficits de la même campagne

Après connaissance des productions de tous les adhérents et une fois effectués les prélèvements aux stocks pour combler les déficits de l'année, le Bureau Syndical déterminera pour chaque adhérent excédentaire la portion de son excédent qui se trouvera compensable par les déficits non comblés par prélèvements aux stocks.

Les excédents compensables par les déficits d'autres adhérents de la même année seront libérés, puisque leur libération n'accroît pas les sucres mis à la disposition du marché au delà de la quantité fixée par le Bureau Syndical conformément au paragraphe « Contingentement ».

Toutefois, cette libération n'aura lieu que contre versement d'une somme égale, pour chaque quintal libéré, à 6 % du cours moyen du sucre (cote officielle du disponible) de chacun des jours de bourse du 1^{er} octobre au 1^{er} janvier.

Les sommes ainsi versées seront réparties par le Bureau entre les divers déficitaires de l'année, au prorata de leur déficit, par versement à chacun d'eux, pour chaque quintal de déficit compense, d'une indemnité de 6 % du cours moyen de la cote officielle du disponible de chacun des jours de bourse du 1^{er} octobre au 1^{er} janvier.

Les « excédents compensables » qui ne seraient pas libérés par le paiement d'indemnité de compensation ci-dessus, ne pourraient pas, les années suivantes, être libérés par compensation du déficit de l'adhérent.

ARTICLE 6

Compensation des déficits non encore utilisés avec les excédents des campagnes antérieures

Si, après cette compensation des déficits « non comblés » avec les excédents de la même année, il restait encore des déficits non utilisés, le Bureau de l'Association Syndicale déterminera, pour les excédents restant stockés des années précédentes, la partie compensable par les déficits de l'année en cours non absorbés par les deux répartitions ci-dessus.

Ces sucres seront libérés, puisque leur libération n'accroît pas la quantité mise à la disposition du marché conformément au paragraphe « Contingentement ».

Toutefois, cette libération n'aura lieu que contre le versement d'une somme égale, pour chaque quintal libéré, à 6 % du cours moyen du sucre (cote officielle du disponible) de chacun des jours de bourse du 1^{er} octobre au 1^{er} janvier.

Les sommes ainsi versées seront réparties par le Bureau entre les divers déficitaires de l'année, au prorata de leur déficit, par versement à chacun d'eux, pour chaque quintal de déficit compensé, d'une indemnité de 6 % du cours moyen de

la cote officielle du disponible de chacun des jours de bourse du 1^{er} octobre au 1^{er} janvier.

ARTICLE 7

Excédents non compensables

Les excédents qui n'auront pas pu être compensés par l'une des opérations définies plus haut devront rester stockés jusqu'à décision du Bureau Syndical à leur sujet.

1° Si la situation du marché français l'exige, le Bureau Syndical pourra prescrire l'utilisation de tout ou partie des sucres stockés pour un autre usage que la consommation de France, Algérie et colonies du premier groupe et Sarre s'il y a lieu ; cette utilisation devra être réalisée par les adhérents proportionnellement pour chacun d'eux à leur part dans le stock, dans les délais qui seront fixés par le Bureau Syndical et sous son contrôle, à leur choix, par exportation en dehors du régime douanier français, transformations chimiques, etc.

Les adhérents désirant utiliser d'autres moyens que l'exportation, devront faire connaître ces moyens au Bureau Syndical, pour approbation préalable et organisation du contrôle.

Toutefois, les sucres qui auront été stockés en excédent d'une campagne déterminée ne pourront pas être l'objet d'une telle décision du Bureau Syndical avant la constatation effective de l'achèvement de la fabrication et le règlement des comptes de la campagne suivante.

2° Si le Bureau a décidé la libération des sucres stockés, hors de toute compensation, pour les besoins du marché, cette libération n'aura lieu en tout état de cause que contre versement par les adhérents, entre les mains de l'Association Syndicale, d'une pénalité fixée par le Bureau Syndical pour chaque libération, et qui ne saurait être inférieure, pour cha-

que quintal libéré, à 6 % de la valeur moyenne de la cote officielle du sucre disponible au jour de la décision de libération.

L'Assemblée générale déterminera ultérieurement de la destination à donner aux sommes ainsi versées par les adhérents intéressés. La libération s'appliquerait d'abord aux sucres les plus anciens.

ARTICLE 8

Dans le cas où pour diverses causes (diminution de la consommation, introduction de sucres étrangers non prévue dans le régime réglant actuellement les importations), le Bureau Syndical constaterait un excédent de marchandises pesant lourdement sur le marché, il pourrait, sous réserve que la décision soit prise par les trois quarts de ses membres, ordonner la constitution nouvelle d'un stock global à la charge de chacun des adhérents, proportionnellement à leur coefficient, et dont les modalités de libérations ultérieures seront laissées à la décision du Bureau et de la Conférence consultative.

Si le stock global ainsi constitué est inférieur ou égal à 50.000 tonnes, il devra être résorbé sur la campagne suivante, et la production autorisée pour ladite campagne sera déterminée en conséquence.

S'il est supérieur à 50.000 tonnes, il devra être résorbé dans un délai maximum de deux campagnes, dont les productions autorisées devront être déterminées en conséquence.

ARTICLE 9

Le présent engagement s'applique aux sucres extraits de betteraves et de mélasse ou de canne par les adhérents, du 1^{er} septembre 1934 au 30 septembre 1937.

Il y a lieu de considérer comme sucres faisant l'objet du présent engagement : les sucres raffinés, les sucres blancs, les sucres de premier jet, les sucres de deuxième jet, les sucres contenus dans les produits en cours de fabrication, mélasses exceptées.

Les calculs résultant de cet engagement s'effectuent sur la base des sucres raffinés.

Le rendement présumé des produits en cours de fabrication est déterminé par le Bureau de l'Association Syndicale.

Il détermine de plus, pour le travail d'extraction du sucre de mélasse, le rendement à prendre comme base de tous les calculs résultant du présent engagement en ce qui concerne les établissements extrayant le sucre des mélasses.

ARTICLE 10

Propagande

En vue d'assurer le développement de la consommation du sucre, l'adhérent s'engage à verser annuellement à l'Association Syndicale une somme de 0 fr. 20 par quintal de sucre produit (en raffiné).

Dans le même but, l'adhérent s'engage à retenir à ses planteurs, pour la verser à l'Association Syndicale, une somme de 0 fr. 20 par tonne de betteraves effectivement livrée.

ARTICLE 11

L'exécution du présent engagement est assurée par :

1° L'Assemblée générale des adhérents de l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers ;

2° Le Bureau de l'Association Syndicale assisté, le cas

échéant, de la Conférence prévue à l'article 7 des statuts de cette Association et à l'article 8 du présent engagement.

Pour tout ce qui concerne tant les quantités à stocker ou à libérer que les modalités pratiques de ces opérations, libre initiative est laissée au Bureau de l'Association Syndicale, en conformité des principes d'assainissement du marché en vue desquels est pris le présent engagement, et conformément aux prescriptions de l'article 12 ci-après.

ARTICLE 12

Le Bureau de l'Association Syndicale, en tant que chargé de la direction des opérations entraînées par l'exécution du présent engagement, se réunira toutes les fois que cela sera nécessaire et au moins au début de chaque trimestre.

Lorsque l'ordre du jour d'une réunion portera sur un objet intéressant la production dans ses rapports avec la culture ou l'exportation, le Bureau devra être assisté d'une Conférence consultative composée de 16 membres au maximum, dont 9 représentant des planteurs de betteraves désignés par la Confédération desdits planteurs, 2 représentants des raffineurs, 3 représentants des Syndicats de la distillerie ; les deux autres membres peuvent être des personnalités compétentes que le Bureau de l'Association syndicale jugerait nécessaire de leur adjoindre.

En cas de rejet par la Conférence consultative des décisions proposées par le Bureau de l'Association Syndicale, celles-ci seront soumises à une commission composée de 9 fabricants de sucre, 9 planteurs de betteraves, 3 représentants des Associations de distillation, 2 représentants des raffineurs et les deux autres membres de la Conférence consultative. Les décisions en question ne seront définitives qu'après approbation de cette commission.

Le Bureau de l'Association syndicale devra communiquer à la Conférence tous documents utiles pour justifier de l'exécution globale des mesures adoptées.

ARTICLE 13

L'adhérent s'engage à envoyer au siège de l'Association Syndicale, à des époques à fixer par le Bureau, tous renseignements et documents nécessaires à l'exécution du présent engagement.

L'adhérent s'engage à fournir ces indications de bonne foi et à permettre aux personnes qui en sont chargées par l'Association, choisies parmi des experts qualifiés tenus au secret professionnel et non intéressés par leurs fonctions ordinaires aux opérations du marché du sucre, le contrôle et l'exécution du présent engagement par l'examen des pièces de régie.

L'Association et ses chargés d'affaires s'engagent à garder un silence absolu sur les enquêtes et les résultats et à n'en faire état que sous forme de relevés statistiques totaux.

ARTICLE 14

En cas de vente, location ou cession sous une forme quelconque de son exploitation à un tiers, l'adhérent est tenu de rapporter l'adhésion de son successeur, de telle sorte que ce dernier se substitue à lui pour l'exécution du présent engagement et se charge d'en assumer les obligations.

Si le successeur n'exploitait pas effectivement l'usine vendue, louée ou cédée, il perdrait naturellement tout droit ou coefficient de l'adhérent.

ARTICLE 15

L'engagement n'entrera en vigueur qu'au cas où toutes les fabriques traitant de la betterave en France et tous les éta-

blissements pour l'extraction des sucres de la mélasse de France, à l'exception des institutions placées sous la tutelle, se seront soumis aux termes du présent engagement.

Le présent engagement sera mis en vigueur le 1^{er} septembre 1934. Il est valable jusqu'au 30 septembre 1937 et se prolonge par tacite reconduction pour une nouvelle période de 3 ans expirant le 30 septembre s'il n'a pas été dénoncé, au plus tard le 1^{er} octobre de l'année précédant la date d'expiration, par lettre recommandée adressée à la Direction de l'Association. S'il s'est produit une dénonciation de la part d'un ou de plusieurs adhérents, cette dénonciation sera portée immédiatement par les soins du Bureau à la connaissance de tous les adhérents, mais l'engagement reste quand même en vigueur entre les autres adhérents, à moins que la production en sucre desdits adhérents restants soit inférieure à 95 % de la production en sucre soumise à l'engagement sur la base des chiffres ayant servi à l'établissement des coefficients.

Le règlement de tous les comptes et mesures résultant du présent engagement pourra être effectué postérieurement à la durée pour laquelle il est contracté.

Les stocks existant éventuellement à l'expiration de l'engagement pourront être, l'année suivante, comblés par le déficit du possesseur lui-même, d'après la formule définie à l'article 4 ci-dessus.

Les bases utilisées pour calculer les déficits ou les excédents seront alors, pour chaque adhérent, le contingent de la dernière campagne d'application de l'engagement.

Les excédents qui n'auront pas été convertis par le procédé ci-dessus devront obligatoirement être utilisés pour un autre usage que la consommation de France, Algérie, colonies du premier groupe et Sarre s'il y a lieu, par exportation en dehors du régime douanier français, transformation chimique, etc.

Les adhérents désirant utiliser d'autres moyens que l'exportation devront faire connaître ces moyens au Bureau pour approbation et organisation du contrôle.

Le Bureau conservera à cet égard tous pouvoirs jusqu'à apurement total et définitif de la situation, qui devra être réglée dans un délai maximum de deux ans.

ARTICLE 16

Le présent engagement pourra être résilié sur la demande d'un nombre d'adhérents représentant au moins 75 % de la production du sucre.

ARTICLE 17

Tous les différends susceptibles de naître entre l'Association et . . . au sujet des clauses du présent engagement, seront obligatoirement soumis à deux arbitres choisis à raison de un par partie et dans un délai maximum de deux semaines.

Si l'une des parties ne désigne pas son arbitre dans le délai indiqué ci-dessus, cette désignation sera demandée par l'autre partie au président du Tribunal de Commerce de Paris ; en cas de désaccord, les deux experts devront s'en adjoindre un troisième, choisi d'un commun accord ou, à défaut d'accord, par le président du Tribunal de Commerce de Paris.

Avant toute décision d'arbitrage, les intéressés seront obligatoirement convoqués pour être entendus.

Les décisions prises à la majorité des arbitres seront définitives et sans appel. Leur application sera obligatoire pour les deux parties.

Au cas où, pour une cause quelconque, l'arbitrage prévu ci-dessus n'aurait pas lieu, le Tribunal de Commerce de la Seine serait seul compétent.

En cas de litige, les frais d'enregistrement et tous autres seront à la charge de la partie défaillante.

ANNEXE 3

Statuts de l'Association Syndicale pour la Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers

ARTICLE PREMIER

Formation et durée de l'Association

Il est constitué sous le régime de la loi du 21 mars 1884, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 12 mars 1920, entre les firmes productrices de sucre, qu'elles travaillent en France, aux colonies ou dans les pays de protectorat ou de mandat, fabriques de sucre, sucreries-raffineries, sucra-teries qui adhéreront aux présents statuts, une Association syndicale d'intérêts professionnels qui prend le nom d'Association Syndicale de Défense des Intérêts Economiques, Agricoles et Sucriers.

Son siège est à Paris, 15, rue du Louvre. Il peut être transféré en tout autre endroit sur simple décision du Bureau.

La durée de l'Association est illimitée, sous la réserve stipulée à l'article 7 de la loi du 21 mars 1884.

ARTICLE 2

Objet de l'Association

L'objet de l'Association est d'apporter une solution pratique aux questions d'ordre professionnel et économique concernant la production du sucre dans la métropole comme dans les colonies, de fixer les conditions d'exportation ou de stockage

des sucres produits en excédent sur les besoins de la consommation et d'assurer ainsi, et par tous autres moyens dont l'utilisation se révélerait nécessaire, une existence normale à la production sucrière de la Métropole et des colonies.

ARTICLE 3

Admission et représentation

Le nombre des membres de l'Association n'est pas limité. Les demandes d'admission doivent être faites par lettre adressée au siège de l'Association.

Le Bureau de l'Association Syndicale examine ces demandes et prononce ou l'admission ou le rejet, sous réserve de ratification par la plus prochaine Assemblée des membres de l'Association.

L'admission entraîne l'adhésion du nouvel adhérent aux présents statuts jusqu'au 30 septembre 1934. Elle se prolonge d'année en année, par période expirant le 30 septembre, sauf dénonciation au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, par lettre recommandée adressée à la Direction de l'Association.

Les adhérents indiquent à l'Association les noms et la qualité de leur représentant et de son remplaçant, au cas où ce dernier serait empêché.

L'un et l'autre ne peuvent être choisis que parmi les propriétaires, co-propriétaires, administrateurs, gérants, directeurs ou fondés de pouvoirs de l'entreprise adhérente.

ARTICLE 4

Cotisations

Les frais de l'Association sont couverts par une cotisation fixée par son Bureau syndical et que les adhérents s'engagent à verser chaque année au cours du premier trimestre de l'exercice.

ARTICLE 5

Administration de l'Association

L'Association est administrée par un Bureau comprenant dix membres titulaires au moins, élus par l'Assemblée générale des adhérents parmi les personnes ayant l'une des qualités prévues à l'article 3 ci-dessus, dernier alinéa, ou la possédant au titre d'une association de maisons adhérentes, sans toutefois qu'il y ait double emploi.

Pour chaque membre titulaire, un remplaçant devra être désigné dans les conditions stipulées au même article 3.

Le Bureau a, en outre, le droit de s'adjoindre à titre consultatif, des membres choisis par lui en dehors de l'Association, étant entendu qu'en ce cas ces derniers devront toujours comprendre, de façon obligatoire, au moins un représentant régulièrement mandaté des planteurs de betteraves et un représentant du groupement de la distillerie française.

Les membres du Bureau sont élus pour un an. Ils sont rééligibles à l'expiration de leurs fonctions.

Il est loisible aux remplaçants des membres présents de prendre part, comme auditeurs, aux séances du Bureau.

ARTICLE 6

Chaque année, après la tenue de l'Assemblée annuelle des adhérents, le Bureau désigne un comité composé de :

- 1 président ;
- 2 vice-présidents ;
- 1 trésorier ;
- 1 secrétaire.

Le président préside de droit toutes les assemblées et réunions, avec voix prépondérante en cas de partage. En son absence, il est remplacé par l'un des vice-présidents désigné

par ses collègues. Le Bureau est investi de tous pouvoirs nécessaires pour l'administration de l'Association.

Le Bureau peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenable à une ou plusieurs personnes prises dans son sein ou au dehors, pour l'exécution de ses décisions et d'administration courante.

ARTICLE 7

Le Bureau se réunira obligatoirement au début de chaque trimestre ou sur convocation du président ou chaque fois que le tiers au moins de ses membres le demandera.

La convocation sera faite par simple lettre ou télégramme.

Lors des délibérations du Bureau, les décisions seront prises à la majorité des voix, étant bien entendu que chacun de ses membres n'aura droit qu'à une voix.

Ne seront valables toutefois que les décisions du Bureau votées avec la présence du quart au moins de ses membres.

ARTICLE 8

Les votes par lesquels l'Assemblée générale des adhérents prononce ou ratifie la nomination des membres du Bureau doivent être faits au scrutin secret, à la majorité absolue au premier tour; au second tour à la majorité relative des membres présents ou représentés.

ARTICLE 9

Assemblée générale des adhérents

L'Assemblée générale des adhérents a lieu suivant les besoins et au moins une fois par an. Elle est convoquée par le président du Bureau. La convocation sera faite par simple

lettre ou par télégramme au moins cinq jours francs avant l'Assemblée.

L'Assemblée générale devra être réunie si la demande en est faite auprès du secrétariat de l'Association par une ou plusieurs maisons représentant une production minima et globale de 1.000.000 de quintaux de sucre ou dix adhérents.

Dans ce cas l'Assemblée devra être réunie dans les 14 jours après réception de la demande. Les convocations pour les Assemblées devront mentionner l'ordre du jour.

Lorsque les questions portées à l'ordre du jour du Bureau seront à même de toucher de quelque façon que ce soit les intérêts de l'agriculture, le Bureau devra prendre l'avis d'une Conférence consultative composée de 16 membres au maximum, dont 9 représentants des planteurs de betteraves désignés par la Confédération des dits planteurs, 3 représentants des Associations de distillation, 2 représentants des raffineurs, les deux autres membres peuvent être des personnalités compétentes que le Bureau de l'Association Syndicale jugerait nécessaire de leur adjoindre.

En cas de rejet par la Conférence consultative des décisions proposées par le Bureau de l'Association Syndicale, celles-ci seront soumises à une Commission composée de 9 fabricants de sucre, 9 planteurs de betteraves, 3 représentants des Associations de distillation, 2 représentants des raffineurs et les autres membres de la Conférence consultative ; les décisions en question ne seront définitives qu'après approbation de cette commission.

Ont droit de prendre part à l'Assemblée générale les adhérents tels qu'ils sont définis à l'article 3.

En cas d'empêchement du représentant désigné par elles et de son suppléant, les maisons adhérentes peuvent se faire représenter par une personne autorisée, même avec restric-

tions, ou par les propriétaires ou représentants légaux d'autres maisons adhérentes. Le pouvoir de représentation doit être remis par écrit.

La présidence, lors de l'Assemblée générale des adhérents, est exercée par le président du Bureau de l'Association ou, s'il est empêché, par l'un des vice-présidents désigné par ses collègues.

Chacune des maisons adhérentes aura droit à une voix pour chaque 25.000 quintaux de sa production en sucre ; chaque 25.000 quintaux commencés seront comptés comme entiers.

Si la maison adhérente a une production inférieure à 25.000 quintaux, elle aura droit à une voix.

La présence ou la représentation du quart au moins des suffrages des adhérents de l'Association est nécessaire pour constituer valablement une Assemblée générale des adhérents.

Quand celle-ci n'aura pas toutefois réuni le nombre de membres fixé ci-dessus, le président a le droit de réunir dans les quinze jours une nouvelle Assemblée générale, qui pourra valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés. Toutes les décisions des Assemblées des membres adhérents sont prises à la majorité simple des suffrages exprimés, sauf les dispositions de l'article 8.

Chaque année, le Bureau de l'Association Syndicale soumet à l'Assemblée générale les comptes de l'exercice précédent.

Ne peuvent être discutées dans les Assemblées générales des adhérents que les questions inscrites à l'ordre du jour.

ARTICLE 10

Modifications aux statuts

Les présents statuts ne peuvent être modifiés que sur la demande du Bureau de l'Association Syndicale ou sur celle

d'un nombre de membres représentant le quart des suffrages de l'Association tels qu'ils sont déterminés à l'article précédent. En ce cas, une Assemblée extraordinaire doit être convoquée qui sera alors en droit d'apporter aux présents statuts toutes modifications jugées nécessaires.

Elle pourra notamment décider la fusion de l'Association avec d'autres syndicats constitués ou à constituer, sa transformation, l'extension ou la modification de son objet, de son nom ou de son siège.

La présence ou la représentation d'au moins les trois quarts des suffrages de l'Association est alors nécessaire pour la validité des délibérations et il faut une majorité des deux tiers au moins des suffrages présents ou représentés.

Au cas où les trois quarts nécessaires des suffrages ne seraient pas réunis par l'Assemblée appelée à délibérer, le président, dans les quinze jours, en convoquera une nouvelle qui pourra valablement délibérer quel que soit alors le nombre des membres présents ou représentés.

La majorité simple des voix représentées est dans ce cas suffisante.

ARTICLE 11

Dissolution

Sous les réserves stipulées à l'article 7 de la loi du 21 mars 1884, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 12 mars 1920, l'Association ne pourra être dissoute que par une décision de l'Assemblée des adhérents réunissant les suffrages des trois quarts des membres de l'Association présents ou représentés.

Le Bureau de l'Association Syndicale prendra toutes dispositions pour la liquidation de l'Association, conformément aux décisions de l'Assemblée des adhérents.

ANNEXE 4

L'accord entre Métropole et Colonies

Etant donnée la brièveté du texte qui établit les accords entre les producteurs métropolitains et coloniaux, une lettre — suivie d'ailleurs d'un contrat en bonne et due forme — nous jugeons utile de donner des extraits de cette lettre :

« Paris, le 9 mai 1934.

« Monsieur le Président,

« Pour aboutir enfin à l'accord désirable entre producteurs de sucre métropolitains et coloniaux, nous acceptons, — pour répondre à la demande que vous nous avez adressée, — en notre nom et au nom des producteurs coloniaux dont nous tenons le mandat, de ratifier définitivement l'accord du 27 novembre 1933, qui donne 13 % des quantités de sucre consommées annuellement sur le marché métropolitain (1) à la production coloniale, contre 87 % à la production métropolitaine, à la condition que les 10.000 tonnes réservées hors contingent dans cet accord soient abandonnées par les métropolitains aux coloniaux, en totalité et dès maintenant.

« La répartition de ces 10.000 tonnes a été réglée entre coloniaux par accord intervenu devant vous et définitivement sanctionné par les mandataires qualifiés des colonies productrices.

« Si les métropolitains acceptent cette condition, notre en-

(1) France, Sarre, Algérie.

gagement peut être considéré comme ferme et définitif et nous nous réunirons avec eux...

« Veuillez agréer, Monsieur le Président, etc... »

Signé : BERNARD, A. BRUNET, JACQUEMINET, G. SCHWOB-D'HÉRICOURT, Jean SCHWOB D'HÉRICOURT, R. LEGRAND, R. SEBAN, J. de MARTIGNAC.

Cette proposition ayant été précédemment jugée acceptable par le Bureau de l'Association Syndicale, l'accord a été réalisé.

Les détails d'exécution ont été précisés au cours d'une séance tenue au Ministère des Colonies, le 16 mai, et *les représentants mandatés* des colonies ont signé un *texte d'engagement* conforme à celui de la métropole.



Depuis l'établissement des accords concernant le contingentement de la production métropolitaine, celle-ci ayant été successivement fixée (en raffiné) à :

800.000 tonnes pour 1931-32,

824.000 tonnes pour 1932-33,

800.000 tonnes pour 1933-34,

888.000 tonnes pour 1934-35,

848.000 tonnes pour 1935-36,

le contingent des importations coloniales, déduit du contingent métropolitain, se trouvait ainsi fixé à 142.700 tonnes en raffiné pour la campagne 1934-35 et 136.712 tonnes pour 1935-36. La campagne coloniale part du 1^{er} octobre.

ANNEXE 5

Entrepôts pour les sucres en France

PARIS (Pont-de-Flandre)	SAINT-QUENTIN
PARIS (Bastille)	TERGNIER
SAINT-OUEN	AULNOIS-SOUS-LAON
AUSTERLITZ (Paris)	NASSANDRES
CAMBRAI	BLOIS
DOUAI	ORLÉANS
VALENCIENNES	COLMAR
LILLE	STRASBOURG
THUMERIES	MULHOUSE
MARQUETTE	DIJON
DUNKERQUE	REIMS
BOULOGNE-SUR-MER	ROANNE
DENAIN	POITIERS
AMIENS	TOURS
ABBEVILLE	BORDEAUX
EPPEVILLE	LYON
ROUEN	NANCY
LE HAVRE	
NANTES	
MARSEILLE	
SOISSONS	
	<i>Entrepôts de la Marine :</i>
	TOULON, BREST, LORIENT,
	CHERBOURG

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

Rapports présentés à la Commission Interministérielle d'étude de la situation betteravière.

Projet de rapport de M. MONMIREL à la même commission avec tableaux annexes.

Compte rendu des Congrès internationaux des Betteraviers Européens de Heidelberg (1932) et de Budapest (1934).

Rapports aux Assemblées Générales des Actionnaires du Crédit Sucrier et Commercial.

Rapport de M. André BOUDA, Conseiller du Commerce Extérieur à la Conférence du Commerce Colonial (18-20 mai 1933).

Notes communiquées par l'Association Syndicale :

1°. — concernant le stockage et le contingentement en vue d'assainir la situation du marché du sucre (de 1932) ;

2°. — concernant le contingentement de la production sucrière (mai 1933) ;

3°. — concernant l'organisation de la production sucrière (16 mai 1934) ;

4°. — sur l'assainissement du marché des sucres (de juin 1934) ;

5°. — sur la baisse du prix du sucre (de mars 1935).

MAZEAUD. — Le délit d'altération des prix, Paris 1927.

HUGUENÉY. — Commentaire de la loi de 1926 (Lois nouvelles 1927, p. 17 et suivantes)

PERROUX. — La notion de profit normal et la loi de 1926 (questions pratiques 1928, p. 163).

P. PIC. — Les syndicats ou coalitions de producteurs et la loi pénale : Revue Politique et Parlementaire ; novembre 1902.

Les Cartels et Ententes Industriels ; Art. 419 et 420 du Code Pénal modifiés par la loi de 1926 (même revue, janvier 1928).

Le projet de loi FLANDIN-MARCHANDEAU sur les ententes industrielles (même revue mars 1935).

ALLIX. — Traité Élémentaire de Science des Finances et de Législation Financière Française.

L'Economie dirigée : Conférences organisées en 1934 par la Société des Anciens Elèves et Elèves de l'Ecole Libre des Sciences Politiques.

L'Economie dirigée et l'Agriculture : Conférences organisées en 1935 à l'Institut National Agronomique.

La Revue d'Economie Politique.

BLOCH (Oscar) : quelques mots sur la Caisse de liquidation et les Bourses de Commerce.

Bulletin du Centre d'Etudes Economiques de l'Alimentation.

L'Annuaire statistique de la Présidence du Conseil.

L'Annuaire Sucrier.

Circulaire hebdomadaire du Comité Central des Fabricants de sucre en France.

L'Action Agricole.

Le Bulletin d'Informations de la Confédération des Planteurs de Betteraves.

L'Association Agricole.

L'Information Financière.

Le Temps.

Table des Matières

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — L'organisation de l'industrie sucrière en France	6
CHAPITRE II. — L'organisation du marché des sucres	15
CHAPITRE III. — Les causes de la fondation de l'Association Syndicale..	25
Section I. — Etat du marché avant 1931	25
Section II. — Initiative et clairvoyance	28
Section III. — Les principales organisations sucrières étrangères.	29
CHAPITRE IV. — Fondation de l'Association Syndicale	33
Section I. — Les pourparlers préliminaires	33
Section II. — Forme juridique et but de l'Association	37
Section III. — Composition et Administration	39
Section IV. — Obligations des adhérents à l'Association Syndicale envers cet organisme	42
Section V. — Utilisation des excédents	42
Section VI. — Contrôle des décisions prises	45
Section VII. — La propagande en faveur du développement de la consommation du sucre	46
Section VIII. — Les premiers accords	47
CHAPITRE V. — Légalité de l'Association	53
CHAPITRE VI. — L'Association Syndicale comparée à quelques formes d'entente professionnelle	68
CHAPITRE VII. — L'Association Syndicale et la culture	73
CHAPITRE VIII. — L'Association Syndicale et les contrats de betteraves ..	89
CHAPITRE IX. — Les répercussions possibles de l'accord syndical sur l'or- ganisation professionnelle dans l'agriculture..	100
CHAPITRE X. — Nature juridique du privilège d'exploitation des plan- teurs.	103
CHAPITRE XI. — Les litiges entre agriculteurs et industriels	109

CHAPITRE XII. — L'Association Syndicale et les autres intérêts en présence	113
Section I. — Les salaires :	
A. — Les salaires agricoles	113
B. — Les salaires dans l'industrie.....	115
C. — L'Association Syndicale et le syndicalisme ouvrier....	117
Section II. — Les consommateurs	119
CHAPITRE XIII. — L'Association Syndicale et la puissance publique	124
CHAPITRE XIV. — Les principales organisations sucrières européennes à l'heure actuelle	130
CHAPITRE XV. — Indications statistiques	143
CONCLUSION	164

ANNEXES :

1) Texte des engagements de 1931	169
2) Texte des engagements de 1934	181
3) Statuts de l'Association	195
4) L'Accord entre Métropole et Colonies.	202
5) Liste des entrepôts de livraison actuels	204
Index bibliographique	205
Table analytique des matières	207

